

offensive

offensive

TRIMESTRIEL D'OFFENSIVE LIBERTAIRE ET SOCIALE N°36 • 4 EUROS • DÉC. 12

RUSSIE:
DU ROUGE
AU NOIR



Offensive Libertaire et Sociale (OLS)

MATÉRIEL



LIVRE DIVERTIR POUR DOMINER

Textes issus de numéros d'Offensive, notamment les dossiers des numéros 1, 6, 11 et 14.



4 PAGES

Des textes sur le travail, le patriarcat, l'écologie, la technologie...

POUR LES COMMANDES

voir le bulletin d'abonnement (page 3)

Offensive Libertaire et Sociale est née au cours de l'été 2003 d'une volonté de participer à la construction d'une réelle offensive qui mette un terme au capitalisme, au patriarcat et qui contribue à l'élaboration d'autres futurs sans rapports de domination ni d'exploitation. Nous militons pour une société fondée sur la **solidarité, l'égalité sociale et la liberté**. Plusieurs principes fondent l'OLS :

1. Indépendance
2. Fédéralisme
3. Assembléisme
4. Anti-autoritarisme
5. Rupture
6. Appui mutuel

L'OLS se situe comme un élément dans la **constellation libertaire**, apportant sa pierre au mouvement révolutionnaire.

L'organisation n'est pas une fin en soi et ne doit pas primer sur les luttes et sur la réflexion.

Nous refusons de nous impliquer en fonction de nos seuls intérêts organisationnels, de « passer » d'une lutte à l'autre au gré des modes. Même si nous apparaissions de temps à autre en tant que « OLS » - au travers d'Offensive le journal que nous publions et lors de certains événements politiques - pour confronter, défendre ou faire partager nos valeurs, nos idées, nos pratiques, nous refusons les logiques de représentation. Dans une société fondée sur les apparences, le **mouvement révolutionnaire ne doit pas succomber aux**

sirènes du spectacle.

Nous luttons plus particulièrement contre tout ce qui fait de nous des êtres aliénés et/ou oppresseurs : **exploitation sociale, précarité économique, patriarcat, hétérosexisme, tyrannie technologique, racisme, massification**. Face aux logiques d'enfermement et d'abêtissement, nous proposons d'autres formes émancipatrices d'associations où les aller-retour entre engagement, théorie et pratique sont permanents et où nous pourrions construire des liens stables, non aliénants, d'estime et de coopération. Nous voulons construire **une société réellement démocratique**, si l'on définit la démocratie comme une forme d'organisation du pouvoir permettant de connaître et de maîtriser nos conditions d'existence. Il importe de réfléchir à de nouvelles organisations sociales qui permettent le **partage des débats et des prises de décisions**. Cela revient à briser l'autonomie du pouvoir. Il ne doit plus être en-dehors de la société, mais en son sein : il doit être socialisé.

Si la filiation de l'OLS s'inscrit dans la longue histoire de l'anarchisme, nous nous référons aussi à d'autres associations et mouvements. **Nous essayons à notre échelle de contribuer au renouvellement de la critique libertaire, de participer à la création et à la diffusion d'alternatives anti-autoritaires et libératrices.**

POUR CONTACTER L'OLS
OLS c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat, 13001
Marseille.
ols@no-log.org

OÙ EST L'OLS

Bretagne
ruz-ha-du@riseup.net
Grenoble
offensivenomade@riseup.net
Lille
ols-lille@herbesfolles.org
Marseille
c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat 13001 Marseille
chapacans@riseup.net
Paris
21^{ter}, rue Voltaire 75011 Paris
ols.paris@no-log.org
Toulouse
offensivetoulouse@riseup.net

SITE INTERNET

<http://offensive.samizdat.net>
Pour retrouver les archives, les anciens numéros, écoutez les anciennes émissions de radio, consultez l'actualité de l'OLS.

OFFENSIVE SONORE

émission de l'OLS-Paris
sur **Radio Libertaire**
89.4 Mhz (à Paris)
Le vendredi tous les quinze
jours de 21h à 22h30
en alternance avec
La Grenouille Noire

LES ANCIENS NUMÉROS

Pour commander les anciens numéros, reportez-vous au bon de commande en page 3.
Les numéros épuisés sont téléchargeables sur notre site internet <http://offensive.samizdat.net>



OFFENSIVE N°35

mars. 12 | 52 p. | 4 euros

• DOSSIER
PROLÉTARIAT, AFFAIRE CLASSÉE?

N°1 POUR UNE CRITIQUE RADICALE DE LA TÉLÉVISION [ÉPUISÉ]

N°2 LA GRÈVE À RÉINVENTER

N°3 L'EMPRISE TECHNOLOGIQUE [ÉPUISÉ]

N°4 GENRE ET SEXUALITÉ [ÉPUISÉ]

N°5 AU SERVICE DU PUBLIC [ÉPUISÉ]

N°6 HOMO PUBLICITUS [ÉPUISÉ]

N°7 GUERRES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES

N°8 LIBÉREZ LES ENFANTS! [ÉPUISÉ]

N°9 CULTURE DE CLASSE OU (IN)CULTURE DE MASSE [ÉPUISÉ]

N°10 L'IMPÉRIALISME SCIENTIFIQUE [ÉPUISÉ]



OFFENSIVE N°34

juin 12 | 52 p. | 4 euros

• DOSSIER
L'INFO EN LUTTE

N°11 ON HAIT LES CHAMPIONS [ÉPUISÉ]

N°12 INTÉGRATION ENTRE MISE AU PAS ET APARTHEID SOCIAL

N°13 RÉVOLUTIONNAIRE AUJOURD'HUI

N°14 L'HORREUR TOURISTIQUE [ÉPUISÉ]

N°15 AUTONOMIE, DÉMOCRATIE DIRECTE [ÉPUISÉ]

N°16 PUTAIN DE SEXISME [ÉPUISÉ]

N°17 UN COMMERCE SANS CAPITALISME [ÉPUISÉ]

N°18 SPÉCIAL 68, MAI ENCORE!

N°19 FOUTEZ-NOUS LA PAIX!

N°20 TANT QU'ON A LA SANTÉ!



OFFENSIVE N°33

mars 12 | 52 p. | 4 euros

• DOSSIER
ART, LA FABRIQUE DU SOCIAL

N°21 L'INDUSTRIE DE LA PUNITION

N°22 RURALITÉS, NOUS VOULONS LA TERRE [ÉPUISÉ]

N°23 CONSTRUIRE L'ANARCHIE

N°24 NATURE ET ANIMALITÉ

N°25 TRAVAIL : QUEL SENS ?

N°26 EN FINIR AVEC LA FRANÇAIFRIQUE

N°27 PRÉCARITÉ POURQUOI ?

N°28 AVANT LA RÉVOLUTION

N°29 SAVOIRS POUR S'ÉMANCIPER

N°30 LUTTES DE LIBÉRATION NATIONALE

N°31 LA CONRE-RÉVOLUTION INFORMATIQUE



OFFENSIVE N°32

déc. 11 | 52 p. | 4 euros

• DOSSIER
LIBÉRATION SEXUELLE ?

Édité par Spipasso
Imprimeur IMB, 7 rue
Résistance 14400 Bayeux
Directeur de publication
Nicolas Sergy
Commission paritaire
1111 P 11461
ISSN 1771-1037

Diffusion
Hobo diffusion
contact@hobo-diffusion.com
www.hobo-diffusion.com

Distribution
Makassar
Tél. : 01 40 33 69 69
contact@makassar-diffusion.com

Les articles font apparaître le féminin et le masculin. Si la langue est un instrument de domination et perpétue les stéréotypes sexistes, elle peut être un outil de déconstruction. Les personnes qui luttent contre le patriarcat ne peuvent se dispenser d'interroger la pseudo- « neutralité » de certains mots et la domination du masculin sur le féminin. Le langage rend la présence des femmes invisible. Féminiser les textes que nous produisons, c'est donner une visibilité à la moitié de l'humanité.

Sommaire

En bref ici 4-5

Analyses

Frontex ex Machina 6-7

L'emprise numérique 8-9

Crack! 10-11

Histoire

Choisir les marges comme espace d'ouverture radicale 12-13

En lutte

Reclaim the fields! 14

DOSSIER

Russie : du rouge au noir

La Russie : notre passé, notre avenir? 16-20

Les révolutionnaires contre le « fascisme rouge » 21-23

Notes sur une reconquista dévastatrice 24-25

Tchéchénie : manipulation, terreur, crimes et châtiments 26-27

Le retour di KBG 28-29

Travailleurs, travailleuses... 30-31

Le lac Baïkal 32

JO 2014 : blanc comme neige, vert comme dollar 33

Les libertaires en Russie 34-36

Le mouvement anti-Poutine 37

Horizons

Luttes féministes en Afrique 38-40

En bref ailleurs 41

Entretien

Manifestement communiste 42-45

Alternatives

L'Utobus 46-47

Contre-culture

Livres 48-49

Musique 50

Arts vivants-ciné 51

Dossier du prochain numéro sur la **mobilité**, à paraître en mars 2013.

La préparation des dossiers est ouverte à toutes et tous.

Prochaine coordination à **Marseille** les 26 et 27 janvier 2013, pour plus de renseignements contacter le groupe local.



Édito

MI-OCTOBRE 2012 : pendant qu'une armada de gardes mobiles évacue et détruit maisons, cabanes et terrains occupés à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, ici, à Grenoble, ce sont des squats de Roms ou de demandeurs d'asile qu'on expulse ! Il y a quelques jours, à Toulouse, c'était le nouveau CRÉA qui se faisait virer ! Et puis, sans cesse, comme une rengaine, des annonces de plans de licenciements et de mesures d'austérité ! Pourtant, face à ces coups de matraque, on trouve encore la force de la résistance. Et on s'organise, on refuse de se laisser abattre, on regagne du terrain ou on arrache des concessions. Mais finalement, avons-nous d'autres choix quand la dépendance à l'économie de marché et aux politiques monétaires devient chaque jour un peu plus étouffante et que l'ordre sécuritaire règne, implacable ? Il devient indispensable d'assumer une vraie rupture idéologique face à ce monde et de s'opposer, encore et encore... Et loin de nous décourager, ces moments de tension sont essentiels car ils révèlent les plus belles énergies et les plus beaux combats. C'est bien de toutes ces luttes collectives que pourront naître et émerger des possibles. Car tant de choses se dévoilent, s'entrechoquent et font sens quand on ose toucher du doigt les perspectives d'une autre société, qu'on ose expérimenter, qu'on ose rêver. Nous sommes révolutionnaires car nous voulons en effet continuer de croire que c'est ainsi, par des luttes offensives et la construction d'alternatives solides, que nous pouvons poser, pierre par pierre, les bases d'une autre société, débarrassée des systèmes de domination qui nous enserment et nous aliènent. Mais si nous voulons lutter, réfléchir et construire, c'est surtout avec les gens qui luttent, au quotidien. Car c'est seulement dans ces conditions que pourront émerger de véritables idéaux révolutionnaires. Sans cette démarche, nous ne saurons que recréer une société de classes sans réelle portée émancipatrice, une société de bureaucrates. C'est aussi ce que montre le dossier de ce numéro. La révolution ne peut s'arrêter à un dogme, elle est un processus permanent. Elle n'est ni transposable, ni exportable, elle se vit et se construit. **OLS Grenoble**

abonnez-vous

Je m'abonne à **offensive** pour une durée d'un an (4 numéros) à partir du N° ____
Abonnement (16 €) Abonnement de soutien (35 €) Abonnement institution (50 €)
Abonnement + abonnement d'un-e ami-e (25 €)
Je commande des anciens numéros pour un montant de ____ euros

nom, prénom

adresse

mail

téléphone

(merci d'indiquer l'un ou l'autre, en cas de problème avec l'adresse postale)

Si vous abonnez aussi un-e ami-e veuillez indiquer ses coordonnées ci-dessous

nom, prénom

adresse

chèque à l'ordre de **Spipasso** à renvoyer à **OLS**, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille

Pour les abonnements à l'étranger, contactez l'OLS à Marseille.

COMMANDER LES NUMÉROS PRÉCÉDENTS

Cochez les numéros que vous souhaitez commander, et rajouter 10% du total. Notez vos coordonnées sur le bulletin d'abonnement.

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> N° 12 Intégration, entre mise au pas et apartheid social (3€) | <input type="checkbox"/> N° 29 Savoirs pour s'émanciper (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 13 Révolutionnaire aujourd'hui (5€) | <input type="checkbox"/> N° 30 Luttes de libération nationale (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 18 Spécial 68, Mai encore ! (5€) | <input type="checkbox"/> N° 31 La contre-révolution informatique (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 19 Foutez-nous la paix ! (5€) | <input type="checkbox"/> N° 32 Libération sexuelle ? (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 20 Tant qu'on a la santé ! (5€) | <input type="checkbox"/> N° 33 Art, la fabrique du social (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 21 L'industrie de la punition (5€) | <input type="checkbox"/> N° 34 L'info en lutte(s) ! (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 23 Construire l'anarchie (5€) | <input type="checkbox"/> N° 35 Proletariat, affaire classée ? (4€) |
| <input type="checkbox"/> N° 24 Nature et animalité (5€) | <input type="checkbox"/> LIVRE Divertir pour dominer (13€) |
| <input type="checkbox"/> N° 25 Travail : quel sens ? (5€) | |
| <input type="checkbox"/> N° 26 En finir avec la Françafrique (4€) | |
| <input type="checkbox"/> N° 27 Précarité pourquoi ? (4€) | |
| <input type="checkbox"/> N° 28 Avant la révolution (4€) | |

JE SOUHAITE RECEVOIR DES 4 PAGES DE L'OLS POUR DIFFUSION (gratuit)
 10 ex. 40 ex. 80 ex.

COMMANDER OU S'ABONNER PAR INTERNET
en passant par Atheles : <http://atheles.org/offensive>

CORPS AMOURS SEXUALITÉS



CAS-LIBRES est une émission de radio « libre antenne », en direct, sur les questions de Corps, Amours et Sexualités. Les objectifs de cette émission sont de créer un espace d'expression et d'écoute sur des questions intimes et de

proposer une alternative aux émissions de radio existantes sur ce sujet, qui nous donnent l'illusion d'une liberté sexuelle tout en nous offrant une vision réduite et normative des rapports affectifs et sexuels. CAS-Libres se nourrit des témoignages, petites questions techniques ou grands doutes existentiels, envies de débattre ou de raconter, colère ou joie... de ses auditeurs et auditrices, et offre la possibilité d'intervenir en direct (04 76 09 09 09), ou sur le répondeur de l'émission (06 51 61 87 36). CAS-Libres émet à Grenoble, sur radio Kaléidoscope 97 FM, tous les premiers jeudis du mois de 20 heures à 22 heures Les émissions sont ensuite téléchargeables sur cas-libres.poivron.org, avec un référencement des thèmes abordés.



« NE NOUS LAISSONS PAS FAIRE, AUTODÉFENSE POPULAIRE ! »

PENDANT QUE LA POLICE continue d'expulser, au CRÉA (Collectif pour la réquisition, l'entraide et l'autogestion), on ne lâche rien ! Au 22 rue Demouilles, alors qu'une chorale murmure ses chants révolutionnaires, d'autres cuisinent, installent une crèche autogérée, certain-e-s participent à la création d'un journal mural qui circule de main en main. « Les chroniques des 5 400 » (5 400 mètres carrés) tracent les lignes de nos témoignages, nos coups de gueule, nos dessins, des informations précises sur la campagne de réquisition. Avec très peu de moyens, on arrive à utiliser un autre outil, accessible à toutes et tous et qui permet de participer, de donner son avis, de s'exprimer différemment. L'idée est avant tout de créer un journal collectif et de se réapproprier ainsi l'information médiatique. Nous avons été expulsé-e-s le lundi 8 octobre, on continue, ailleurs tout va recommencer ! « Tout pour tou-te-s, pouvoir au peuple ».

Pour nous contacter :
creatoulouse@squat.net



TOULOUSE, LA CASE DE SANTÉ EN DANGER

NOUS VOUS AVIONS EXPLIQUÉ la démarche de ce centre de santé communautaire toulousain dans le n° 24 d'Offensive. Installé depuis six ans dans le quartier Arnaud-Bernard, sur la place du même nom, il met en avant une démarche qui prend en compte l'individu-e, sa personnalité et ses éventuelles difficultés sociales. Ce quartier encore populaire de Toulouse accueille notamment de nombreux chibanis, ces vieux migrants maghrébins retraités qui ont passé leur vie à travailler en France. Les onze membres de la Case de santé mettent à leur disposition un lieu où ils peuvent se retrouver tous les jeudis autour d'un repas, d'un thé ou d'un café, mais les soutiennent aussi dans leurs démarches administratives. Recevant un minimum de subventions de la Direction des affaires sanitaires et sociales (DRASS), le centre rencontre des difficultés financières depuis quelques mois. C'est pourquoi il a lancé un appel à soutien urgent pour pouvoir continuer à fonctionner.

pour la soutenir :
Vous pouvez faire un don en ligne sur le site de la Case de santé (casesante.org) ou envoyer un don par courrier (Case de santé - 17, place Arnaud-Bernard - 31000 Toulouse).

EN BRETAGNE, UNE MAISON DES ENFANTS

DEPUIS L'AUTOMNE 2012, une maison des enfants a ouvert ses portes à Haligan, dans la forêt de Brocéliande. Ce lieu est l'aboutissement de plusieurs années de réflexions et d'activités autour des enfants dans une perspective de non-scolarisation. Cette maison est un espace où les enfants (qu'ils soient scolarisés ou non) pourront expérimenter librement et grandir ensemble. Elle est ouverte aux adultes désirant les accompagner vers une plus grande autonomie en mutualisant les savoirs et les connaissances.

Contact : petitapetit@gmx.com

LES NUISANCES DE L'INDUSTRIE

« **QUE FONT LES CENTRALES SYNDICALES ?** Elles proposent une négociation avec le gouvernement sur le contrat de travail afin de sécuriser les situations personnelles des salarié-e-s. Elles ne s'opposent pas aux licenciements de masse, mais souhaitent les aménager. Elles organisent des grèves de secteur et des journées d'action isolées alors que nous sommes tous concerné-es par les conséquences de la crise du capitalisme. Elles soutiennent "l'industrie" et les "emplois" mais sans remettre en question les cadences, les risques pour la santé, les conditions de travail et de vie que nous sommes contraint-e-s d'accepter, parce que "l'industrie" vaut beaucoup plus que nous, que notre temps libre, que notre vie. »

Extrait du tract « Apres PSA, c'est ta boîte qui te jettera à la rue ! », diffusé en Île-de-France en octobre 2012.



LA CULTURE DES CULTUREUX, NON MERCI !

DANS LE CADRE DE MARSEILLE PROVENCE 2013 (capitale de la culture), des projets culturels « participatifs » visaient à mettre en valeur les transformations urbaines entreprises dans les quartiers populaires de la ville. Mais en matière culturelle comme en urbanisme, la participation des habitants c'est du flan. Un collectif d'associations issu de ces quartiers vient de se retirer du projet « quartiers créatifs ». Elles étaient censées « mobiliser les habitants » pour participer bénévolement à l'élaboration d'un « jardin des possibles ». Premier souci : le projet bénéficiait d'une enveloppe de plusieurs centaines de milliers d'euros et devait être dirigé par des artistes de renommée internationale. Les associations, elles, galèrent à obtenir des subventions de 5 000 euros pour des actions sociales. Vive la culture événementielle... Deuxième souci : le jardin, situé sur la future zone de stockage de construction de la L2, rocade intérieure à Marseille, avait vocation à être détruit. Alors trop c'est trop, les associations dénoncent une étape de plus dans « l'histoire des dominations sociales et postcoloniales que [leurs] quartiers connaissent » et le caractère purement « occupationnel » de l'implication des habitants.



NOTRE-DAME-DES-LANDES

Depuis plusieurs années, **Offensive** a eu l'occasion de relayer la résistance à la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Nous partageons avec enthousiasme l'intensification de la lutte et les actions menées en solidarité dans tout l'Hexagone. N'étant pas un journal d'actualité, nous avons choisi de ne pas les traiter à brûle-pourpoint. Pour suivre l'actualité de cette lutte, nous vous conseillons le site : <https://zad.nadir.org>.



EXPERTS EN FLICAGE ET SÉCURITÉ URBAINE

« **FIN 2012** se tiendra à Saint-Denis le Forum européen pour la sécurité urbaine (<http://efus.eu/fr>). Ce think tank d'institutions et de collectivités européennes sévit depuis vingt ans et regroupe élu-e-s et expert-e-s du monde entier pour partager les expériences et les innovations en matière de sécurité et de contrôle des populations sur les territoires, uniformisant ainsi les pratiques policières à l'échelle internationale. Cette année, ce sont les villes d'Aubervilliers et de Saint-Denis qui invitent ! Nous ne souhaitons pas leur laisser l'espace et la parole libre sans réagir. Nous invitons donc toutes les individu-e-s, orgas, collectifs, etc., s'opposant à l'idéologie sécuritaire, à la stigmatisation et la destruction des quartiers, aux crimes et violences policières, à nous rejoindre pour réfléchir ensemble à une forme de résistance, quelle qu'elle soit. »

Le Collectif Plaie commune et des individu-e-s
Contact : plaiecommune@riseup.net



VALOGNES, RELAXE DES ANTINUCLÉAIRES



NOVEMBRE 2011. À Valognes, petite commune du Cotentin, des centaines d'antinucléaires ralentissent la circulation d'un train rempli de déchets radioactifs, des convois joliment nommés Castor. Une action qui rappelle l'existence d'une opposition à cette production

d'énergie au-delà des officines établies comme Greenpeace ou le réseau Sortir du nucléaire. Bien qu'ils et elles n'aient pas été arrêtés sur les lieux, trois militant-e-s qui avaient pris la parole devant les médias se retrouvent convoqué-e-s par le tribunal de Cherbourg. Le motif : « provocation directe suivie d'effets à un attroupement armé, complicité de destruction des biens d'autrui et organisation de manifestation interdite ». En effet, une fois n'est pas coutume, des militant-e-s radicaux-ales avaient donné quelques explications aux journalistes. Le Collectif de soutien aux inculpés de la presque île du nucléaire revenait sur ce parti pris : « Le campement de Valognes s'est accompagné d'un effort d'explicitation afin de

désamorcer une figure médiatique et policière – le casseur masqué – et afin de rendre le plus largement public ce type d'action. Mais pris au jeu d'un coup d'éclat spectaculaire, on est passés de la réunion publique au communiqué de presse, de la presse locale aux caméras du "20 heures" et, en chemin, de l'explicitation à la publicité. Ce glissement a amené à désigner des porte-parole. Trois personnes durent endosser ce rôle inconfortable au cœur d'un dispositif simpliste et abêtissant où l'efficacité de l'action politique et l'existence d'un mouvement se mesurent à l'aune de la couverture médiatique ». Au final, les trois compères ont été relaxés pour le plus grand plaisir des deux cents personnes venues les soutenir.

ÉTAT ET RIVERAIN-E-S CONTRE LES RROMS

SUITE AUX EXPULSIONS de plusieurs campements de Rroms dans la métropole lilloise cet été, la préfecture a proposé, comme « solution » de relogement, la mise à disposition d'un terrain sur la commune de Cysoing. La mairie, soutenue par une association d'habitant-e-s, proteste contre cette décision, et a déjà organisé, fin août, trois manifestations pour s'y opposer. Affichant des soucis d'hygiène et d'insertion, les élu-e-s et habitant-e-s défilent cependant derrière une banderole « Non à l'implantation d'un camp de Rroms à Cysoing ». Une opposition à ces mobilisations réactionnaires peine à se mettre en place : seul-e-s quelques militant-e-s se sont rassemblé-e-s lors de la manifestation du 29 septembre, pour la plupart contrôlé-e-s ou mis-e-s à l'écart par la police. À Marseille, plusieurs campements de fortune ont fait l'objet de violences et d'intimidations de la part des riverain-e-s. En septembre, un campement a été incendié dans le quartier populaire de Saint-Louis. Les élu-e-s locaux, qui eux aussi font déloger et expulser les campements par les forces de l'ordre, se sont exprimé-e-s publiquement pour comprendre l'« exaspération » des habitant-e-s... une invitation à recommencer... en toute impunité.

CONTRE LE TGV LYON-TURIN



MOINS D'UN MOIS APRÈS la dernière manifestation organisée par le collectif NO TAV Savoie dans les rues de Chambéry, les résultats de l'enquête publique concernant le projet de TGV entre Lyon et Turin étaient publiés. Comme on pouvait s'y attendre, ceux-ci n'ont fait qu'entériner le projet, rappelant qu'il est vain de jouer le jeu des technocrates en participant à ce genre de mascarade. Autoroutes, plates-formes pétrochimiques, aéroports, lignes à haute tension, toutes ces calamités qui détruisent nos vies ont été assaisonnées d'enquêtes publiques. C'est donc bien sur le plan politique, et non technique, que le collectif NO TAV Savoie entend poursuivre la lutte.

Frontex ex Machina

QUAND ON PARLE de Frontex, on réalise que de plus en plus de personnes en ont entendu parler mais que, finalement, bien peu savent de quoi il s'agit réellement. Pourtant, lors de l'Euro 2012, Frontex a missionné cent trente officiers de vingt-trois nationalités différentes sur cinq cents kilomètres le long des frontières polonaises et ukrainiennes et dans dix aéroports internationaux européens afin d'encadrer un vaste dispositif frontalier. Celui-ci comprenait des patrouilles véhiculées, à cheval, sur terre et sur l'eau, et équipées de dispositifs de détection très sophistiqués afin de lutter contre le « trafic humain » (ce qui recouvre principalement l'immigration). Frontex, une contraction de « frontières extérieures », est l'agence européenne de gestion des frontières; une agence interétatique, financée par l'Europe. Depuis sa création en 2004, elle a renforcé progressivement ses prérogatives et accru considérablement son autonomie de décision et son champ d'action.

La gestion des opérations conjointes – c'est-à-dire le contrôle et la surveillance des frontières et l'organisation de vols d'expulsion communs –, l'entraînement des gardes-frontières et la recherche et développement de technologies de contrôle des frontières sont les missions officielles de Frontex.

LES TEXTES FONDATEURS

La signature de la convention de Schengen en 1985 ouvre les frontières pour faciliter la circulation des marchandises, mais favorise aussi celle des individu-e-s au sein de l'espace Schengen européen. Dès 1986, les lois Pasqua-Debré restreignent en France les conditions de séjour des étrangers et posent les premières pierres du contrôle de l'immigration, qui se durcira graduellement dans tous les pays de l'Union européenne. En 1999, le programme de Tampere officialise la notion de « gestion des flux migratoires » : les migrant-e-s sont des objets indésirables, des statistiques à contrôler et réduire.

Ratifiés respectivement en 2000 et 2001, les accords de Dublin et les accords de Dublin II portent un coup au statut des demandeurs d'asile, fixé par la Convention de Genève de 1949, et rendent chaque pays responsable des migrant-e-s ayant transité par son territoire. Un demandeur d'asile ayant été contrôlé dans un pays européen autre que celui où il formule sa demande se verra systématiquement renvoyé vers ce pays et, parfois, dans son pays d'origine, lorsque ce pays, comme la Grèce, ne respecte pas le droit d'asile.

À l'appui de ces décisions, les accords de Séville en 2002 et le programme de la Haye en 2004 systématisent l'usage de fichiers transnationaux (Eurodac, SIS, SIV), encouragent le développement de documents d'identité biométriques et

facilitent les coopérations entre pays européens par le biais d'échanges d'informations et d'un tronc commun de formation des gardes-frontières.

Tous les préalables sont réunis pour la création de Frontex au Conseil de l'Europe du 26 octobre 2004 et son entrée en fonction au vingt-deuxième étage du Trade Center de Varsovie en mai 2005 sous la direction du colonel finlandais Ikka Laitinen (actuellement toujours en poste).

CONCENTRER POUR MIEUX CONTRÔLER...

La mission de Frontex est d'externaliser le contrôle des frontières, c'est-à-dire de décharger les pays de leurs responsabilités concernant leurs politiques d'immigration, en échafaudant une expertise centralisée en matière d'expulsion, de refoulement et de dissuasion des migrant-e-s. Ainsi, en l'espace de trois ans, l'agence a conclu des accords avec l'ensemble des pays de l'Union européenne, des Balkans, du Maghreb, du Machrek, de l'Afrique de l'Ouest, mais aussi avec la Russie, la Turquie, les États-Unis ou encore le Brésil.

En subventionnant allègrement des pays comme la Libye, où les migrant-e-s meurent par centaines dans le désert, Frontex travaille d'une part à arrêter le migrant avant qu'il ne parvienne en Europe, et s'assure d'autre part que les pays d'origine des migrant-e-s récupéreront leurs « brebis égarées ». L'agence organise en moyenne 25 vols conjoints d'expulsion « à la carte » par an : l'Allemagne propose 20 Nigériens et la France 30, un avion sans autres passager-e-s que les migrant-e-s décolle alors de Berlin avec une escale à Paris, direction le Nigeria. Tout cela pour un coût total moyen de 350 000 euros le vol.

Depuis 1988, l'ONG United a répertorié et documenté 16 264 morts aux frontières, soit entre 2 000 et 4 000 par an, qui se noient, meurent de faim, des suites d'un accident ou de violences policières et racistes. Lorsque Frontex se félicite d'avoir fait diminuer le nombre de mort-e-s aux frontières de l'Europe, elle déplace en vérité cette réalité dramatique loin des regards. Elle érige un mur invisible, technologique et policier qui empêche le migrant de passer les frontières et le maintient en rétention durant des semaines, souvent des mois, lorsqu'il y parvient, avant de l'expulser.

UNE FORTERESSE SANS MURS

On entend fréquemment parler de « forteresse Europe », comme si l'Europe s'était entièrement entourée d'un mur barbelé surmonté de miradors qui tireraient à vue. On ne retrouve cette réalité que sur la frontière militarisée entre la Grèce et la Turquie, le long du fleuve Evros : devant l'impuissance des gardes-frontières grecs à empêcher les migrant-e-s de franchir la frontière en traversant le cours rapide et mortel du fleuve à la nage, un mur barbelé de trois mètres de haut et long de douze kilomètres a été installé en



Des programmes sécuritaires

PARMI LES 246 programmes sécuritaires du programme européen FP7 :

Dans le domaine du contrôle maritime, AMASS (bouées de détection de mouvements dans les eaux territoriales) et SEABILLA (interconnexion entre les radars mobiles SIVE, montés sur des camions qui scannent la surface de la mer depuis la côte).

Dans les airs et dans les aéroports, BSUAV (test de drones aériens afin de repérer les mouvements à la surface de la Méditerranée).

Du 18-19 avril 2012 en Bulgarie, Frontex a organisé un atelier sur l'utilisation des drones aériens.

Dans les aéroports européens,

portiques biométriques ABC à l'essai (EASYPASS à Francfort, PARAFE à Charles-de-Gaulle) tandis qu'EFFISEC travaille au développement de documents d'identité biométriques.

Du 25-26 octobre 2012 Frontex organise à Varsovie la première conférence internationale sur les portiques ABC, réunissant tous les acteurs du domaine.

ADABTS développe le **behavior detection**, déjà en place dans 161 aéroports aux États-Unis (détection d'attitudes «suspectes» dans les files d'attente par des agents formés à l'analyse comportementale).

Sur terre, le drone TALOS : dans une

vidéo sur le site du programme, les concepteurs du projet montrent une animation où ce drone monté sur chenilles et bardé de capteurs vient se placer sur la route du migrant et « l'immobilise » (une arme non létale est envisagée) pour qu'il soit récupéré par une patrouille.

À la mi-avril 2012, sur un terrain militaire, une démonstration de TALOS a eu lieu devant une centaine d'invités ; un mois plus tard, en mai, le projet a été crédité de 13 millions d'euros par l'Europe et de 7 millions d'apports privés pour une production massive de drones.

Source : site internet <http://cordis.europa.eu/fp7>

2011. Entre le 2 novembre 2010 et le 2 mars 2011, Frontex avait déjà lancé une vaste opération d'urgence (RABIT) sur cette même frontière afin d'empêcher le passage de quelque trois cents migrants par jour. En vain, puisqu'il a fallu finalement creuser un profond fossé et ériger un mur, et avouer les limites du contrôle tel que le conçoit Frontex, c'est-à-dire un maillage serré de moyens technologiques et humains agissant comme une nasse.

L'action de Frontex se décline en un certain nombre d'opérations de terrain qui peuvent être aériennes, maritimes, terrestres ou aéroportuaires et qui s'étendent sur plusieurs mois, voire des années. Ces opérations sont mises en place sur des zones frontalières de passage autour et à l'intérieur de l'espace Schengen. Appelées Hermès, Poséidon ou encore Nautilus, ces opérations font appel à un important déploiement de moyens technologiques et humains qui permet de couvrir la zone contrôlée et d'intercepter tout-e migrant-e y pénétrant ou tentant de la traverser. Fixées pour une période donnée (renouvelées pour certaines), elles s'appuient sur le matériel, les infrastructures et les gardes-frontières nationaux déjà présents sur place, et vont les encadrer et les renforcer. Formés dans des académies partenaires de chaque pays européen (en France, l'École nationale supérieure de la police), les officiers Frontex, équipés d'un brassard bleu, sont détachés de leurs unités d'origine (la police aux frontières française, par exemple) pour une durée allant d'un à plusieurs mois. Ces officiers ont pour mission de conseiller, former et coordonner les gardes-frontières nationaux dans les zones d'opération. Frontex dispose également librement du matériel prêté par les pays participants via le CRATE (Central Record of Available Technical Equipment). Un communiqué de la Commission européenne du 13 février 2008 recensait une centaine de bateaux, vingt avions, vingt-cinq hélicoptères et des centaines d'équipements de contrôle (radars, détecteurs mobiles, etc.) à disposition.

Destinées à véhiculer une image omniprésente et suréquipée de Frontex, des opérations comme celles menées en Grèce en 2010 ou au cours de l'Euro 2012 sont l'occasion de mettre en place un terrain d'expérimentation. Elles permettent à la fois de mettre en œuvre les théories de contrôle des frontières et de tester les technologies militaires développées par les entreprises partenaires des programmes de recherche européens en matière de sécurité.

Ainsi, quads, jeeps, Zodiac, chevaux, brigades cynophiles ou encore camions surmontés de caméras thermiques (FLIR Thermography) ont été utilisés pour détecter et intercepter les migrant-e-s. Aux points douaniers, ce sont les scanners de camions (THSCAN) et de trains (Rapiscan) associés à des détecteurs de dioxyde de carbone et de battements cardiaques (HEARTBEAT) qui permettent de détecter les migrant-e-s cachés sous, sur ou dans les camions et wagons.

LE FANTASME DU CONTRÔLE ABSOLU

Sur le budget de Frontex, 2,3 millions d'euros sont consacrés au département recherche et développement, dont 1,3 million d'euros pour le système européen de surveillance des frontières, Eurosur. Le credo d'Eurosur, comme son nom l'indique, est de construire un espace européen «sécurisé» en harmonisant et en synchronisant l'ensemble des systèmes d'information et les moyens de contrôle européens. Pour réaliser ce grand œuvre, viennent s'ajouter aux 2,3 millions d'euros de la recherche de Frontex 1,5 milliard d'euros versés par l'Europe pour les deux cent quarante-six programmes de recherche classés «sécuritaires» dans le cadre du FP7, septième programme de recherche européen (voir encart ci-contre).

La mission de Frontex est d'externaliser le contrôle des frontières.

Frontex est la personnification d'un fantasme sécuritaire décomplexé qui fait vendre de la sécurité et du militaire, mais qui a la fâcheuse faculté à réaliser son idéologie de contrôle grâce à des financements sans conditions des politiciens de l'Europe corrompus par les lobbyistes sécuritaires. Au-delà des sommes faramineuses engagées dans cette course à l'armement technologique, ce sont les réalités dramatiques de migrant-e-s empêché-e-s de migrer et refoulé-e-s en bordure de l'Europe, dans des pays qui les détiennent des mois dans des conditions abominables, qui se cachent derrière le deus ex machina de Frontex. Un-e bon-ne migrant-e est un-e migrant-e qui meurt loin des yeux sensibles des démocrates européens. Et quoi de mieux que la machine pour déshumaniser le rapport à l'autre, objectiver une réalité et la réduire à des algorithmes et statistiques sécuritaires? **Zoulai**

CÉDRIC BIAGINI, NOTRE COMPAGNON DE L'OLS, VIENT DE PUBLIER **L'EMPRISE NUMÉRIQUE** AUX ÉDITIONS L'ÉCHAPPÉE, DONT IL EST L'UN DES ANIMATEURS. IL ANALYSE CE DÉFERLEMENT TECHNOLOGIQUE QUI RECOMPOSE LE MONDE SELON SA PROPRE LOGIQUE, CELLE DE LA PERFORMANCE ET DE L'EFFICACITÉ.

L'emprise numérique

Comment Internet et les nouvelles technologies ont colonisé nos vies

PROPOS RECUEILLIS
ET MIS EN FORME
PAR RIMSO !

CE LIVRE PARAÎT cinq ans après *La Tyrannie technologique (L'Échappée)*, auquel tu as collaboré. Ta réflexion critique sur le rôle du numérique s'est poursuivie dans une série d'articles parus dans le mensuel *La Décroissance* et dans *Offensive*, et par ta participation au collectif *Livres de papier*. Ce livre est-il une synthèse de ces travaux ?

Comment est-il construit ?

Cédric Biagini : J'ai effectivement écrit depuis plusieurs années dans différentes revues sur la question du numérique et j'avais envie de réunir ces écrits, notamment parce qu'aujourd'hui très peu d'ouvrages paraissent sur le sujet, dans une perspective critique bien entendu !

des industriels, l'intense propagande pour convaincre ceux qui vont en être victimes de l'impossibilité de s'opposer. Je traite ensuite de la lecture numérique, de l'invasion des nouvelles technologies à l'école et des réseaux sociaux. La deuxième partie, « Les illusions numériques », démonte les discours omniprésents qui tentent de faire croire qu'avec le numérique il n'y aura plus de dictature, que nous vivrons dans la démocratie et l'harmonie universelle. J'étudie le cas des printemps arabes, des Anonymous et du Parti pirate et montre comment, là où nous voyons concurrence et précarisation, les technolâtres parlent d'économie de la contribution ;

les réseaux sociaux divers, et Twitter, nous ont encore plus enfermés dans la Toile. Ils tentent de capter l'ensemble des relations sociales. Leurs créations et leur incroyable développement ont aussi accompagné le développement des Smartphone. La fonction de téléphonie ne représente plus qu'une petite part de son utilisation. Ce sont avant tout des terminaux reliés à Internet. D'ailleurs, aujourd'hui, l'ensemble de ce que l'on pourrait assimiler à des ordinateurs se transforme en terminaux Internet. La télévision va bientôt être connectée. Sont aussi apparus les tablettes tactiles, de type I-pad, le e-book... Nous avons donc une série de terminaux qui nous permettent d'être reliés à la Toile et aux réseaux sociaux. Une étude de Google montre que ces outils auront les mêmes fonctions et que passer de l'un à l'autre se fera en fonction du format de l'appareil et de sa portabilité. L'idée est que l'individu soit en permanence connecté au réseau. L'analyse que nous pouvions faire qui séparait monde virtuel et monde réel est donc devenue obsolète. Les deux interagissent de plus en plus. Ce qui a considérablement renforcé ce que j'appelle l'emprise numérique.

« La révolution numérique redynamise le capitalisme, elle le fait basculer dans une ère où règnent la publicité, l'infantilisation... »

L'idée du livre est partie de là. Mais je me suis vite rendu compte qu'une somme d'articles ne faisait pas forcément un bon livre. En les retravaillant, je me suis aperçu qu'il manquait des analyses pour qu'il y ait une vraie cohérence, et que, sans prétendre traiter de l'ensemble de la révolution numérique, qui touche tous les secteurs et tous les aspects de nos vies, il fallait adopter la perspective la plus large possible.

J'ai donc fait un important travail de réécriture, de nombreux ajouts et une mise en cohérence de l'ensemble. Ce qui donne un livre dont les trois quarts des textes sont inédits. L'introduction explique ce qu'est le numérique, la nécessité d'en faire une critique radicale et répond aux sempiternelles accusations de réaction dès lors que l'on remet en cause l'idéologie progressiste. Le livre est ensuite construit en trois parties. « Le déferlement numérique » traite de la question du livre et de la manière dont on impose une technologie, le e-book, le travail de lobbying

quand l'ignorance s'installe, ils saluent l'avènement de la société de la connaissance ; quand l'individualisme triomphe, ils se félicitent de la multiplication des échanges...

Au lieu du communisme high-tech, la révolution numérique redynamise le capitalisme, elle le fait basculer dans une ère où règnent la publicité, l'hyperconsommérisme, l'infantilisation généralisée... C'est un monde de la démesure. Elle construit une société fondée sur la fluidité et l'instantanéité des échanges, organisée sur le modèle du réseau informatique : une forme de marché idéal. C'est la thèse que je développe dans ma troisième partie, « Le capitalisme numérique ».

Cinq ans après la parution de *La Tyrannie technologique*, notre grille d'analyse reste toujours valable. Elle l'est même plus que jamais. En revanche le monde numérique a encore gagné du terrain. Les exemples sont nombreux. Je n'en prendrai que quelques-uns. En 2007, si Facebook existait aux États-Unis, il n'aurait pas traversé l'Atlantique. Facebook,

On parle de quatrième révolution d'Internet avec les réseaux sociaux. Il y a un milliard d'inscrits sur Facebook. Chaque individu-e passe de plus en plus de temps à envoyer et gérer de l'information. La révolution numérique génère une vision du monde selon laquelle l'information et sa circulation sont prédominantes. En t'entendant, on pourrait se demander si ce ne sont pas juste des signaux que l'on se transmet sans réelle création. Qu'est-ce qui se joue actuellement ?

C. B. : La question de l'information est devenue centrale dans la société numérique. Elle en est le fondement. Pour aborder cette question, je reviens sur le cas de la cybernétique, où tout

se réduit à de l'information. Peu importe finalement quel en est le contenu, la nature. L'essentiel est que l'information circule de manière fluide, liquide. Il faut que chaque individu soit perpétuellement connecté, qu'il reçoive et émette sans cesse des informations.

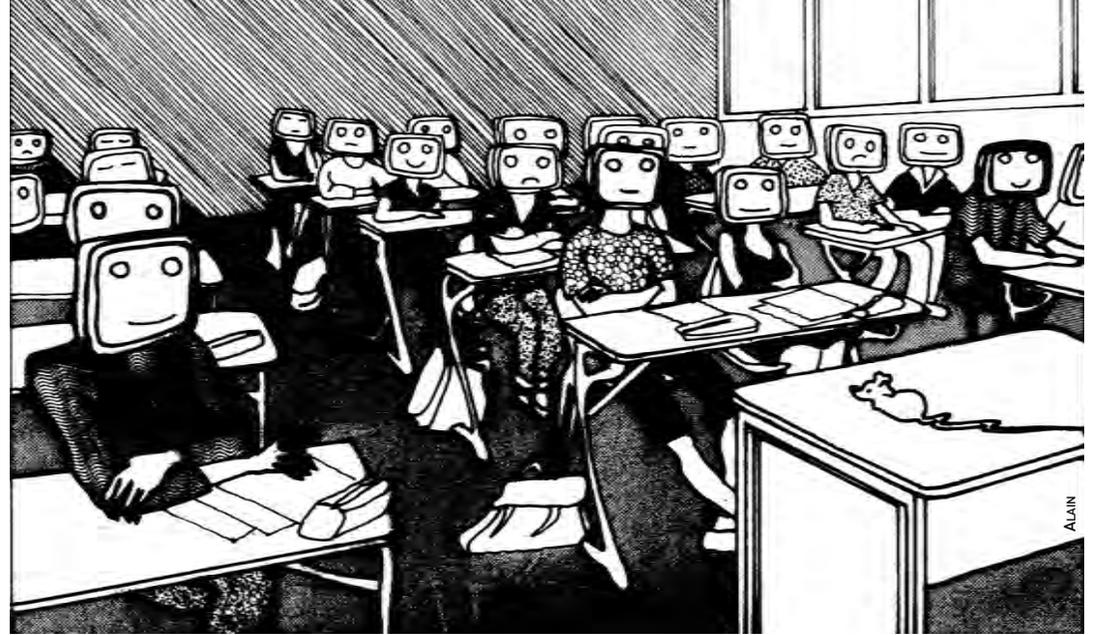
Aujourd'hui, tout n'est question que d'accès à une quantité illimitée de contenus. Peu importe leur qualité. Une information chasse l'autre. D'ailleurs, la question du contenu supposé critique de l'information n'est pas un problème. Ce qui pourrait être le plus subversif n'est pas de faire un appel à la révolution au travers des réseaux numériques, mais qu'à un moment des personnes refusent d'aller sur ces réseaux numériques et que le mouvement s'étende. De toute façon, aussi subversive que puisse être une information, si nous ne sommes pas capables de l'intégrer et d'en faire réellement quelque chose, elle n'a aucune portée. Tout le monde va réagir, s'indigner – et ce n'est pas pour rien que les derniers mouvements sociaux s'appellent « les indignés ». La question d'un agir qui s'inscrit dans un réel engagement sur le long terme, pour une cause, pour un mouvement politique ou sur un territoire, est tout autre chose. Le fait d'être baigné continuellement dans l'information nous neutralise, nous rend impuissants politiquement.

Cela ne vient-il pas également d'une certaine temporalité où l'on te somme de réagir tout de suite sur tout et n'importe quoi ? On devrait par exemple réagir sur Twitter à tout propos et toujours plus rapidement. Alors quel temps reste-t-il pour l'action ?

C. B. : Un des grands mythes de l'Internet est celui de l'information libératrice ; plus les citoyens seraient informés, plus ils agiraient. Sans faire de grande théorie, il suffit de regarder autour de soi, dans son quartier, sur son lieu de travail, pour constater l'inanité de telles croyances.

Il y a une accélération générale des techniques qui entraîne celle des changements sociaux qui entraîne celle des rythmes de vie. Je reprends les thèses d'Hartmut Rosa¹.

Les technologies seraient censées nous faire gagner du temps. Grâce à elle, on aurait plus de temps pour les loisirs. Pour les personnes les plus politisées, grâce au temps que l'on gagne sur les tâches inutiles, elles disposeraient de plus de temps pour être vraiment



efficaces et pour pouvoir se consacrer aux autres. C'est le discours dominant que nous entendons depuis cent cinquante ans. Nous nous rendons compte qu'à mesure que la technologie avance, nous sommes de plus en plus débordés. Comment aurions-nous alors le temps de nous inscrire dans une démarche politique qui est étroitement liée à une temporalité longue ? Par exemple, on croit que la machine à laver le linge a fait gagner du temps aux femmes mais, alors que l'on se changeait une fois par semaine, on le fait désormais tous les jours. Elles passent donc autant de temps avec la machine qu'en allant au lavoir. C'est ce qu'on appelle l'effet rebond. Avec les mails, c'est pareil. C'est plus rapide à écrire qu'une lettre, mais on en envoie beaucoup plus. On pourrait dire que l'on communique mieux, et donc que l'on est plus heureux. C'est un raisonnement simpliste : on se rend compte que ce n'est pas du tout ce qui se produit. Au contraire, nous suffoquons. Nous sommes dans un rythme effréné qui nous donne l'impression de ne plus avoir de maîtrise sur nos vies. Nous gagnons du temps sur certaines tâches mais nous essayons d'en faire toujours plus, tout ceci en étant persuadés qu'une surenchère technologique nous permettra de respirer. Chaque nouvelle technologie censée nous permettre de mieux gérer notre vie nous ajoute des choses à faire. Du coup, nous faisons les choses beaucoup moins bien qu'avant. Aujourd'hui, on essaie de nous faire croire que les jeunes générations seraient multitâches. D'un point de vue cognitif, c'est une aberration car personne n'est réellement capable de gérer plusieurs tâches en même temps. Il y a donc une forme de croyance qui pourrait s'apparenter à celle de la religion, car on a beau tous éprouver la sensation d'être débordé, à aucun moment on ne va questionner la technologie, au

contraire. On continue à croire que la technologie va pouvoir nous libérer des contraintes, des limites, nous permettre d'être nous-mêmes, d'entrer en communion avec les autres... En écoutant les technoprophètes, on se rend compte qu'il y a une dimension messianique à leur projet. Le traitement médiatique de la mort de Steve Jobs en a été une illustration. Il était considéré comme un prophète des temps modernes, celui qui a apporté la Lumière sur Terre.

Y a-t-il encore des moments hors du réseau où l'on est totalement présent pour autrui ?

C. B. : L'absence au monde a augmenté avec le Smartphone et les réseaux sociaux. Les nouvelles technologies sont avant tout des techniques de captation de l'attention, par les objets en eux-mêmes, par la manière dont ces réseaux fonctionnent et par les acteurs qui façonnent ce monde-là en bataillant pour attraper et conserver notre attention. Ils sont en train de remporter cette bataille. La perception directe du monde, par nos sens, se raréfie. Il y a désormais toujours une prothèse technique entre nous et notre environnement. Certains regardent la météo sur Internet au lieu de regarder par la fenêtre ! Il y a aussi une absence à l'autre puisque lorsque nous sommes quelque part, au même moment, notre vie sur les réseaux continue. Notre pensée est toujours attirée par ce qui se passe ailleurs. Et cela ne fait qu'empirer, il devient même difficile de vivre sans prothèses technologiques. Nous vivons dans un état de perpétuelle excitation, d'interruptions permanentes. Cela nous empêche par exemple d'intégrer ce que nous lisons. Ce sont nos capacités d'écoute, de lecture, de présence au monde, de présence à l'autre qui sont aujourd'hui remises en cause. Cela nous empêche tout simplement de bien vivre. ■

À LIRE



L'Emprise numérique.
Comment Internet et les nouvelles technologies ont colonisé nos vies
L'Échappée
2012

1. Hartmut Rosa, Accélération. Une critique sociale du temps, La Découverte, 2010.

JOHN HOLLOWAY CHERCHE À BOUSCULER L'ORTHODOXIE MILITANTE. REFUSANT D'APPORTER DES RÉPONSES TOUTES FAITES POUR SORTIR DU CAPITALISME, L'AUTEUR IRLANDAIS, VA À CONTRE-COURANT DES VISIONS CLASSIQUES DE LA « GRANDE RÉVOLUTION » ET DE LA PRISE DU POUVOIR.

Crack !

« Nous sommes la crise »

L'auteur de l'article, Julien Bordier, a préfacé la version française du dernier ouvrage de John Holloway : *Crack Capitalism. 33 thèses contre le capital*.

À VISITER

<http://variations.revues.org>
Site Internet du magazine Variations. Revue internationale de théorie critique

UN OUVRAGE DE THÉORIE POLITIQUE peut-il se permettre de ne pas apporter de réponse ? À en croire les réactions que suscitent les ouvrages de John Holloway dans l'Hexagone, l'exercice serait malvenu et futile. Elles illustrent surtout les *a priori* et les dogmes qui continuent d'alourdir la perspective d'un changement radical du monde tel qu'il va. Holloway les déconstruit et les déborde, cela ne peut pas plaire à tout le monde. Dans son nouvel ouvrage, *Crack Capitalism. 33 thèses contre le capital*, il continue à renverser les angles d'analyse et à renouveler les perspectives théoriques. Il y pose sans détour que nous sommes la crise du capitalisme, que nos « refus-et-crétions » sont les points faibles d'un système qui, loin d'être uniquement économique, est une forme répressive d'organisation sociale. Posée en ces termes, la crise du capitalisme se révèle être une crise de la domination... Pourquoi ne pas s'en réjouir et pousser dans ce sens ?

QUI A PEUR DE JOHN HOLLOWAY ?

John Holloway avait déjà fait parler de lui lors de la publication en français de *Changer le monde sans prendre le pouvoir*. Il s'était alors attiré les railleries des théoriciens autoproclamés de l'extrême gauche. Penser la révolution sans le pouvoir serait un non-sens et une perte de temps, affirmaient ses détracteurs. C'était avant tout un danger pour les développements théoriques de certains et le borbier électoral dans lequel s'engageaient les autres. Ainsi, *Le Monde diplomatique* dénigrait ce livre dont on parle internationalement. Chávez au Venezuela et Morales en Bolivie ne démontraient-ils pas la pertinence de la prise du pouvoir d'État ? En août 2006, par exemple, Serge Halimi évacuait la conception de l'antipouvoir soutenue par Holloway : « Après une dizaine d'années, la rhétorique des solutions partielles, des communautés en réseau, du "changer le monde sans prendre le pouvoir", commence à lasser ». Pour que la référence soit sans équivoque, une note de bas de page accom-

pagnait cette déclaration : « Greg Wilpert a suggéré le sentiment que lui inspirent les théories de John Holloway [...] en titrant son livre [...] *Changing Venezuela by Taking Power: The History and Policies of the Chávez Government* ("changer le Venezuela en prenant le pouvoir. L'histoire et les politiques du gouvernement Chávez") ». Reste que le public francophone en aurait été difficilement lassé : le livre de John Holloway en question ne serait publié en français que l'année suivante. Il est vrai que ce premier livre était angoissant : il détruisait méthodiquement la vieille hypothèse selon laquelle il faudrait conquérir le pouvoir d'État pour changer le monde. Daniel Bensaïd, toujours avant la publication de l'ouvrage, le disqualifiait : « Holloway entretient des illusions dangereuses », écrivait-il en 2003². À la veille de la publication de *Changer le monde sans prendre le pouvoir*, les penseurs de la gauche de la gauche française mettaient en garde les lecteurs et lectrices contre un livre à la fois inutile et dangereux.

PENSER « CONTRE-ET-AU-DELÀ »

Il portait au contraire une pensée fraîche mais qui n'avait pourtant rien de spécifiquement novateur. L'auteur se faisait le théoricien de toute une partie du mouvement social qui se développait, évoluait et s'interrogeait en dehors des organisations politiques traditionnelles. Dans le sillage de cette réflexion, illustrée notamment par le mouvement zapatiste dont il est proche, Holloway s'attaquait alors à des thématiques essentielles mais délaissées non seulement par le marxisme traditionnel, mais aussi par de nombreux courants de la gauche radicale : l'identité et l'identification, le fétichisme de la marchandise, la notion d'avant-garde éclairée, et surtout la critique de l'État. En réfutant l'idée qu'il existerait un pur sujet critique révolutionnaire, mais plutôt un ensemble de révoltes quotidiennes et protéiformes, il faisait voler en éclat les sectarismes de gauche. Il est vrai qu'il ne proposait pas de modèle, pas plus qu'il n'apportait de formule magique. Au contraire, il invitait à rejeter toutes les recettes et les vérités établies. Ce faisant, il débarrassait Marx de ses lectures traditionnelles et engageait une nouvelle perspective pour le mouvement libertaire : il s'agissait de replacer la négativité au cœur de l'action et de la pensée politique. Dans cette optique, le mouvement pour un changement radical de la société devrait se concentrer sur cette base nécessairement bancal : il ne se compose pas sur la proposition positive d'un monde nouveau, mais sur la force des refus et négations qui contredisent l'organisation capitaliste. C'est à partir de ces refus que le dépassement du capitalisme pourrait être envisagé, dès aujourd'hui, ce que l'auteur nommait alors un mouvement « contre-et-au-delà ». Pourquoi ce détour par son précédent ouvrage et sa réception pour évoquer le nouvel opus du théoricien zapatiste, *Crack Capitalism* ? Tout d'abord parce qu'Holloway le présente lui-même comme « la fille »

1. Serge Halimi, « Dernières nouvelles de l'Utopie », dans *Le Monde diplomatique*, août 2006.

2. Daniel Bensaïd, « La révolution sans prendre le pouvoir ? À propos d'un récent livre de John Holloway », dans *Contretemps*, février 2003. Il revenait à la charge en 2006 avec « John Holloway, révolution sans la révolution » dans Chiara Bongfiglioli et Sébastien Budgen, *La Planète altermondialiste*, Textuel, 2006.



En réfutant l'idée qu'il existerait un pur sujet critique révolutionnaire, mais plutôt un ensemble de révoltes quotidiennes et protéiformes, John Holloway faisait voler en éclat les sectarismes de gauche.

du précédent livre : il s'inscrit dans une filiation évidente, se nourrissant des débats qui eurent lieu à la suite de cette publication, tout en évoluant (et pouvant tout à fait être lu) de manière indépendante. D'autre part, parce qu'il commence déjà lui aussi à susciter quelques réactions de rejet, toujours susceptibles de nous éclairer sur nos propres blocages. Enfin, revenir ici sur ce premier livre permet de ne pas dévoiler entièrement le parcours stimulant sur lequel Holloway nous invite à nous engager dans *Crack Capitalism*.

33 THÈSES ET UNE INFINITÉ DE QUESTIONS

Ce nouvel opus, sorti en 2012 aux éditions Libertalia, commence à engager réflexions, débats et discussions. On peut d'ores et déjà distinguer certains blocages représentatifs de la gauche de la gauche hexagonale. On pourra lire par exemple qu'Holloway développe une interprétation toute personnelle de Marx alors qu'au contraire il cherche à «débarrasser Marx des marxismes», comme ont pu s'y employer avant lui Jean-Marie Vincent ou la première génération de l'école de Francfort. On lira ailleurs qu'Holloway néglige le rapport de force et la violence. Au contraire, il montre comment l'organisation sociale capitaliste génère la violence, qu'elle lui appartient, et qu'elle cherche partout à désamorcer les rapports de force. De la même manière, on lui reproche de nier la lutte des classes. Il renverse plutôt la

notion pour mettre en évidence que la classification est un processus propre au capitalisme qu'il s'agit de dépasser. On lira aussi qu'Holloway crée un monde théorique bancal en empruntant des idées à de nombreux courants. Au contraire, il cherche des articulations, se méfie des concepts totalisants et pointe des limites. Certes, Holloway n'apporte toujours pas de réponse. Faut-il s'en plaindre ? Il soulève des questions pertinentes, nous invite à penser la révolution comme un processus actuel et fragile, un ensemble de «brèches» dans la dynamique mortifère du capital. Menant cette réflexion, il nous propose de tout remettre en question : du travail au genre, en passant par le temps et la valeur.

Si l'argumentation est précise et détaillée, la particularité de l'écriture d'Holloway est de rester étonnamment accessible, toujours étayée d'exemples concrets, cela même lorsqu'il manie des concepts ardu. Les lecteurs et lectrices habitués aux textes théoriques trouveront peut-être même qu'il se répète. Lire Holloway permet de s'ouvrir à tout un univers intellectuel qui reste relativement méconnu en France et qui, en négatif, nous renseigne sur certains blocages idéologiques freinant nos aspirations à explorer les multiples chemins vers l'émancipation. Des chemins qui ne peuvent être réduits à quelques slogans, mais qui sont nécessairement une remise en question permanente de notre vision du monde.

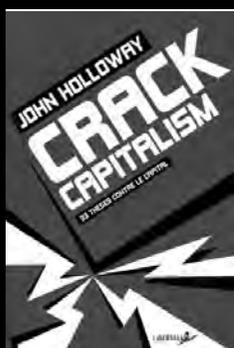
Julien Bordier

À LIRE

Crack Capitalism.
33 thèses contre le capital
J. Holloway
Libertalia, 2012, 458 p.

Changer le monde sans prendre le pouvoir.
Le sens de la révolution aujourd'hui
J. Holloway
Lux/Syllepse, 2007, 313 p.

Revue **Variations**, dont la première partie de **Crack Capitalism** :
variations.revues.org/90



« IL N'Y A PAS DE BONNE RÉPONSE, SEULEMENT DES MILLIERS D'EXPÉRIENCES »

« EN NOUS INTERROGEANT, NOUS MARCHONS : le grand problème est que nous ne connaissons pas les réponses. Nous ne

savons pas comment arrêter de fabriquer le capitalisme. Nous ne le savons réellement pas. Historiquement, nous nous trouvons au seuil d'un monde de luttes et nous sommes encore en train d'apprendre. Il n'y a aucune recette à appliquer. Ce n'est pas seulement qu'historiquement nous ne savons pas, mais ne pas savoir est un principe du savoir qui est essentiel dans la nouvelle configuration des luttes. Le mouvement du faire contre-et-au-delà du travail est un dégel, un flux social qui brise les définitions, un flux dans lequel

le faire d'une personne se mêle et se mélange de façon indéfinissable au faire des autres. Le savoir, qui est un élément de ce faire, fait partie de ce même mouvement : c'est aussi un dégel, un flux social qui brise les définitions, un flux dans lequel le savoir d'une personne se mêle et se mélange de façon indéfinissable au savoir des autres. Le savoir est un processus construit collectivement (parfois dans l'intimité de nos études), un dialogue plutôt qu'un monologue, une marche interrogative [asking-we-walk] : il n'est pas nécessairement poli, il est parfois une provocation mais une provocation qui ouvre, pas celle qui fait la loi. Admettre que nous ne savons pas est à la fois un principe de connaissance et un principe d'organisation qui vise à la participation de tout le monde au processus de

détermination de notre faire individuel et collectif. Savoir conduirait à une structure organisationnelle différente, une structure de monologue qui instaure des dirigeants et des institutions pour les mettre en place. Nous ne savons pas et, cependant, le désespoir ne fait que croître : que faisons-nous ? Comment pouvons-nous cesser de créer le capitalisme ? Comment changeons-nous le monde ? Comment arrêtons-nous cette destruction effroyable qui nous entoure ? Il n'y a pas de bonne réponse, seulement des millions d'expériences : il n'y a pas une seule réponse correcte à la question désespérée [posée depuis des siècles] concernant ce qu'il faut faire. »

Extrait de John Holloway, *Crack Capitalism*. 33 thèses contre le capital, Paris, Libertalia, p. 414-415

bell hooks (1952), militante féministe afro-américaine, a grandi dans une communauté noire ouvrière d'Hopkinsville (Kentucky, États-Unis), expérience qui a marqué sa pensée et son engagement. Elle a écrit de nombreux poèmes, des romans pour la jeunesse, des textes féministes. Son premier livre, *Ain't I a Woman*, publié en 1981, constitue une référence du *Black Feminism*. Elle y aborde plusieurs thèmes récurrents dans son œuvre : l'histoire et l'impact des systèmes capitaliste, patriarcal et raciste (notamment à travers les médias et le système éducatif) dans la marginalisation des femmes noires ainsi que le mépris envers les problématiques de race et de classe au sein du féminisme. Elle a aussi travaillé sur la construction de pratiques pédagogiques alternatives, à partir de ses expériences de professeure d'études africaines, afro-américaines et d'anglais à l'université. Le texte suivant est un extrait d'une conférence donnée par bell hooks en 1990². Elle y propose une vision des marges comme espace de résistance et du langage comme lieu de luttes. En quoi parler à la place des « Autres » reconduit des rapports de domination ? Comment construire un langage, qui, bien que déjà structuré par les systèmes d'oppression, puisse être un outil de résistance ? Autant de questions primordiales pour nos luttes !
Ce texte a été traduit par Tonie et Gohu, à partir du travail fait par les militantes féministes du séminaire *Émancipations*.

Choisir les marges comme espace d'ouverture radicale

LES « POLITIQUES de localisation », en tant que perspective, position, points radicaux, appellent forcément celles et ceux d'entre nous qui veulent participer à la construction de pratiques culturelles contre-hégémoniques à identifier les espaces où nous commençons le processus de ré-vision.
[...]

Pour beaucoup d'entre nous, sortir de la place qu'on nous a assignée nécessite de repousser les frontières oppressives instituées par les dominations de classe, de sexe, de race. C'est d'abord un geste de défi. En brisant l'ordre des places, nous nous confrontons aux implications concrètes du positionnement et de la localisation. À l'intérieur des sphères complexes et mouvantes des relations de pouvoir, devons-nous nous positionner du côté des mentalités colonisatrices ? Ou devons-nous continuer à tenir des positions de résistance avec les opprimé-e-s ? Ou devons-nous être prêt-e-s à mettre nos manières de voir, de théoriser, et nos pratiques culturelles au service de cet effort révolutionnaire, qui cherche à créer des espaces où l'accès illimité au plaisir et à la puissance de l'apprentissage est possible, où des transformations sont possibles ? Ce choix est crucial. Il façonne et détermine notre réponse à des pratiques culturelles existantes, il façonne et détermine notre capacité à envisager de nouveaux actes esthétiques, alternatifs et oppositionnels. Il informe nos manières de parler de ces choses-là, le langage que nous choisissons. Le langage est aussi un lieu de lutte.
[...]

Un jour, alors que j'allais retourner à l'université – presque exclusivement blanche –, Maman m'a dit : « Tu peux prendre ce que les Blancs ont à t'offrir, mais tu n'es pas obligée de les aimer ». Maintenant que je comprends ses codes culturels, je sais qu'elle ne me disait pas de ne pas aimer les personnes d'autres races. Elle parlait de la colonisation et de ce que signifie concrètement être instruite dans une culture de domination par ceux qui dominent. Elle insistait sur la force que me donnerait la capacité de dissocier les savoirs utiles que je pouvais obtenir du groupe dominant de modes d'apprentissage pouvant mener à l'étrangeté,

l'aliénation et, pire, à l'assimilation et à la cooptation.
[...]

Elle me rappelait la nécessité de l'opposition et m'encourageait en même temps à ne pas perdre cette perspective radicale façonnée et formée par la marginalité. Comprendre la marginalité comme positionnement et lieu de résistance est crucial pour les personnes opprimées, exploitées et colonisées. Si nous voyons seulement la marge comme un signe de désespoir, un profond nihilisme pénètre le plus profond de notre être d'une manière tout à fait destructrice. C'est là, dans cet espace de désespoir collectif que la créativité, l'imagination de chacun-e est en danger. Là que l'esprit de chacun-e est complètement colonisé. Là que la liberté que chacun-e cherche est perdue. L'esprit qui résiste à la colonisation se bat pour la liberté que chacun-e croit perdue. L'esprit qui résiste à la colonisation se bat pour la liberté d'expression. La lutte peut même ne pas commencer contre le colonisateur-la colonisatrice, elle peut commencer à l'intérieur de certaines familles, de certaines communautés ségréguées et colonisées. Je veux donc préciser que je ne suis pas en train de réinscrire la notion d'espace de marginalité dans une conception romantique et "pure", où les opprimé-e-s vivraient séparé-e-s des oppresseur-e-s. Je veux dire que ces marges ont été à la fois lieux de répression et sites de résistance. Et depuis que nous sommes capables de vraiment nommer la nature de cette répression, nous connaissons mieux les marges comme lieux de dépossession. Nous sommes davantage silencieux et silencieuses quand il s'agit de parler des marges comme sites de résistance. Nous sommes plus souvent réduit-e-s au silence quand il s'agit de parler des marges comme sites de résistance. Réduit-e-s au silence. Pendant mes années à l'université, je me suis souvent entendue parler avec la voix de la résistance. Je ne peux pas dire que mon discours était bienvenu. Je ne peux pas dire que mon discours était entendu d'une manière qui altérerait les relations entre colonisateurs-colonisatrices et colonisé-e-s. Mais ce que j'ai remarqué, c'est que ces universitaires, et plus spécifiquement celles et ceux qui se nomment elles-eux-mêmes penseurs et penseuses

À LIRE

Ain't I a Woman : Black Women and Feminism
bell hooks,
Pluto Press, 1981.

Feminist Theory : from Margin to Center
bell hooks,
South End Press, 1984.

Teaching to Transgress : Education as the Practice of Freedom
bell hooks,
Routledge, 1994.

Black Feminism.
Anthologie du féminisme afro-américain, 1975-2000
Elsa Dorlin,
L'Harmattan, 2008.

Une traduction du texte de bell hooks « De l'homophobie dans les communautés noires américaines » sur le site <http://melanine.org>



1. Non, il n'y a pas de faute de frappe ! Le pseudonyme bell hooks, forgé à partir des noms de sa mère et de sa grand-mère, s'écrit bien sans majuscules. Elle revendique par là son ancrage dans les luttes d'esclaves, affublé-e-s de noms génériques par les colonisateurs et colonisatrices. Mais ces noms en minuscules sont aussi des noms de résistance, qui renvoient à la construction d'une mémoire, d'un imaginaire et d'une histoire de luttes.

2. bell hooks, 2004, « Choosing the Margin as a Space of Radical Openness », in Sandra Harding, *The Feminist Standpoint Theory Reader*, Routledge, p. 153-159.

3. Note de la traductrice : l'auteure fait ici la distinction entre « we » et « us », traduits tous les deux par « nous » en français, l'un étant utilisé comme sujet, l'autre comme objet.

radicaux ou penseurs et penseuses féministes, participent aujourd'hui pleinement à la construction d'un discours sur l'Autre. J'ai été faite « Autre » là-bas, dans cet espace avec elles et eux. Dans cet espace des marges, dans ce monde ségrégué où j'ai vécu mon passé et où je vis mon présent. En fait, elles-ils ne m'ont même pas rencontrée là-bas, dans cet espace. Elles-ils m'ont rencontrée au centre. Elles-ils m'ont accueillie comme des colonisateurs et colonisatrices. J'attends d'elles et eux qu'elles-ils parlent du chemin de leur résistance, qu'elles-ils parlent de comment elles et ils ont pu renoncer au pouvoir d'agir comme des colonisateurs et colonisatrices. J'attends d'elles et eux qu'elles-ils livrent leur témoignage. Elles-ils me disent que le discours sur la marginalité et sur la différence s'est transformé en un débat entre « nous et elles et eux ». Elles-ils ne parlent pas de l'histoire de cette transformation. Ceci est une réponse depuis l'espace radical de ma marginalité. C'est un espace de résistance. C'est un espace que je choisis.

J'attends d'elles et eux qu'elles-ils arrêtent de parler de l'autre, qu'elles-ils arrêtent même de décrire à quel point il est important de pouvoir parler de la différence. Ce qui est important, ce n'est pas juste ce dont on parle, mais comment et pourquoi on en parle. Souvent, ce discours sur l'« Autre » est aussi un masque, une parole oppressive qui cache les gouffres, les absences, qui cache cet espace où il y aurait nos mots, si nous pouvions parler, s'il y avait du silence, si nous étions là. Ce « nous » est ce « nous » des marges³, ce « nous » qui habite un espace marginal qui n'est pas un lieu de domination mais un site de résistance. Entrez dans cet espace. Souvent, ce discours à propos de l'« Autre » anéantit, efface. « Pas besoin d'entendre ta voix lorsque je peux parler de toi mieux que tu ne pourrais le faire toi-même. Pas besoin d'entendre ta voix. Parle-moi seulement de ta peine. Je veux connaître ton histoire. Ensuite, je te la raconterai d'une autre manière. Je te la raconterai, d'une manière où elle sera devenue mienne, ma propre histoire. En te réécrivant, je m'écris moi-même de nouveau. Je suis toujours le colonisateur-la colonisatrice, le sujet qui parle, et tu es maintenant au centre de mon discours ». Stop. C'est

nous qui vous accueillons comme libérateurs/trices. Ce « nous » est ce « nous » marginal, ce « nous » qui habite un espace marginal qui n'est pas un lieu de domination mais un site de résistance. Entrez dans cet espace. Ceci est une intervention. C'est à vous que j'écris. Je vous parle depuis un lieu dans les marges où je suis différente, où je vois les choses différemment. Je vous parle de ce que je vois.

[...]

Pour parler de cet endroit depuis lequel ce travail est né, je choisis le langage politique familier, les vieux codes, des mots comme « lutte, marginalité, résistance ». Je choisis ces mots en sachant qu'ils ne sont plus « cool », plus populaires.

« Ce discours sur l'« Autre » est aussi un masque, une parole oppressive qui cache les gouffres, les absences, qui cache cet espace où il y aurait nos mots. »

Je me tiens en eux et dans l'héritage politique qu'ils évoquent et affirment, même si je travaille à changer ce qu'ils disent, à leur donner un sens neuf et différent.

Je me situe dans les marges. J'établis une distinction claire entre une marginalité imposée par des structures oppressives et une marginalité choisie comme site de résistance – un endroit de possibilité et d'ouverture radicales. Ce site de résistance qui se forme continûment au sein des cultures ségréguées d'opposition est notre réponse critique à la domination. Pour arriver à cet espace, nous avons traversé la souffrance, la douleur. Nous avons traversé des luttes. Les luttes sont pour nous source de plaisir, de réjouissance, ce qui réalise nos désirs. Nous sommes transformé-e-s, individuellement, collectivement, lorsque nous formons cet espace de créativité radicale qui affirme et supporte notre subjectivité, qui nous donne un nouvel endroit depuis lequel exprimer notre vision du monde.

bell hooks

en lutte

RECLAIM THE FIELDS EST UN RÉSEAU EUROPÉEN OUVERT, QUI LUTTE POUR REPRENDRE EN MAIN LE CONTRÔLE DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE ET PROMOUVOIR L'AGRICULTURE PAYSANNE. DES ASSEMBLÉES AU FONCTIONNEMENT NON HIÉRARCHIQUE SONT ORGANISÉES RÉGULIÈREMENT POUR DÉCIDER DES ACTIONS ET DES RÉFLEXIONS À MENER POUR LA RÉAPPROPRIATION DES RESSOURCES PRODUCTIVES (LA TERRE, L'EAU, LES SEMENCES...). ELLES SE TIENNENT GÉNÉRALEMENT SUR DE TERRITOIRES ANIMÉS PAR DES LUTTES COLLECTIVES, QUE LES ACTIVISTES DE «RECLAIM THE FIELDS» SOUHAITENT SOUTENIR.

Nous voulons la terre !

EN 1996, le Comité Reclaim the Fields a été créé dans le sillage de La Via Campesina, un mouvement paysan international, afin de regrouper des jeunes qui avaient à la fois envie de toucher à la terre et de lutter contre des grands projets dévastateurs. L'expérience plus ou moins approfondie de l'activisme politique radical et de l'agriculture des personnes qui ont constitué ce réseau a contribué à lui donner sa forme très décentralisée et son double objectif d'installation de nouveaux paysan-ne-s et de soutien aux luttes locales. À l'issue du deuxième campement organisé en octobre 2009 à la ferme du Maquis, près de Minerve, dans l'Hérault, Reclaim the Fields a décidé de ne pas devenir un groupe homogène membre de La Via Campesina. Ceux et celles qui gravitent autour préfèrent parler de constellation à propos de ce réseau de groupes locaux et de fermes collectives, dont les liens sont créés par un imaginaire commun, tout comme on relie en pensée des étoiles au sein d'une même constellation. Ils se réunissent deux fois l'an en assemblée et au sein d'un camp tous les deux ans. Ces événements sont toujours organisés dans un pays différent. En 2011, les membres du réseau se sont rassemblés en Roumanie, à Rosia Montana, dans une vallée où des personnes luttent contre un projet minier. Le prochain se tiendra en août 2013 dans la Ruhr, en Allemagne, avant ou après un camp «climat» qui vise à protester contre la réouverture de l'exploitation de gisements de charbon. Les participant-e-s à ces rencontres sont généralement des paysan-ne-s, sans terre, installé-e-s ou en devenir, ainsi que des personnes qui veulent retrouver le contrôle de la production alimentaire.

Le réseau se donne pour objectif d'aider les gens à rester à la campagne et d'encourager ceux et celles qui souhaitent vivre en milieu rural. «Reclaim the Fields a ouvert un nouvel imaginaire d'actions en revendiquant l'occupation de terres en vue de les cultiver. Cela ouvre un champ de luttes offensives», remarque Emma, l'une des fondatrices du réseau.

Le 7 mai 2011, mille personnes ont manifesté fourche en



main pour défricher ensemble une terre agricole à l'abandon sur la ZAD¹, près de Notre-Dame-des-Landes, en Loire-Atlantique. Il s'agissait d'aider à l'installation d'une ferme maraîchère qui contribue aujourd'hui à nourrir la lutte contre l'aéroport. Cette action a permis de restaurer un climat de confiance entre les agriculteurs de la ZAD et ses occupant-e-s plus récent-e-s. «Les gens sont motivés pour participer à des actions directes d'occupation de terres, car c'est une façon de s'impliquer physiquement et collectivement», juge Nestor. Emma estime que «Reclaim the Fields a fait évoluer les débats au sein des grandes organisations, vis-à-vis desquelles beaucoup de membres du réseau ressentent une certaine méfiance en raison de leur mode de fonctionnement assez vertical». Elle cite la Confédération paysanne, qui a mis à son ordre du jour la question du droit de vivre en habitat léger au plus près de ses terres le temps de réussir une installation agricole. Reclaim the Fields cherche également à mettre en place un réseau de compagnonnage. Face aux carences du *woofing*² et des formations agricoles uniquement techniques, il a semblé nécessaire de proposer d'accueillir les personnes qui souhaitent apprendre à cultiver dans les lieux de production de nourriture des membres du réseau. La différence avec ce qui existe déjà est que les paysan-ne-s abordent les enjeux politiques liés à l'agriculture et ne se limitent pas à transmettre des savoir-faire techniques. Ne pas séparer la forme du fond dans toutes les activités de ce réseau européen de paysan-ne-s en lutte semble donc bien être au centre de leurs préoccupations.

Robin

1. Zone d'aménagement différé de deux mille hectares pour la construction d'un second aéroport près de Nantes. Depuis 2009, cette lutte de quarante ans s'est intensifiée et les opposant-e-s à l'aéroport appellent désormais la ZAD «la Zone à défendre».
2. Séjour dans une ferme biologique au cours duquel des activités agricoles sont effectuées en échange du gîte et du couvert.

Manif de réoccupation de la ZAD

Depuis octobre 2012, l'offensive redoutée contre les habitant-e-s de la ZAD a débuté. Le territoire a été envahi par 1 200 policiers. Ceux-ci se sont attaqués aux maisons et cabanes occupées qu'ils ont détruites et emportées pièce par pièce hors de la zone, pour ne rien laisser qui puisse servir aux occupant.e.s. Ces derniers et toutes celles et ceux qui les ont rejoint sur place ont résisté, barricadé, réoccupé. Un appel à réoccupation a été lancé pour le mi-novembre – quatre semaines après les expulsions, comme il avait été prévu – par le réseau Reclaim The Fields et des occupant-e-s de la ZAD.

Plus de 30 000 personnes, et pour certains membres de comité locaux de soutien, y ont répondu en manifestant dans le bocage. L'objectif de reconstruire ensemble un lieu ouvert d'organisation sur les terres menacées a été atteint. D'autres constructions telles que des cabanes et un bloc sanitaire ont également été mises en chantier.

Pour se tenir informé-e : zad.nadir.org et reclaimthefields.org.

RUSSIE: DU ROUGE AU NOIR

LE COMMUNISME, c'est du passé. L'URSS? Un empire poussiéreux, relégué au magasin des antiquités de l'Histoire. Un régime de domination archaïque, comparé au capitalisme rutilant dans sa phase high-tech et néolibérale. Et la Russie actuelle, alors? Dans les décombres de l'empire défunt, par le retour d'une nouvelle forme d'autocratie personnifiée par Poutine et ses sbires, elle illustrerait la fatalité historique d'un pays voué culturellement à subir tous les régimes autoritaires. Le pari que nous voudrions faire dans ce dossier est exactement inverse: la Russie, ce sont des luttes au présent; et ce sont aussi des formes de domination inédites qui se sont expérimentées de 1917 à nos jours, du « socialisme réel » à l'ère des Eltsine et Poutine, avant de s'étendre au reste du monde. La liquidation de la paysannerie, l'industrialisation à marche forcée, la destruction des milieux naturels, la bureaucratisation de tous les rapports sociaux... mais aussi de façon plus générale

l'écrasement des travailleurs, des femmes et des minorités nationales, le règne en politique du mensonge et du cynisme brutal: ce sont des phénomènes qui concernent aujourd'hui tous les pays du globe. En Russie même, du rouge des espoirs communistes, on croyait être passé au noir de l'affliction, entre les vagues de privatisations, le retour des guerres coloniales et la montée de l'extrême droite. Mais ce noir-là, désormais, est peut-être aussi celui de la révolte. Sans parler de la persistance d'un mouvement anarchiste combatif et courageux, les événements des dernières années ont montré

le retour sur la scène politique de groupes antifascistes, féministes ou écologistes radicaux – quand il ne s'agit pas de citoyennes et de citoyens anonymes, sortis de la masse pour dire non. Ce sont ces gens, et par-delà eux toutes les populations de Russie, qui ont besoin de notre soutien. Or soutenir, c'est d'abord comprendre: ce qui est arrivé à la Russie, ce qui s'y passe maintenant, et comment tout cela fait écho à notre propre expérience.

ENTRE 1917 ET 1991, ON PASSA DU PROJET DE DÉPASSEMENT DU CAPITALISME ET DE LA DÉMOCRATIE PARLEMENTAIRE (LES « SOVIETS ») À L'UN DES SYSTÈMES LES PLUS OPPRESSIFS DE L'HISTOIRE : L'URSS. POUR COMPRENDRE LA RUSSIE ACTUELLE, MAIS AUSSI POUR S'ORIENTER DANS LES LUTTES, IL EST INDISPENSABLE DE CONNAÎTRE L'HISTOIRE DE CETTE RÉVOLUTION CONFISQUÉE.

LA RUSSIE : NOTRE PASSÉ, NOTRE AVENIR ?

IL Y AURA BIENTÔT CENT ANS, en février 1917, éclatait en Russie l'une des révolutions qui transformèrent le plus l'histoire mondiale après la révolution française de 1789. Cette révolution vit en quelques années des millions de femmes et d'hommes, paysans, artisans, ouvriers, étudiants, artistes et intellectuels, entamer la réorganisation de la société tout entière sur la base de formes de démocratie directe implantées aussi bien sur les lieux de travail que dans les lieux d'habitation, d'éducation, de création, etc. Partout les gens s'assemblaient pour discuter et prendre les décisions qui touchaient à leur vie quotidienne, et pour choisir les représentants (strictement contrôlés par un mandat impératif) qui porteraient leur parole dans d'autres lieux, à d'autres groupes sociaux, permettant ainsi une fédération des initiatives par le bas. Ces assemblées, les soviets (déjà apparus lors d'un premier soulèvement de masse en 1905, et héritiers des traditions rurales d'autogouvernement), devinrent en peu de temps l'institution première d'une nouvelle forme de société¹. Terres, ateliers, usines, logements : en de nombreux endroits, sous la pression des tendances socialistes, communistes et

anarchistes du mouvement ouvrier², mais aussi en souvenir des formes de propriété communale qui existaient dans les campagnes russes, ce qui était hier possessions privées d'une petite élite fut socialisé, placé entre les mains de toutes et de tous. La manière même dont on envisageait la vie commune, la culture, l'urbanisme, les relations amoureuses ou la pratique religieuse, fit l'objet de questionnements passionnés et d'inventions audacieuses. En de nombreux endroits l'utopie était devenue réelle.

Lénine et ses camarades (dont Trotski) posèrent les bases d'un régime autoritaire.

Puis, en une décennie à peine, cette flamme fantastique fut mise sous l'éteignoir. Dès octobre 1917, le Parti bolchevique dirigé par Lénine, la frange la plus radicale de la social-démocratie russe (du temps où la social-démocratie défendait l'idée de socialisation des moyens de production)³, prenait les rênes d'un pouvoir d'État déliquéscent. Le but : établir la « dictature du prolétariat » et planifier le passage à un système socialiste. Dans les faits, en cinq ans seulement, à la faveur de la guerre civile engagée par les Blancs (les forces contre-révolutionnaires soutenues par les puissances occidentales), Lénine et ses camarades (dont Trotski) posèrent les bases d'un régime autoritaire et réprimèrent méthodiquement, l'une après l'autre, toutes les tendances idéologiques (même révolutionnaires) qui critiquaient leur volonté d'hégémonie et la politique menée par le Parti bolchevique. En parallèle, les soviets furent vidés de leur substance au profit de l'« État soviétique » : une contradiction dans les termes, et le premier mensonge d'une longue série...

DE LÉNINE À STALINE

Comme Lénine devait le reconnaître lui-même, le passage du capitalisme au socialisme fut un échec⁴. Plutôt que de laisser aux travailleurs et aux paysans l'initiative et les modalités de la socialisation des usines, des ateliers, des terres, etc., les bolcheviques avaient procédé à des réquisitions et des nationalisations intégrant ces moyens de production dans le giron de l'État. Dans les faits, cela revenait à déposséder les masses de ce qu'elles avaient conquis en 1917 : on assista au « remplacement du contrôle ouvrier par la discipline du travail et l'emploi de spécialistes non communistes pour administrer les entreprises »⁵, tandis que, fait significatif, la hiérarchie des salaires était rétablie⁶. D'un capital détenu par des propriétaires privés, on était donc passé à un capital détenu par l'État, lui-même administré par les membres du

1. Sur les soviets, lire Oskar Anweiler, *Les Soviets en Russie 1905-1921*, Gallimard, 1997.

2. Dont certaines furent spécifiques à la Russie, comme le nihilisme, le tolstoïsme ou le populisme.

Sur Tolstoï, lire le livre *L'Argent et le Travail* (1892), Éditions des Syrtes, 2010. Sur le populisme, « Voir le peuple et mourir.

L'expérience des populistes russes », Z, n° 1, printemps 2009, et Franco Venturi, *Les Intellectuels, le peuple et la révolution. Histoire du populisme russe au XIX^e siècle*, Gallimard, 1972 (deux volumes).

3. Avant 1917, le Parti bolchevique était loin d'être le plus grand des groupes révolutionnaires de l'époque (huit mille membres seulement). Plus nombreux étaient les mencheviques (sociaux-démocrates plus modérés) et les socialistes-révolutionnaires (dits « SR »).

Sur les SR, lire Jacques Baynac, *Les Socialistes-*

4. Le 17 mars 1922, lors du XI^e congrès du Parti communiste russe : « Maintenant la tâche se pose devant nous de poser les fondements de

l'économie socialiste. Cela a-t-il été fait ? Non, cela n'a pas été fait. Nous n'avons pas encore de fondements socialistes. » (Lénine, *Œuvres*, tome 33, Éditions sociales, 1963).

5. Kostas Papaioannou, *Lénine ou l'utopie au pouvoir*, Spartacus, 1978.





Parti bolchevique. Conséquence d'une telle croissance du secteur d'État, la bureaucratie était littéralement devenue pléthorique : l'effectif de l'appareil administratif était passé d'un peu plus d'un million en 1914 à près de 6 millions de fonctionnaires vers la fin de l'année 1920⁷. Dans le même temps, les régions du Caucase, d'Asie centrale et d'Europe de l'Est qui avaient été colonisées par la Russie dans le cadre de l'Empire, puis libérées par Lénine au nom du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », furent reconquises, annexées et intégrées au sein d'un nouveau système impérialiste : l'URSS. C'est sur ce dispositif inédit combinant dictature politique et capitalisme d'État que Staline, le successeur de Lénine, s'appuya dès 1922 pour installer dans les trente années suivantes de son règne l'un des plus formidables systèmes de domination qu'on ait jamais vus dans l'histoire : travail forcé dans les usines et les campagnes ; police politique surveillant toute la population et s'infiltrant jusque dans les familles ; propagande omniprésente rendant littéralement impossible la connaissance des faits sociaux ou de la vérité historique ; censure généralisée sur la littérature, l'art, la presse, et jusque dans les conversations privées. Et pour toute personne qui ferait mine de se révolter, ou que le régime choisirait de frapper pour terrifier la population : enlèvement, emprisonnement, torture, « rééducation poli-

tique » (c'est-à-dire lavage de cerveau), envoi dans les camps de travail forcé (les tristement célèbres goulags), condamnation à la peine de mort... Sans parler des populations de régions entières, jugées rebelles ou dangereuses, qui furent déportées ou réduites à la famine.

DÉSTALINISATION ?

La mort de Staline, en 1953, qui mit un coup d'arrêt à quelques-unes des mesures les plus sanguinaires, aurait pu laisser croire que la Russie allait progressivement évoluer vers un régime moins oppressif ; mais sur le fond, rien ne changea. Car ce n'était pas seulement le pouvoir d'un seul homme qui avait imposé un tel régime, c'était l'existence d'une classe sociale entière, la bureaucratie du Parti, qui s'était substituée à l'ancienne aristocratie et à la bourgeoisie naissante des années 1900. Et cette classe était prête à tout pour maintenir les conditions d'exercice de sa domination. C'est pourquoi tous les espoirs qui naquirent par la suite d'une perspective de libération possible furent systématiquement déçus : qu'il s'agisse de la déstalinisation avortée du milieu des années 1950, des tentatives de réformer les régimes de type soviétique pour construire un « socialisme à visage humain » à la fin des années 1960, ou encore de l'effondrement de l'URSS au début des années 1990. ■■■

6. Dans la Russie d'après 1917, les traitements des dirigeants des entreprises nationalisées étaient quatre à six fois supérieurs aux salaires des ouvrier-e-s (chiffre cité par Kostas Papaioannou). Quelques décennies plus tard, la grille des salaires allait de un à cent (Claude Berger, *Marx, l'association, l'anti-Lénine. Vers l'abolition du salariat*, Payot, 1974).
Révolutionnaires, Robert Laffont, 1979
7. Chiffre cité par Kostas Papaioannou.

RUSSIE – URSS : UNE CHRONOLOGIE

1905 « Dimanche rouge » à Saint-Pétersbourg : trente mille personnes manifestent pour de meilleures conditions de travail et les libertés politiques. L'armée du tsar tire sur la foule, faisant une centaine de morts. Grèves de masse, émeutes, et apparition des premiers soviets dans les usines.

1914 La Russie entre dans la Première Guerre mondiale.

1917 Révolution de Février (formation des soviets et chute du régime tsariste), puis révolution d'Octobre (prise du pouvoir d'État par les bolcheviques).

1917-1921 Guerre civile dans tout le pays.

1921 Lancement de la nouvelle politique économique (NEP, réintroduction limitée de certains principes de l'économie capitaliste).

1922 Staline devient

secrétaire général du Parti communiste. Proclamation de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS). Le Parti communiste devient l'année suivante le seul parti autorisé.

1924 Mort de Lénine.

1927 Léon Trotski est exclu du Parti.

1939 Pacte germano-soviétique entre l'URSS de Staline et l'Allemagne de Hitler.

1941 L'Allemagne entre en guerre contre l'URSS.

1942-1943 Bataille de Stalingrad, première lourde défaite des Allemands.

1953 Mort de Staline.

1955 Pacte de Varsovie, alliance militaire entre l'URSS et ses satellites européens, en réaction à l'Otan.

1956 Lancement officiel de la « déstalinisation ». Ses limites sont illustrées par la

révolte de masse qui éclate en Hongrie contre le régime imposé par l'URSS : l'insurrection est écrasée dans le sang par les troupes soviétiques.

1968 Printemps de Prague. Tentative de réforme interne du régime en Tchécoslovaquie, pour établir un « socialisme à visage humain ». L'intervention des forces armées de cinq pays du pacte de Varsovie met fin à l'expérience.

1985-1991 Gorbatchev prend la tête du Parti communiste d'Union soviétique. Il engage la perestroïka (« restructuration »), qui vise à réformer économiquement l'URSS, et la glasnost (« transparence »), qui réintroduit progressivement liberté d'expression et d'information.

1986 Catastrophe de Tchernobyl.

1989 Fin du communisme dans les pays satellites de l'URSS. Chute du mur de Berlin.

1990-1991 Dislocation progressive de l'URSS. Tentative de putsch des communistes conservateurs. Boris Eltsine devient président de la fédération de Russie. Le Parti communiste est dissous.

1992 Eltsine, doté des pleins pouvoirs, engage une politique de libéralisation des prix et de privatisations accélérées.

1993 Pour éliminer tout obstacle politique à ses réformes, Eltsine dissout le Parlement et fait intervenir l'armée contre les opposant-e-s.

1994 Première guerre de Tchétchénie.

1999 Deuxième guerre de Tchétchénie. Démission de Boris Eltsine, remplacé par Vladimir Poutine.

L'HUMOUR COMME RÉSISTANCE

« - EXISTE-T-IL des droits d'auteur pour les blagues politiques ? - Oui, cela dépend de la qualité de l'histoire et ça peut aller de trois ans à la perpétuité. » L'humour était une composante incontournable de la vie politique en Union Soviétique. Si faire des blagues ne signifiait pas basculer dans une résistance active, cela témoignait de la présence d'un esprit critique, d'un refus d'adhésion au système, d'une volonté subversive... Les histoires drôles à caractère politique parodient la propagande et la détournent : « Un soviétique visite le mausolée de Lénine. Le gardien lui dit : " Lénine est mort, mais ses idées sont

immortelles ". Le visiteur répond : " il aurait été préférable que ce soit l'inverse. " » La force de ces anecdotes est de donner difficilement prise à la répression : racontées dans des cercles restreints, circulant de bouche à oreille, elles sont volatiles...

Toutefois, l'humour peut jouer aussi le rôle de soupape dans une société étouffante. L'Etat n'a-t-il pas intérêt à laisser place à cette critique inoffensive ? Les histoires drôles peuvent contribuer à rendre le pouvoir familier. Le KGB aurait même lancé ses propres blagues pour contrer celles qui circulaient durant le cinquantenaire de la mort de Lénine.

Dans les années 90, ces blagues ont peu à peu disparu. On pouvait dire les choses plus ouvertement. Toutefois, elles auraient réapparu ces dernières années notamment dans les mouvements d'opposition. « Sollicité avec insistance par le renard qui lui demande s'il va voter pour Poutine, le corbeau finit par bredouiller " oui " ; le fromage tombe, le renard le prend et s'enfuit. Le corbeau se demande : " Et si j'avais dit non, qu'est-ce que ça aurait changé ? " »

Sources : Amandine Regamey, *Prolétaires de tous pays, excusez-moi !, Dérision et politique dans le monde soviétique*, Buchet-Chastel, 2007.

■■■ En 1956, la révolte polonaise de Poznan et surtout l'insurrection de la Hongrie furent ainsi écrasées dans le sang. L'« autogestion » à la yougoslave, administrée par le haut, apparut bien vite comme un stratagème pour maintenir le pouvoir de Tito. La Tchécoslovaquie de 1968, qui avait voulu inventer une troisième voie entre le modèle russe et les démocraties libérales de l'Ouest, se vit occupée par l'Armée dite « rouge ». Enfin, la Pologne révoltée des années 1970 et du début des années 1980 connut elle aussi l'état d'urgence et la répression armée.

Sur le plan international, durant toutes ces années, le bloc de l'Est (l'URSS et ses alliés) fut engagé dans un bras de fer avec le bloc de l'Ouest (sous dominante nord-américaine), chaque empire essayant d'accroître sa zone d'influence et ses possessions : ce fut la fameuse « guerre froide ». Mais cet affrontement géopolitique entre deux types de capitalisme et de gestion politique des rapports de classes se doublait aussi, au sein de chacun des pays de l'Ouest, d'une lutte entre les partisans de la démocratie bourgeoise et les formations (partis ou syndicats) se disant communistes, en fait plus ou moins téléguidentés par l'URSS. Outre la terreur qu'elle instillait dans

les populations mises dans une ambiance de veillée d'armes permanente, cette situation pesa lourdement sur tous les conflits de classes de la seconde moitié du XX^e siècle. Car l'air était saturé de mensonges : de la même manière que l'Ouest était parvenu à arrimer solidement le concept de liberté à l'économie de marché et celui de démocratie au parlementarisme, les régimes de l'Est avaient réussi à faire admettre que la gestion totalitaire de l'économie par une bureaucratie d'État pouvait être du socialisme, et que Lénine avait dit le dernier mot sur la question du communisme.

COURSE DE VITESSE

Tout au long des années 1920 à 1980, l'obsession des dirigeants de la Russie a toujours été de « rattraper » l'Occident : son degré de développement technologique, sa capacité de production de marchandises, son « niveau de vie ». D'où la fascination de Lénine pour le taylorisme, organisation scientifique du travail qu'il souhaitait généraliser dans les usines, ou la volonté d'éradiquer une paysannerie perçue comme arriérée au profit d'une agriculture « moderne » (c'est-à-dire industrialisée). Comme le notait un économiste : « L'ambiguïté du rapport entretenu par les hommes d'État bolcheviques avec les modèles occidentaux est qu'il s'agissait pour eux de construire un système alternatif en même temps que de battre ces derniers sur leur propre terrain, celui du "développement des forces productives". La "lutte entre les deux systèmes" avait aussi l'aspect d'une course de vitesse. "Qui l'emportera ?", se demandait déjà Lénine, fortement impressionné – avant ses successeurs – par les économies allemande et américaine »⁸. Mais le caractère chaotique, irrationnel, d'une production industrielle planifiée par une bureaucratie déconnectée des réalités (provoquant gaspillage du côté des industries et pénurie du côté de la population), de même que la résistance des ouvrier-e-s aux ordres de leurs directions (qui demandaient toujours davantage de travail sans contrepartie), empêchait l'URSS d'atteindre ses objectifs. Et de cette interminable course de vitesse, le système sortit littéralement épuisé au tournant des années 1980. Aux yeux d'une fraction de la bureaucratie principalement représentée par le chef de l'URSS Mikhaïl Gorbatchev, c'est ce qui rendit nécessaire la modernisation des infrastructures (à travers l'introduction de mécanismes de marché), ainsi que l'alignement des normes de vie sur ce qui se faisait à l'Ouest : culture de masse, libéralisation des mœurs, et liberté d'expression relative.

8. Bernard Chavance, *La Fin des systèmes socialistes. Crise, réforme et transformation*, L'Harmattan, 1994, p. 18.



QUI REÇOIT LES PROFITS DE LA NATION ? EN URSS, LES OUVRIERS.



HISTOIRE D'UN HOLD-UP

Mais en quelques années seulement, cette tentative de réforme déboucha sur un effondrement général, dont tirèrent parti à la fois les investisseurs étrangers et l'ancienne classe dominante russe, et ce sans que la population ait le temps de réagir. Cette application de ce qu'on a appelé la « stratégie du choc » eut lieu en trois temps. Première étape : en décembre 1991, Boris Eltsine, président de la Russie, passait un accord avec deux autres dirigeants de républiques soviétiques (Ukraine et Biélorussie) pour remplacer l'URSS par une « Communauté des États indépendants » (CEI). Gorbatchev, président d'un pays qui n'existait plus, n'avait plus qu'à démissionner. Le pouvoir était désormais entre les mains d'Eltsine. Arguant du fait qu'il pouvait s'appuyer sur les promesses de financements américains considérables, Eltsine proposa alors au Parlement de lui donner les pleins pouvoirs pendant un an afin de prendre par décrets (et donc dans l'urgence) toutes les mesures nécessaires au relèvement du pays. Gage de son respect des règles démocratiques : c'était lui qui, quatre mois plus tôt, avait défendu ce même Parlement contre un putsch de la vieille garde du Parti hostile aux réformes. Les députés acceptèrent.

Deuxième étape : entouré d'un staff d'économistes ultralibéraux et d'avocats dépêchés des États-Unis, Eltsine leva le contrôle des prix et lança un programme de privatisations massives accélérées. Ne cachant pas que l'effet de ces mesures serait rude dans un premier temps, il annonçait en revanche qu'elles assureraient en moins d'un an une reprise écono-

mique et le retour progressif de conditions de vie satisfaisantes. Évidemment, seule la première partie de la promesse était vraie : au bout d'une année seulement, « des millions de Russes de la classe moyenne avaient vu l'épargne de toute une vie être engloutie par la dévaluation de la monnaie ; en raison de l'élimination brusque des subventions, des millions de travailleurs n'étaient plus payés depuis des mois ». En 1992, un tiers de la population était passé sous le seuil de pauvreté, et les Russes des couches populaires en étaient réduits à vendre leurs effets personnels en pleine rue et à revenir au jardin potager pour survivre. Au début de l'année suivante, le Parlement décida de mettre fin à l'expérience : en quelques mois, les députés abrogèrent les pouvoirs spéciaux qu'ils avaient accordés à Eltsine, puis votèrent sa destitution.

En 1992, les Russes des couches populaires en étaient réduits à vendre leurs effets personnels en pleine rue.

Celui-ci, en réponse, décréta l'état d'urgence, et fit donner l'armée sur le Parlement, obtenant après de brefs combats la reddition des députés.

Ainsi s'ouvrait la troisième étape du « processus de transition » : l'équipe dirigeante réunie autour d'Eltsine avait désormais les mains libres pour mener à marche forcée les politiques de libéralisation du pays. Tandis que s'envolaient les ■■■

9. Naomi Klein, La Stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre, Actes sud, 2010, p. 347.

RACISME ET FASCISME EN RUSSIE

AU-DELÀ DU TOTALITARISME, de « l'État ouvrier », on ne peut nier l'existence d'un racisme d'État, notamment sur la gestion des populations du Caucase (les tristement célèbres déportations de Staline). Tout au long de l'histoire de l'URSS, on constate un certain mépris vis-à-vis des langues et des cultures particulières face à un modèle russe centralisé. Mais comme les jacobins en leurs temps, c'est dans une idéologie d'universalisme que les dirigeants imposent ce système. Les conflits existent, mais ils ne peuvent qu'éclater au grand jour sous le régime plus tolérant de la perestroïka. Dans les années 1990, l'empire soviétique se divise en nations, créant de vives tensions nationalistes. La rudesse de ces années est terrible : crise économique, système laissé à l'abandon, insécurité, misère, etc... Dépendant de l'URSS, des pauvres émigrent (du Caucase principalement) dans les grandes villes russes. Cela fera la gloire d'un grand nombre de bandes de skins néonazis, s'attaquant souvent impunément aux immigré-e-s. Avec Poutine au pouvoir et la guerre de Tchétchénie, le racisme d'État est

assumé. Parallèlement, le pouvoir s'attaquant désormais à tout force politique concurrente, la répression grandissante oblige ces groupes à se faire moins voyants et plus discrets : moins de crânes rasés, moins de croix gammées, mais toujours les mêmes personnes et les mêmes idées. De 2000 à 2010, on a vu la montée de l'extrême droite vers des sommets difficilement imaginables en France : meurtres racistes par centaines et assassinats politiques ciblés... Le fait même d'être de gauche ou antifasciste met les militant-e-s en danger dans certaines villes. En réaction, de nombreux groupes antifascistes tentent d'inverser la tendance, mais le combat est rude. Avec Poutine, la position de l'État est trouble. Les fascistes sont parfois les alliés du pouvoir : par exemple lors d'assassinats politiques, ou pour empêcher les militant-e-s d'agir (par exemple sur la lutte de Khimki). Cela dit, les fascistes sont aussi parfois durement réprimés (notamment par le Centre-E), et se retrouvent de fait dans un front « anti-système », comme le montre leur présence dans le « mouvement anti-

Poutine » de 2011.

Le pouvoir ne supporte pas la contestation, même de droite, mais elle a toujours plus d'affinités avec cette dernière. Des hooligans nationalistes se donnent rendez-vous en décembre 2010 pour protester contre « l'assassinat » d'un des leurs par une personne originaire du Caucase. Cinq mille personnes se rassemblent en plein centre de Moscou et lancent des slogans racistes, « la Russie aux Russes », bras tendus. Pendant des heures, ils ont pu tranquillement ratonner des passant-e-s de type asiatique. Le pouvoir resta très serein, accusant même les gauchistes d'être au centre des agitations, laissant les populations visées dans la peur et le désarroi. La Russie accueillera la Coupe du monde de football en 2018, alors que les hooligans russes sont quasiment tous nationalistes. Les pouvoirs, à la manière du KGB, semblent opter pour une stratégie d'infiltration et de tolérance envers des « hooligans contrôlés ». Rien de rassurant.

:
À consulter : antifarussie.samizdat.net
À lire : « La Russie fasciste », Offensive n°28



Piort Kropotkine en 1920 : « nous apprendrons en Russie comment il ne faut pas introduire le communisme »

étudier l'histoire de la Russie dans les cent dernières années s'impose comme un devoir incontournable. Comme l'écrivait le révolutionnaire Piort Kropotkine en 1920, « nous apprendrons en Russie comment il ne faut pas introduire le communisme ». En ce sens, de manière indubitable, la Russie fait partie de notre passé, non comme un pan d'histoire défunte mais comme une source toujours renouvelée de leçons et d'enseignements. Mais elle pourrait bien être aussi notre avenir. D'abord au sens où l'effondrement de l'URSS dans les années 1990 a été un laboratoire social et politique du capitalisme avancé (au sens où l'on parle de « fruits avancés ») : une société industrielle combinant à la fois crise économique structurelle, contrôle social accru via la police et les services secrets, et prolifération d'organisation mafieuses et criminelles, le tout sur fond d'état d'urgence écologique (avec l'explosion de Tchernobyl, les sous-marins nucléaires naufragés en mer du Nord, etc.). Mais ensuite au sens où les questions que l'URSS a posées au mouvement révolutionnaire continuent d'exister aujourd'hui, certes sous une autre forme, mais avec une acuité maintenue.

Ainsi, par exemple, l'emprise de la bureaucratie n'a-t-elle pas cessé avec la chute du mur de Berlin, non plus qu'avec la privatisation des entreprises publiques à partir des années 1980 un peu partout en Europe. Car, comme l'écrivait Cornelius Castoriadis, la bureaucratie moderne ne trouve pas seulement son origine dans « l'expansion considérable du rôle et des fonctions de l'État », mais dans le développement de l'industrie et de l'économie de marché : « L'évolution technologique, l'organisation concomitante de la production et le procès de concentration du capital entraînent l'élimination du capitaliste individuel "indépendant" et l'émergence d'une strate bureaucratique qui "organise" le travail de milliers de travailleurs dans les entreprises géantes, assume la gestion effective de l'entreprise et des complexes d'entreprises, et prend en charge les modifications incessantes des instruments et des méthodes de production »¹¹. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'une sociologue fasse aujourd'hui le constat, en pleine ère néolibérale, d'un envahissement de la vie quotidienne par des pratiques et des dispositifs d'essence bureaucratique – qu'il s'agisse des procédures formelles à suivre pour bénéficier d'un produit ou d'un service (en particulier sur Internet), de la réglementation proliférant dans tous les secteurs d'activités professionnelles, ou encore des normes à respecter « pour que les comptes d'une entreprise soient certifiés ou qu'un légume soit qualifié de biologique »¹²... Pas de doute : le capitalisme bureaucratique, même sous sa forme technolibérale, a encore de beaux jours devant lui.

Patrick et Cyrille

■■■ prix des biens de première nécessité, les mines, les usines ou les sociétés pétrolières appartenant à l'État étaient bradées si vite que leur personnel n'arrivait plus à suivre le rythme des transactions. « Les bénéficiaires du boom ? Un club limité de Russes, dont bon nombre d'anciens apparatchiks du Parti communiste, et une poignée de gestionnaires de fonds communs de placements occidentaux qui obtinrent des rendements faramineux en investissant dans des entreprises russes nouvellement privatisées. Se forma ainsi une clique de nouveaux milliardaires, dont bon nombre, en raison de leur richesse et de leur pouvoir proprement impérial, allaient faire partie du groupe universellement connu comme celui des "oligarques". »¹⁰ En parallèle, la misère avait explosé : en 1996, la moitié des Russes (soit 74 millions de personnes) vivaient sous le seuil de pauvreté, 37 millions d'entre elles et eux se trouvant même dans un état de pauvreté qualifié par la Banque mondiale d'« écrasant ». Entre 1986 et 1994, le taux de suicide avait été multiplié par deux.

Par deux fois, lorsque l'impopularité d'Eltsine rendit compliquée la poursuite de cette politique de dépossession généralisée, les velléités d'indépendance des populations du Caucase fournirent au pouvoir le prétexte d'une diversion. C'est ainsi qu'en 1994, puis en 1999, furent déclarées deux guerres contre la Tchétchénie. La seconde, on le sait, permit aussi d'effectuer la passation de pouvoir d'Eltsine à Vladimir Poutine, et d'asseoir la crédibilité de ce dernier en homme d'État à poigne, capable de rendre sa fierté nationaliste à un peuple déboussolé par huit années de « capitalisme du désastre ».

QUE RETENIR DE CETTE HISTOIRE ?

Pour toute personne qui souhaite transformer la société en vue d'une plus grande justice et d'une plus grande liberté,

10. Naomi Klein, p. 356-357.

11. Cornelius Castoriadis, « Le régime social de la Russie » (1977), *Domaines de l'homme*, Seuil (Points), 1999, p. 233-234.

12. Lire Béatrice Hibou, *La Bureaucratiation du monde à l'ère néolibérale*, La Découverte, 2012.

A LIRE

Marx et les marxistes

Kostas Papaioannou
Gallimard, 2001

Dix ans au pays du mensonge déconcertant

Ante Ciliga
Champ Libre/lvrea,
1977

La Société bureaucratique

Cornelius Castoriadis
Christian Bourgois,
1990

D'un mensonge « déconcertant » à l'autre

Michel Barrillon
Agone, 1999



ON NE SAURAIT ACCUSER TOUS LES RÉVOLUTIONNAIRES D'AVOIR TREMPÉ DANS LES CRIMES DE LÉNINE, STALINE ET LEURS CONTINUATEURS : TOUT AU LONG DU XXE SIÈCLE, DES MINORITÉS EXISTÈRENT AU SEIN DU MOUVEMENT OUVRIER, QUI NON SEULEMENT DÉNONCÈRENT L'IMPOSTURE DU « SOCIALISME RÉELLEMENT EXISTANT », MAIS TENTÈRENT D'EN TIRER DES LEÇONS POUR LA CRITIQUE SOCIALE ET L'ÉMANCIPATION DES CLASSES DOMINÉES.

LES RÉVOLUTIONNAIRES CONTRE LE « FASCISME ROUGE »

DURANT SEPT DÉCENNIES, l'ombre de l'URSS a dominé la politique mondiale, d'abord épouvantail des classes possédantes, puis, après 1945, avec la guerre froide et l'opposition entre les blocs sous différentes formes. Avec la chute du mur de Berlin en 1989, puis l'implosion de l'URSS deux ans plus tard, il aurait été logique de tirer le bilan de ce régime et d'examiner sereinement s'il avait été, ou non, comme on l'a dit, le « socialisme réellement existant ». Durant toutes ces années, que ce soit pour l'aduler ou pour le condamner, un discours quasi unanime a présenté l'URSS comme un régime « socialiste », et fait de même pour les pays qui l'imitèrent, des « démocraties populaires » d'Europe de l'Est à la Chine, en passant par Cuba et le Viêt Nam. Pour les partisans du statu quo et du maintien ad vitam aeternam des dominants, la fin de l'URSS était la pure et simple confirmation que nous étions condamné-e-s à vivre dans ce monde : elle montrait au grand jour que toute tentative de sortir du capitalisme ne pouvait mener qu'à instaurer un système encore plus oppressif.

Pourtant, des critiques de gauche du système dit « soviétique » se firent entendre tout au long du XX^e siècle, mais elles restèrent inaudibles pour le plus grand nombre. Avant de voir ce qu'elles furent, il faut s'interroger sur les raisons de ce déni, et un retour en arrière s'impose.

1917 : ESPOIRS ET DÉSILLUSIONS

Dès 1917, la victoire des bolcheviques en Russie – ceux qui réussirent à tenir plus longtemps que la Commune de Paris et, une fois débarrassés de leurs adversaires, à « construire le socialisme sur un sixième du globe » – connut un immense prestige partout dans le monde, y compris dans les courants révolutionnaires qui leur étaient a priori opposés (notamment les anarchistes).

Toutefois, malgré l'enthousiasme pour cette révolution réussie, des critiques de gauche commencent presque aussitôt à pointer les aspects autoritaires et dictatoriaux du pouvoir bolchevique, devenus manifestes avec l'écrasement de l'insurrection de Cronstadt en 1921 – les marins et les ouvriers de cette ville portuaire s'étant soulevés pour réclamer « les soviets sans le Parti », c'est-à-dire le Parti communiste de Lénine, Trotski et les autres.

Dès lors, deux types de critique vont apparaître chez les révolutionnaires. De l'extérieur, ce sont les anarchistes et certains syndicalistes révolutionnaires qui vont prononcer une double condamnation du régime bolchevique : pratique, à travers des campagnes de solidarité avec des révolutionnaires victimes de la répression ; théorique, dans le droit fil du débat entre « autoritaires » et « antiautoritaires » dans la I^{re} Internationale. Voline¹ symbolise cette approche. Après avoir par-

ticipé à la révolution russe de 1905 et vécu aux États-Unis, il revint en Russie en 1917 et milita activement dans le mouvement anarchiste, mais fut arrêté à deux reprises par la Tcheka, la police politique bolchevique. Emprisonné et torturé, il dut sa libération à l'intervention de syndicalistes européens venus participer en Russie à un congrès de l'Internationale syndicale rouge. Réfugié en Allemagne, il participa à l'édition de la brochure Répression de l'anarchisme en Russie soviétique (1923). Celle-ci, après avoir souligné que « la révolution socialiste autoritaire et la révolution sociale [étaient] deux processus diamétralement opposés », présentait quelques-unes des « victimes du pouvoir communiste » : « fusillés, tués et morts en prison », « emprisonnés et déportés », « poursuivis et expulsés ». La publication de ce martyrologe se voulait un « acte d'accusation contre les communistes étatistes, devant l'Histoire et à la face des masses laborieuses de l'Univers ». L'anarchiste Emma Goldman, pour sa part, publie dès 1923 aux États-Unis Ma désillusion en

« Nommer un État “État ouvrier” quand chaque ouvrier y est placé à l'entière discrétion d'une caste bureaucratique, cela ressemble à une mauvaise plaisanterie »

Russie², qui raconte, à partir de son séjour sur place en 1920-1921, l'implacable retournement de la révolution en système dictatorial, la militarisation du travail dans les usines, la dissolution des syndicats, la torture et les exécutions d'opposant-e-s, l'hypertrophie de l'État, le règne écrasant de la propagande... Sa conclusion, elle la résumera dans un long article publié en 1935, chroniquant la montée du stalinisme : « Le communisme n'existe pas en Russie »³.

La défense des prisonniers politiques en URSS sera d'ailleurs, tout au long de l'entre-deux-guerres, une spécificité du mouvement anarchiste, avec le cas par exemple de l'ouvrier italien Francesco Ghezzi⁴. En 1934, le petit journal belge CQFD publiait sous l'égide du Comité international de défense anarchiste un numéro « pour la défense des révolutionnaires persécutés en URSS », lançant un appel au monde ouvrier contre « ce prétendu gouvernement prolétarien [...] descendu plus bas encore que le pire des États capitalistes ». Après avoir présenté une centaine de noms de militant-e-s anarchistes persécuté-e-s, il publiait l'article de Voline sur « le fascisme rouge » qui mérite d'être cité longuement : « Pour moi, écrivait-il, tout courant d'idée qui admet la dictature [...] est au fond, ■■■

1. De son vrai nom Vsevolod Mikhailovitch Eichenbaum (1882-1945).

2. Emma Goldman, *My Disillusionment in Russia*, Doubleday, Page & Company, 1923 (édition complétée l'année suivante sous le titre *My Further Disillusionment in Russia*).

3. Article publié en anglais dans *The American Mercury*, vol. XXXIV, avril 1935, traduit par Yves Coleman dans la revue *Ni patrie ni frontières*, n° 1, septembre-octobre 2002.

4. Lire « L'affaire Francesco Ghezzi », Gilles Fortin, *À contretemps*, n° 33, janvier 2009.

À LIRE

Les anarchistes russes, les soviets et la révolution de 1917
Alexandre Skirda
Les Éditions de Paris 2000

Staline, aperçu historique du bolchevisme
Boris Souvarine
Ivrea, 1992

Les origines du totalitarisme
Hannah Arendt
Seuil (Points)
2005-2006

■■■ objectivement et essentiellement, fasciste. Pour moi, le fascisme est surtout l'idée de mener les masses par une "minorité", par un parti politique, par un dictateur». Et, après avoir souligné que «l'idée de la dictature comme moyen d'émancipation de la classe ouvrière» avait été appliquée en Russie, Voline concluait : «La révolution triomphante, au lieu de mener à l'émancipation de la classe ouvrière, aboutit en fait, et en dépit de toutes les théories des émancipateurs-dictateurs, à l'esclavage et à l'exploitation les plus complets, les plus terribles, de cette classe ouvrière par une classe dirigeante privilégiée»⁵.

RÉVOLUTION TRAHIE OU RÉVOLUTION MANQUÉE ?

Le deuxième type de critique vint d'ancien-ne-s communistes qui, après la mort de Lénine, refusèrent l'accentuation de la dérive dictatoriale du régime. Si beaucoup avaient jugé utiles des mesures autoritaires durant la guerre civile pour faire face aux multiples agressions extérieures, ils et elles ne les jugèrent plus nécessaires une fois la victoire acquise. D'autant qu'au lieu de diminuer, celles-ci allèrent en s'accroissant pour le contrôle du parti et de l'État après la mort de Lénine. Mais pour ces ex-communistes, plusieurs possibilités s'ouvraient. Pour beaucoup, ce fut le retour à la social-démocratie traditionnelle. Certain-e-s s'y rallièrent purement et simplement pour mener une carrière politique traditionnelle, tandis que d'autres y adhéraient tactiquement pour s'appuyer sur une organisation de masse face à la contre-révolution, comme, par exemple, le groupe allemand des Rote Kämpfer au début des années 1930 ou, en France et dans un autre contexte, la gauche révolutionnaire de Marceau Pivert dans la SFIO entre 1935 et 1938. Les plus connu-e-s, dont les héritiers occupent aujourd'hui le devant de la scène de la «gauche radicale», étaient les partisans de Trotski. Ils défendaient le bolchevisme des origines, mais sans remettre en cause la nature sociale de l'URSS. Décrivant l'avènement de Staline comme une forme de «bonapartisme», ils considéraient que l'URSS conservait néanmoins l'acquis de l'abolition de la propriété privée et de la collectivisation des moyens de produc-

tion, comme la France de Napoléon avait porté les idées de la Révolution française derrière les baïonnettes des soldats de l'Empire. Pour eux, la révolution avait été trahie, et non manquée⁶. Ou, pour le dire autrement, l'infrastructure était saine ; seule la superstructure nécessitait un changement à la tête du parti et de l'État. Pour eux, l'URSS était bien un État ouvrier, mais dégénéré par Staline et sa clique. Tout cela était si peu marxiste que Simone Weil ironisa sur le sujet : «Quand une erreur de quantité atteint de telles proportions, il est permis de croire qu'il s'agit d'une erreur portant sur la qualité, autrement dit la nature même du régime dont on veut définir les conditions d'existence». Et elle poursuivait, enfonçant le clou : «Nommer un État "État ouvrier" quand on explique par ailleurs que chaque ouvrier y est placé, économiquement et politiquement, à l'entière discrétion d'une caste bureaucratique, cela ressemble à une mauvaise plaisanterie»⁷. En effet, ces dissident-e-s communistes, dont la philosophe Simone Weil fit partie, portèrent, dès la fin des années 1920, une critique radicale du régime dénonçant le mensonge intrinsèque que constituait son nom même. Ainsi, le Français Fernand Loriot considérait que «l'URSS n'est ni U (union), ce qui suppose la libre adhésion des parties composantes, et une certaine autonomie de ces parties ; ni R (république), puisque c'est une dictature centralisée, évoluant toujours davantage vers la dictature personnelle ; ni S (socialiste), puisque le socialisme reste à construire en Russie et que les concessions de plus en plus importantes faites au capitalisme ne permettent pas, dans la situation mondiale présente, d'en escompter la réalisation ; ni S (soviétique), car les soviets ne constituent plus en Russie la pierre d'assises du régime»⁸. De même, l'Allemand Karl Korsch écrivait en 1929 : «L'URSS d'aujourd'hui a en commun avec les idées révolutionnaires des conseils de 1917-1918 exactement la même chose que la dictature fasciste du vieux social-démocrate révolutionnaire Mussolini en Italie»⁹. Quelques noms permettent de cerner cette mouvance critique, en particulier Boris Souvarine, Simone Weil, Ante Ciliga ou George Orwell. Tous, chacun-e

5. Voline, «Le fascisme rouge», *Itinéraire*, n° 13, 1995, p. 45-49.

6. La *Révolution trahie* est le titre d'un célèbre livre de Trotski écrit en 1936. Proche de Boris Souvarine, le dissident communiste Jacques Perdu répliqua en publiant trois ans plus tard *La Révolution manquée* (rééd. Sulliver, 1997).

7. Simone Weil, «Allons-nous vers la révolution prolétarienne ?» (1933), dans *Œuvres*, Gallimard (Quarto), 1999, p. 254.

8. Fernand Loriot, «Que vaut l'expérience russe ?», *La Révolution prolétarienne*, n° 54, 15 mars 1928, p. 1-7.

9. Cité par Jérôme Baschet dans *La Rébellion zapatiste*, Flammarion (Champs), 2005, p. 94.

10. Boris Souvarine, *Staline. Aperçu historique du bolchevisme*, Champ libre, 1977, p. 546.

11. B. Rizzi, *L'URSS : collectivisme bureaucratique. La Bureaucratiation du monde, première partie*, Champ libre, 1976. De et sur Rizzi, lire *Agone*, n° 41-42/2009, p. 59-72 & n° 44/2010, p. 201-237.





à leur manière, réfutèrent la thèse trotskiste durant la décennie 1930, en insistant sur le caractère ni proprement capitaliste ni encore moins socialiste du régime, et sur sa nature contre-révolutionnaire et ses traits communs avec le fascisme et le nazisme. Tous et toutes soulignaient également le sort terrible des classes dominées en URSS : « L'ensemble de la population laborieuse, écrit Souvarine, fait donc les frais de ce régime particulièrement cruel d'oppression et d'exploitation de l'homme par l'homme, où sévissent l'incurie à côté de l'arbitraire, la vénalité avec le mensonge, la concussion près du parasitisme, le népotisme dans le despotisme, le knout symbolique et la peine de mort »¹².

Enfin, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, l'Italien Bruno Rizzi, en publiant *La Bureaucratization du monde* (1939), résolvait « un des principaux problèmes que [le XX^e] siècle a rencontré : la nature de la nouvelle société russe, la critique marxiste de la forme de domination qui y est apparue », proposant une « critique prolétarienne de la bureaucratie » qu'il poursuivit après la guerre à propos des partis « révolutionnaires »¹³.

APRÈS-GUERRE : COMPRENDRE LA SPÉCIFICITÉ DES RÉGIMES À L'EST

C'est sur la base de cette critique de la bureaucratie et de la nouvelle forme de domination sociale que représente le régime régnant en Russie que se reconstruit après-guerre une nouvelle critique de l'URSS, qui approfondit l'analyse entamée par la première génération des critiques de gauche. Du côté du marxisme, on démontre comment la bureaucratie est une nouvelle classe exploiteuse : toutes les entreprises ayant été nationalisées, c'est en fait à travers la possession de l'appareil d'État qu'elle s'approprie la plus-value produite par les travailleurs et travailleuses. Comme l'affirmeront dès la fin des années 1940 les militant-e-s de Socialisme ou Barbarie (venu-e-s du trotskisme mais refusant la théorie de « l'État ouvrier dégénéré »), c'est donc bien un « capitalisme bureaucratique » qui s'est installé en Russie et dans les pays satellites, et non pas le socialisme ou le communisme¹⁴. Deux figures intellectuelles de Socialisme ou Barbarie, Cornelius Castoriadis et Claude Lefort, poursuivront d'ailleurs cette analyse dans les décennies suivantes, en pointant la tendance générale du capitalisme à se bureaucratiser, que ce soit à l'Est ou à l'Ouest¹⁵.

Du côté des anarchistes, la lecture de Rizzi a aussi été féconde. À travers la revue *Interrogations*, publiée de 1974 à 1979, Louis Mercier Vega et ses camarades développent pour leur part la théorie de la « technobureaucratie », qui montre qu'avec le prétendu « socialisme réellement existant » une nouvelle classe dominante est apparue, dont l'instrument de pouvoir n'est plus (ou pas seulement) le capital économique comme pour la bourgeoisie traditionnelle, mais les compétences, le savoir technique et scientifique, en bref le capital intellectuel qui la rend apte à revendiquer les postes de commandement¹⁶. Cette analyse présente l'avantage de pouvoir être transférée à des situations politiques différentes : ainsi dans la France des années 1970-1980, où les hauts fonctionnaires et les grands patrons, formés aux mêmes écoles et partageant les mêmes idéaux gestionnaires et modernisateurs, forment une technobureaucratie à la française ; ou en Amérique latine avec les divers régimes autoritaires de gauche ou de droite, dont les classes dirigeantes sont directement issues de l'État (militaires, universitaires, fonctionnaires, etc.).

Durant toutes ces années, de 1945 à la chute de l'URSS, la solidarité pratique des libertaires avec les peuples opprimés



à l'Est ne cesse pas. Elle prendra la forme d'une multiplicité d'initiatives, depuis les Groupes de liaison internationale animés après-guerre par Albert Camus et Nicolas Lazarévitch entre autres, jusqu'au collectif d'exilés anarchistes bulgares, polonais et roumains qui édite en France, de 1979 à 1991, la revue *Iztok*, avec la collaboration de plusieurs anarchistes et membres de l'ultragauche française. Il est d'ailleurs à noter, dans le cas de *Iztok*, que le soutien qui y était apporté aux dissident-e-s et aux luttes ouvrières à l'Est se doubla d'un travail d'analyse théorique des régimes dits « socialistes », dont les résultats furent diffusés « de l'autre côté du Mur ». La revue, de même que les brochures qu'elle mettait en circulation, connut des éditions en russe, en allemand, en hongrois, en polonais, en bulgare, en roumain, etc.

Enfin, en parallèle de la critique de la technobureaucratie émerge une critique dite « antitotalitaire », dont la figure de proue est Hannah Arendt, qui donne au concept de totalitarisme ses lettres de noblesse philosophiques¹⁷. Elle instaure un comparatisme entre ces formes de domination totale que sont nazisme et stalinisme, une réflexion dont les premiers jalons avaient été posés, on l'a vu, par Voline et la théorie du « fascisme rouge », mais aussi par le communiste de conseils Otto Rühle¹⁸.

Le concept de totalitarisme, né dans le contexte de l'antifascisme et développé par la suite par des figures atypiques de l'extrême gauche (Victor Serge, Franz Borkenau, George Orwell...)¹⁹, sera par la suite dévoyé par une application indifférenciée, aussi bien par les tenants du tournant libéral de la gauche à l'image des « nouveaux philosophes » Bernard-Henri Lévy ou André Glucksmann²⁰, voyant du « totalitarisme » dans tout ce qui ne se plie pas à l'ordre social dominant – que par certain-e-s libertaires et penseurs de l'ultragauche, tenté-e-s de qualifier toute forme de domination de « totalitaire », qu'il s'agisse de la publicité, du marché ou de la vidéosurveillance... Une critique aveugle, et donc incapacitante, au sens où elle empêche de discerner les spécificités de chaque type de domination.

Charles Jacquier et Patrick Marcolini

12. Lire *Socialisme ou Barbarie. Anthologie*, Acratie, 2007.

13. Voir C. Castoriadis, *La Société bureaucratique*, Christian Bourgois, 1990, et C. Lefort, *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Gallimard (Tel), 1979.

14. Voir notamment l'ouvrage collectif *Les Nouveaux Patrons. Onze études sur la technobureaucratie*, paru dans la collection « Interrogations » aux Éditions noir en 1979.

15. Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme*, trois volumes, Seuil (Points), 2005-2006.

16. Otto Rühle, *Fascisme brun, fascisme rouge, 1939*, éditions Spartacus.

17. Voir *Le Totalitarisme. Le XX^e siècle en débat*, textes choisis et présentés par Enzo Traverso, Seuil (Points), 2001.

18. Alors qu'Hannah Arendt, il est important de le rappeler, se réclamait de Rosa Luxemburg...

L'ÉCLATEMENT DE L'URSS A DONNÉ LIEU À UNE RECOMPOSITION DES ANCIENS « PAYS DE L'EST ». LE RAPPORT DE DOMINATION EXISTE TOUJOURS ENTRE LA RUSSIE ET LES PAYS DE SON ENTOURAGE, MAIS CELUI-CI EST À LA FOIS PLUS COMPLEXE ET MU PAR UNE TOUT AUTRE IDÉOLOGIE.

DE L'URSS À LA FÉDÉRATION DE RUSSIE NOTES SUR UNE RECONQUISTA DÉVASTATRICE



L'URSS AVANT 1991

EN PRENANT CONNAISSANCE du thème proposé par la rédaction d'*Offensive*, à savoir « Rapports coloniaux URSS-États vassaux », j'ai ressenti comme un malaise. Ne s'agissait-il pas, somme toute, de deux entités liquidées depuis plus de deux décennies et surtout d'une histoire qui ne semble plus intéresser grand monde alors qu'auparavant elle faisait l'objet de toutes les attentions ? Fin 1989, la chute du mur de Berlin, les manifestations de Prague et la mise à mort de Ceausescu ont fait éclater les « pays de l'Est », cette catégorie éminemment politique qui aura duré quarante-deux ans, tandis que, deux ans après, l'URSS était dissoute par décret, soixante-douze ans après la prise du pouvoir par les bolcheviques. Tout cela sur fond d'implosion du communisme d'État en URSS et d'écroulement des régimes mis en place à la faveur de l'avancée de l'Armée rouge en Europe de l'Est à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Ceux et celles qui, tout au long des années 1980, à partir donc des premières démonstrations de force du mouvement ouvrier en Pologne, n'ont pas ménagé leurs efforts pour faire aboutir les revendications des mouvements sociaux, des dissidents et des révoltés en tout genre ne pouvaient que se féliciter de ces changements qui abolissaient le monopole du parti unique et de la censure même si les résultats s'annonçaient bien en deçà de ceux escomptés. À partir de ce moment, plutôt que de ressasser sur un passé décidément révolu, il faudra faire avec des dynamiques et des réalités nouvelles, déconcertantes dans la mesure où s'y imbriquent, selon des modalités différentes d'un pays à l'autre, des éléments d'un passé précommuniste redécouvert, revu et corrigé, et des pra-

tiques héritées de la période communiste. Enfin, ce mélange malsain semble faire bon ménage avec un mode de vie de plus en plus intégré au système capitaliste mondial.

Pour ce qui est des rapports coloniaux, une observation préliminaire et deux constats s'imposent. Ces rapports s'inscrivent dans la lignée de ceux qui ont prévalu pendant les périodes précédentes (tsariste et communiste). Ils relèvent donc d'une conception de l'empire (avec majuscule ou entre guillemets) *sui generis*, c'est-à-dire difficile à assimiler purement et simplement à celle des autres empires continentaux (ottoman et austro-hongrois) ou coloniaux qui l'ont précédé et à ranger sous l'étiquette « impérialiste », comme pour les États-Unis. En l'occurrence, les liens de dépendance entre le centre et la périphérie, dans les deux sens, sont d'une extrême complexité. L'empire – au temps des tsars puis à l'époque communiste – s'est constitué de proche en proche, les frontières de la Russie n'ont cessé de se déplacer au cours de l'histoire, en sorte que de nos jours encore elles ne semblent pas avoir été fixées définitivement. Le centre a toujours su punir les récalcitrants mais aussi récompenser ceux et celles qui faisaient preuve de loyauté à la périphérie, coopter les élites indigènes, les assimiler, mettre les moyens qu'il fallait pour investir les nouveaux territoires, les associer à ses dessins, accorder des privilèges individuels et collectifs, soutenir ses protégés contre leurs voisins encombrants...

LA FIN DE L'EMPIRE

Les deux constats sont les suivants. Primo, les frontières de la sphère d'influence de la fédération de Russie, l'héritière légale de l'URSS, ont sensiblement reculé sur le continent européen, qu'il s'agisse des anciennes démocraties populaires, aujourd'hui membres de l'Union européenne et de l'Otan, et, dans une moindre mesure, des anciennes républiques fédérées soviétiques, les pays Baltes occupant une position intermédiaire. Secundo, l'URSS à peine enterrée, les tentatives de recomposition de l'ancien « empire » allaient faire leur apparition pour se manifester par la suite de façon de plus en plus brutale et dans un esprit de revanche. Si elles ne concernent que de loin les anciens « pays de l'Est », ces tentatives sont pour beaucoup dans le blocage de la situation tant dans les rapports entre les anciennes composantes de l'URSS et de la Russie qu'à l'intérieur de chacun de ces pays, la Russie y compris. À eux seuls, ces deux constats permettent de saisir la distance qui sépare l'effervescence sociale et politique qui, à la faveur de la *perestroïka* et de la *glasnost* de Gorbatchev, caractérisait les dernières années de l'Union soviétique, des calculs mesquins, des chantages en tout genre et des projections géopolitiques mégalomanes qui prévalent dans l'espace postsoviétique. La dépendance sur le plan énergétique et les minorités russophones sont les principaux atouts de la Russie dans la *reconquista* tous azimuts en cours. Dans les lignes qui suivent, on

1. L'auteur de ce texte a participé pendant cette période à la rédaction d'*Izток*, revue libertaire sur les pays de l'Est, disponible dans son intégralité sur la Toile (www.la-presse-anarchiste.net).



se contentera d'interroger quelques-unes des références à caractère national qui ponctuent le discours accompagnant ce combat mené au nom de la dignité bafouée par les agissements des mauvais sujets de l'ancienne Union soviétique, à la solde du bloc occidental ou manipulés par lui.

Salué en Occident comme il se doit dans un premier temps, le retour sur la place publique des « nations captives » a vite fait place à des critiques tatillonnes, justifiées, certes, mais qui allaient se révéler peu pertinentes en fin de compte. On se focalisait volontiers sur les aspects jugés dépassés et inopportuns par les un-e-s, réactionnaires par les autres, du nationalisme professé par les nouveaux venus. En effet, ces derniers puisaient sans retenue dans les doctrines surannées du passé

d'un savant dosage entre les valeurs nationales russes et les valeurs universelles, inclusives, fut rompu. Il y a toujours eu un écart, plus ou moins gênant, dissimulé. Désormais, il est exhibé de manière d'autant plus cynique que, si les artifices internationalistes d'antan sont de plus en plus visibles, les prétentions à l'universalisme n'ont pas été abandonnées.

Reflet du refus d'accepter la fin d'un empire condamné par l'histoire et d'en faire le deuil, de se concevoir comme une nation parmi d'autres, le discours qui accompagne la tentative de reconquête des positions dominantes occupées précédemment menée tambour battant en Russie a des effets redoutables.

Il entretient la confusion parmi ceux et celles qui demeurent attaché-e-s aux valeurs internationalistes et/ou universalistes

Les tentatives de recomposition de l'ancien "empire" allaient se manifester de façon de plus en plus brutale et dans un esprit de revanche.

précommuniste, mais on oubliait, au passage, que la nation en question avait été souvent forgée et structurée à l'époque soviétique – en partie, s'agissant de l'Ukraine ou de la Biélorussie, entièrement dans le cas de certaines républiques d'Asie centrale. On vilipendait les porte-parole de ce nationalisme virulent alors que, pour la plupart, ils venaient de s'y convertir, pressés par les événements. Si elle répondait parfois à des aspirations authentiques, l'indépendance des républiques a été, pour l'essentiel, soit le fait des bureaucraties locales, soit obtenue avec leur aval. Ces bureaucraties, on l'oublie trop souvent, se devaient de réagir à l'affaiblissement du centre, engagé dans le processus de réformes sous Gorbatchev, pour conserver leurs positions. Une fois que le centre a repris l'initiative, les nouvelles directions des républiques n'ont pas hésité à reprendre les liens avec Moscou, tout en cherchant à s'émanciper de la position subalterne qu'elles occupaient précédemment. On déplorait, à raison, le sort réservé aux nouvelles minorités, mais sans prendre en ligne de compte le fait que la réaction de ces minorités pouvait se révéler encore plus agressive, qu'il s'agisse des Russes ou des non-Russes regroupés sous la bannière de la russophonie. Avec ses fameuses langue et nation moldaves, ses partis proroumains « fascistes », ses Gagaouzes et autres russophones dont ceux regroupés en Transnistrie, qui avaient fait sécession avant même la proclamation de l'indépendance de la république, avec son gouvernement communiste pendant les années 2000, la république de Moldavie est un cas d'école en la matière.

Le plus grave, peut-être, c'est que, sur la lancée, on perdait de vue les mutations qui avaient lieu au sein du discours russo-soviétique, ce même discours émanant du centre, relayé par les représentant-e-s des minorités russophones, qui épingleaient, parfois non sans raison, les travers des nationalismes périphériques. L'efficacité de ce discours, bien rôdé du temps de l'Union soviétique, s'explique par le fait que la charge « russe », nationale, est neutralisée en quelque sorte, compensée si l'on veut, par une argumentation internationaliste et, par conséquent, universaliste dans un sens. Aussi, les non-Russes, surtout ceux et celles dont le russe est la langue de culture, de civilisation, peuvent-ils trouver leur compte en adhérant à ce type de discours, à condition, certes, de conférer à la Russie une mission particulière dans le triomphe des idées internationalistes et universalistes. La multiplication des références à la période tsariste, le recours ostentatoire à l'Église orthodoxe russe ou encore l'éloge appuyé aux valeurs réputées bourgeoises ont fini par avoir un effet dévastateur sur la rhétorique marxiste-léniniste qui avait si longtemps assuré le succès de ce discours. Le fragile équilibre, résultat

prônées par ce discours. Il peut s'agir de Russes comme de non-Russes, vivant dans la fédération de Russie ou dans les autres anciennes républiques soviétiques, dont les motivations sont fort diverses. Certain-e-s le font parce qu'ils et elles ont été ainsi formé-e-s, d'autres par conviction, d'autres encore y trouvent une source de légitimité. Il y a aussi, on l'oublie trop souvent, tous ceux et celles qui sont agacé-e-s par la suffisance des nouveaux nationalismes.

En mettant la pression sur les nations surgies après l'effondrement de l'URSS, qui ont déjà du mal à prendre un contour plus précis, il oblige en quelque sorte ceux et celles qui refusent de se soumettre aux injonctions de Moscou à chercher ailleurs : du côté de l'islam, pour ce qui est de l'Asie centrale, toujours plus à l'ouest, pour ce qui est des anciennes républiques soviétiques européennes. Il accélère ainsi, de fait, le mouvement centrifuge qu'il prétend stopper. Enfin, ce discours est pour beaucoup dans la dérive nationaliste à laquelle on assiste depuis quelques années en Russie même, sur laquelle il n'est pas utile d'insister. **Nicolas Trifon**

L'EUROPE DE L'EST EN 2012





DERRIÈRE LA TRAGÉDIE DE LA PETITE RÉPUBLIQUE DE TCHÉTCHÉNIE (ELLE NE COMPTE QU'UN MILLION D'HABITANT - E - S ENVIRON), SE CACHENT LES INTÉRÊTS DE LA NOUVELLE CLASSE DIRIGEANTE RUSSE, PRÊTE À TOUT POUR SE MAINTENIR AU POUVOIR.

TCHÉTCHÉNIE : MANIPULATION, TERREUR, CRIMES ET CHÂTIMENTS

À LIRE

Danser sur les ruines

Milana Terloeva
Hachette, 2006

Tchéchénie, le déshonneur russe

Anna Politkovskaya
Gallimard, 2005

Chienne de guerre

Anne Nivat
Fayard, 2000

Le Temps des assassins

Alexandre Litvinenko et Youri Felchtinski
Calmann-Lévy, 2007

«AVEZ-VOUS DES WAHHABITES parmi vos proches ? » (comprenez : « Êtes-vous en lien avec l'islamisme radical ? »). Cette question posée aux demandeurs d'asile tchéchènes par les juges de la Cour nationale du droit d'asile (Montreuil) symbolise combien l'analyse occidentale des conflits tchéchènes a été forgée par la propagande officielle russe. Peu de Tchéchènes seront en mesure d'y répondre, parce que cette question n'a aucun sens, ni pour eux, ni pour quiconque connaît la situation politique de la Tchétchénie. Car oui, la plupart des Tchétchènes sont musulmans et beaucoup sont barbus. Et après la première guerre de Tchétchénie et l'assassinat de plus de cinquante mille Tchétchènes, nombre d'entre eux ont grandi dans la douleur et la rancœur, sentiments qu'ils ont tout naturellement réinvestis dans la lutte armée lorsque le second conflit a éclaté. Inutile de préciser que désir de revanche et foi religieuse ne font jamais bon ménage...

eux des Tchétchènes, alors même que l'establishment soviétique est en train de se recycler dans les nouvelles structures politiques de la nouvelle « fédération de Russie ». Alors que certains montent leur business, d'autres gardent ou gagnent leur place au sein du Kremlin : c'est à ce moment-là que le KGB devient le FSB et que d'anciens « tchékistes » se lancent dans les affaires ou dans la politique.

Et suivant cet élan, la Tchétchénie emboîte le pas des États de la nouvelle Communauté des États indépendants en proclamant son indépendance à l'automne 1991 – ce qui n'est pas pour plaire à Eltsine qui, pour prouver la solidité de l'Empire russe et s'affirmer avant les élections, envoie l'armée russe à Grozny en décembre 1994. Mais la guerre est un échec total et, vingt mois plus tard, Eltsine capitule devant les Tchétchènes. Cette victoire ne s'explique qu'au regard du patriotisme exacerbé des Tchétchènes, qui ont résisté dans leur quasi-totalité à l'agression russe.

Ces expéditions incohérentes ont amené certains à se demander si Bassaev ne travaillait pas pour les Russes.

Pour autant, si l'Occident voit dans tout Tchétchène un fanatique en puissance, c'est bien parce que le Kremlin, sur ce plan, a remporté la bataille des idées. Car en réalité, les Tchétchènes sont majoritairement soufis, une version modérée de l'islam. Et si les Tchétchènes sont devenus aux yeux du monde de terribles fanatiques, c'est parce qu'à partir de 1995 des événements ont forgé cette réputation dans les consciences des téléspectateurs.

En 1990, l'Empire soviétique éclate et commence une libéralisation forcée de la société russe : liberté d'expression et liberté d'association certes, mais surtout liberté d'entreprendre... et donc de se faire de l'argent facile sur le dos des autres. Moscou voit alors affluer jusqu'en 1994 des milliers de personnes en quête d'enrichissement personnel, et parmi

Finallement, des accords sont signés et la république tchéchène indépendante d'Itchkérie élit son Parlement et son nouveau président, Aslan Maskhadov, en 1997. Autant dire que les relations ne sont pas très bonnes entre la petite république et l'orgueilleux Kremlin. Les élites politiques russes, mêlées aux oligarques millionnaires, n'acceptent pas que le contrôle des ressources du Caucase leur échappe : elles ont besoin d'un électrochoc politique pour renforcer l'administration corrompue qui les protège. C'est de ce besoin que naît le second conflit tchéchène. Et c'est pour le satisfaire que Poutine est projeté sur le devant de la scène par les proches d'Eltsine, jusqu'à prendre en mains les rênes du FSB en 1998 et de l'administration présidentielle l'année suivante. Il ne manque plus qu'un prétexte...

CHRONOLOGIE

1818 Les « guerres du Caucase » débutent sous les ordres du général russe Ermolov.

1944 Staline accuse les Tchétchènes et les Ingouches de collaborer avec les nazis. Ils seront déportés en Asie centrale. Environ 170 000 personnes

(un tiers de la population) périront dans les convois.

1994 Suite à la déclaration d'indépendance, Eltsine lance la première guerre de Tchétchénie.

1996 Fin de la guerre, retrait des troupes russes. Le pays va vers l'indépendance.

1999 Suites à des attentats en Russie et un raid au Daghestan, Poutine lance la deuxième guerre de Tchétchénie.

L'armée s'empare de Grozny, mais la résistance se poursuit dans les montagnes.

2000 Poutine place Akhmad Kadyrov à la tête de l'administration tchéchène.

Le 7 août 1999, le chef de guerre et ancien allié de Moscou Chamil Bassaev lance une attaque sur le Daghestan à partir de la Tchétchénie, tandis qu'à la fin du mois et au cours des trois semaines suivantes, cinq attentats à la bombe ont lieu dans différentes villes de Russie, tuant près de trois cents personnes. Mais suite à un attentat manqué dans la ville de Ryazan, la manipulation éclate au grand jour et le FSB est montré du doigt. Des faisceaux d'indices concordants désignent l'agence comme étant à l'origine des attentats : le type d'explosif trouvé sur les lieux (TNT hexogène : impossible à se procurer sans complicité avec les services de sécurité), la disparition fortuite de témoins, les déclarations contradictoires des dirigeants du FSB... Mais les politiques et les médias aux mains du pouvoir reprennent en chœur la thèse du terrorisme tchétchène et chacun s'accorde pour dire qu'il faut prendre une revanche. L'émotion des familles de victimes et les hommages hypocrites des élites préparent le terrain à Poutine, qui promet dès septembre 1999 de « buter les terroristes jusque dans les chiottes ». La messe est dite. En décembre, l'aviation russe bombarde Grozny et, fin janvier 2000, la ville est déjà aux mains de l'armée lorsque Poutine devient président.

La petite république de Tchétchénie est désormais sous régime « antiterroriste ». Cela veut dire que l'État maintient les conditions pour une prise en main du pouvoir par les militaires, et que la population peut être soumise à tout moment à des opérations de contrôle. Cela veut dire aussi que la guerre remplace la paix jusqu'à nouvel ordre, que chaque civil est considéré comme un combattant potentiel, et qu'aucune opposition n'est admise contre cet état des choses. Enfin, cela signifie que les autorités policières et militaires définissent des catégories de population « à risque », en fonction de critères arbitraires et souvent racistes.

UNE STRATÉGIE AMBIGUË

Dans le cadre du second conflit tchétchène, chaque attentat ou prise d'otages imputés aux combattants tchétchènes a été mis sur le compte de l'islam radical. Et cela a nourri l'amalgame entre séparatistes et djihadistes, entre Tchétchènes et islamistes, donnant lieu à des « opérations de nettoyage » en Tchétchénie, accompagnées le plus souvent de disparitions, mutilations, tortures et assassinats, ainsi que des rafles jusqu'au cœur de la Russie à l'encontre des personnes originaires du Caucase. La façon dont les autorités russes ont traité les prises d'otages de Boudionnovsk en 1995, du théâtre de la Doubrovka en 2002 et de Beslan en 2004, toutes trois imputées aux Tchétchènes, laisse également planer des soupçons sur leurs motivations. Chaque fois, les forces russes ont agi de manière incohérente, provoquant la mort de



dizaines d'otages et exécutant systématiquement les preneurs d'otages alors qu'ils n'étaient plus en état de nuire.

Les sentiments des Tchétchènes en exil par rapport à ce second conflit sont très partagés. Peu d'entre eux vous diront de manière tranchée que les combattants ont bien agi. Pour autant, chacun s'accordera pour dire que la Russie et ses alliés tchétchènes ont commis des crimes de guerre. Et les seuls combattants qui subsistent dans le second conflit sont les hommes de Bassaev, partisans d'un islam radical, qui dès la fin du premier conflit avaient décidé de porter la guerre au cœur de la Russie, pour que la population « réalise ce que ses troupes ont fait subir aux Tchétchènes » (des propres mots d'un ancien commandant tchétchène, demandeur d'asile en France). C'est cette motivation qui a amené un commando de cent cinquante hommes dirigés par Bassaev à tenter une expédition vers Moscou, qui n'a pas aboutie et s'est terminée dramatiquement à l'hôpital de Boudionnovsk, puis une autre expédition au Daghestan voisin en 1999, relançant la guerre. Ces expéditions incohérentes ont amené certains à se demander si Bassaev ne travaillait pas pour les Russes, ces opérations impopulaires ayant permis au Kremlin d'assimiler la résistance tchétchène au terrorisme. Après la mort de Bassaev dans une explosion en 2006, une série d'émirs a pris sa succession à la tête des combattants résiduels qui continuent aujourd'hui de se battre dans les maquis de Tchétchénie, et pour lesquels la seule motivation semble être la vengeance au nom des martyrs. Pour les Tchétchènes en exil, la résistance n'incarne plus l'espoir, mais une lutte sacrificielle pour la survie. Les événements dramatiques ne peuvent que laisser dubitatif, tant ils servent formidablement les intérêts impérialistes de l'État russe. Et Poutine n'est pas le dernier à user de manipulations, notamment lorsqu'il est réélu avec 99 % des suffrages en Tchétchénie, ou lorsqu'il place un homme de paille (Medvedev) au Kremlin pour reprendre sa place quatre ans après. Dès lors, on peut estimer qu'il est prêt à tout pour le pouvoir et, pour quoi pas, à buter son propre peuple jusque dans les chiottes...

Ian

PREMIÈRE GUERRE
DE TCHÉTCHÉNIE.

1. Les accusations sont détaillées dans un livre de l'ancien agent du FSB Alexandre Litvinenko, assassiné en 2006...

À VISITER

Le site du Comiété Tchétchénie : comite-tchetchenie.org où l'on peut trouver la feuille mensuelle **Nouvelles de Tchétchénie.**

2002 Prise d'otage dans un théâtre à Moscou. Assaut des forces spéciales russes (mort de 39 preneurs d'otages et 129 otages).

2004 Akhmad Kadyrov est tué dans un attentat. Prise d'otage dans l'école de Beslan (344 personnes, dont 186 enfants).

2005 Aslan Maskhadov est assassiné. Les rebelles perdent leur influence et les troupes russes se retirent de Tchétchénie : « tchétchénisation » du conflit (prise de pouvoir par les factions pro-russes et règlements de comptes entre Tchétchènes).

2007 Ramzam Kadyrov (fils d'Akhmad Kadyrov) est nommé président de la Tchétchénie.

2009 Le régime « d'opération antiterroriste » est officiellement levé.

2012 99% des Tchétchènes auraient voté pour Poutine (selon les autorités).

ANDREÏ KOUTOUZOV, QUI FUT LUI MÊME LA CIBLE DE LA RÉPRESSION DU CENTRE DE LUTTE CONTRE L'EXTRÉMISME (CENTRE-E), NOUS EXPLIQUE COMMENT LA LUTTE CONTRE L'EXTRÉMISME DE DROITE A ÉTÉ UN PRÉTEXTE AU RETOUR EN FORCE DE LA RÉPRESSION POLITIQUE. LE FSB ET LE CENTRE-E SEMBLENT DÉSORMAIS SUIVRE LES PAS DU TRISTEMENT CÉLÈBRE KGB.

LE RETOUR DU KGB

LA LUTTE DU BIEN et du mal a toujours quelque chose de fascinant, d'autant plus quand le mal porte le masque du bien, et vice versa. Telle est l'histoire du retour de la répression politique dans la Russie contemporaine à la faveur de la lutte contre l'extrémisme.

Revenons au temps de l'URSS, où les Occidentaux voyaient les services secrets soviétiques, le KGB¹, comme un sombre présage, un symbole de la pression politique, du contrôle total et des ramifications souterraines. Le peuple soviétique avait la même vision et, pendant la perestroïka, le KGB était le phénomène le plus haï d'un passé totalitaire. Alors, quand Gorbatchev et Eltsine le mirent en pièces fin 1991, personne ne versa une larme. Le FSB² lui succéda officiellement.

Le gouvernement de l'ère post-soviétique était faible, comme ses services secrets. Pendant les dix premières années, le FSB ne joua aucun rôle décisif. La nouvelle oligarchie se déchira autour de l'héritage soviétique, usant de la police et du FSB comme de mercenaires dans ses jeux de pouvoir sophisti-

Mais il lui a fallu changer la constitution de 1993 et l'ensemble des lois (conçues pendant la période post-révolutionnaire, de 1991 à 1995) qui faisaient corps contre la censure, la police politique, etc. Les nouveaux seigneurs du pays devaient donc modifier les lois, mais ne pouvaient le faire sans prétexte. L'ironie voulut qu'ils puissent compter sur l'aide des militant-e-s des droits humains.

Depuis la fin des années 1990, ceux-ci avaient publié un grand nombre de textes sur les risques d'une prise de pouvoir par les fascistes en Russie. Il est difficile de savoir si cette menace était réelle. Je pense qu'elle ne l'était pas, mais qu'importe... Les militant-e-s des droits humains réclamèrent l'institution d'une responsabilité pénale pour les faits « extrémistes », comme peindre des croix gammées ou appeler au nettoyage ethnique. Ils voulaient en réalité que les pensées qu'ils considéraient comme mauvaises soit punies. Étrange que George Orwell ne leur soit pas venu à l'esprit.

Il fut rapidement manifeste que, dans la majorité des cas, les dits « extrémistes » étaient en réalité des militant-e-s de la base qui, d'une façon ou d'une autre, indisposaient les autorités locales et fédérales.

qués. Le gouvernement ne pouvait pas vraiment attaquer l'opposition, et la liberté d'expression était prodigieuse par rapport aux époques passées (même si s'exprimer librement ne remplait pas l'estomac).

UNE RUSSIE NOUVELLE

Mais, à l'orée du millénaire, le vent du changement se fit sentir. Eltsine démissionna et Poutine devint président. Cela coïncida avec la dernière bataille entre les empires économiques, qui se conclut sur la défaite de Ioukos³. Suite à un ensemble de processus assez complexes, le pouvoir tomba aux mains de quelques douzaines de « bureaucrates des affaires » qui entretenaient d'étroites relations et qui choisirent Poutine comme arbitre en cas de conflit. Le prix du pétrole augmentant, leurs profits s'accrurent dans le même temps, alors que l'ensemble de la population ne recevait que des miettes. L'appartenance de Poutine au défunt KGB et la nécessité de renforcer un empire en pleine résurrection firent du FSB une force politique conséquente. Pendant ces « années noires », le FSB perdit des membres de valeur, qui le quittèrent pour rejoindre des structures commerciales. Ceux qui restèrent apprirent à tirer profit de leur position, via leurs anciennes relations ou en faisant chanter des hommes d'affaires. Travailler pour le FSB devenait à la fois rentable et honorable. Un empire doit se doter d'un moyen de répression et empêcher la diffusion des idées de ses opposant-e-s. La sécurité a connu un succès planétaire après le 11 septembre 2001. La Russie de Poutine a suivi le mouvement.

Ils prièrent, et leurs prières furent entendues. En 2002, le Parlement russe (pas de façon indépendante, bien sûr !) promulgua la loi dite « de lutte contre les activités extrémistes ». Au cours des quatre années qui suivirent, la majorité des militant-e-s des droits humains se satisfirent de cette loi. La répression n'avait pas encore commencé. Le FSB commença à contrôler l'activité des groupes d'opposition (intégristes musulmans, nationalistes, extrême gauche et gauche), mais pendant cette période, il se contenta de rassembler des informations.

LE RETOUR DE LA RÉPRESSION

Ce temps prit fin en 2008, année de crise mondiale. Des signes de mécontentement et d'activité des opposant-e-s étaient apparus au printemps. Et une nouvelle unité spéciale des services de police, désormais célèbre pour ses excès, apparut – le centre de lutte contre l'extrémisme, ou « Centre-E ». Pourquoi ce nouvel organe policier ? Les élites savaient que les temps à venir allaient être durs et que des protestations se feraient jour. Les dirigeants russes, paranoïaques, sous l'influence d'un FSB encore plus paranoïaque, étaient persuadés que le mécontentement était alimenté par-delà les frontières par des extrémistes semant la haine pour faire voler la fédération de Russie en éclats. Il fallait s'y opposer. Mais le FSB ne voulait pas être en première ligne. Il considérait que les banales arrestations et le tabassage de militant-e-s pouvaient ternir sa réputation. Il préférait se consacrer à son activité de prédilection : prélever des « impôts » dans le monde des affaires... Ainsi, il fit pression pour la créa-

1. Comité de sécurité d'État.

2. Service fédéral de sécurité de la fédération de Russie.

3. Le 25 octobre 2003, le président de Ioukos, deuxième entreprise pétrolière du pays, est arrêté pour escroquerie et fraude fiscale. Il est condamné à huit ans de prison en 2005 et le groupe pétrolier est soumis à des redressements fiscaux se montant à 27 millions d'euros. Une de ses principales filiales passe sous le contrôle de l'entreprise publique Rosfnet, dont l'un des dirigeants fait partie de l'administration présidentielle.



Goulag

Les camps de travaux forcés existaient déjà sous le système tsariste. Ils ressemblaient à nos bagnes, l'éloignement des camps pouvant se faire dans l'immensité des territoires. En URSS, le Goulag, ou « l'administration principale des

camps », devient le symbole de la violence stalinienne. Les conditions y étaient insupportables : travail harassant, froid, faim et brimades. Parmi les enfermés, des prisonniers sociaux, des opposants (vrais ou supposés)...

Une étude démontra que, de 1937 à 1947, 10 millions de personnes périrent dans ces camps¹. Même si la transparence est plus grande, et les conditions beaucoup plus clémentes, les camps de travail existent toujours ! On compte sept cent cinquante colonies pénitentiaires réparties à travers le pays. L'éloignement, le manque de soins, les conditions difficiles et l'organisation militaire (uniforme, marche au pas, etc.) laisse à penser que cette page de l'histoire russe n'est pas encore tournée.



RESTES DU GOULAG PRÈS DU BAÏKAL.

1. Goulag est l'acronyme de Glavnoïé Oupravlénie Laguéri, « Administration principale des camps », c'est aussi une branche du NKVD « Commissariat du peuple aux Affaires intérieures ».
2. Nikolai Feodorovitch Bugaï, « La question de la déportation des peuples de l'URSS dans les années 1930 et 1940 ».

tion du « Centre-E », dépendant officiellement de la police mais collaborant dans les faits avec le FSB.

Le « Centre-E » fut mis en place avec les équipes du département de lutte contre le crime organisé. Difficile de saisir qui a décidé que la Russie avait vaincu le crime organisé pour toujours, mais c'est une autre histoire... Donc, en 2008, des personnes qui avaient auparavant affaire à des criminels endurcis furent chargés de réprimer des « extrémistes ».

Il fut rapidement manifeste que, dans la majorité des cas, les dits « extrémistes » étaient en réalité des militants de la base ou des militants politiques qui, d'une façon ou d'une autre, indisposaient les autorités locales et fédérales. Armés d'une nouvelle législation et du désir de gagner de l'avancement et des primes, les « anti-extrémistes » commencèrent à exercer des représailles, non seulement contre les skinheads d'extrême droite, mais aussi contre les antifascistes, les artistes, les sociaux-démocrates, les blogueurs, les journalistes, et même contre les militants des droits humains.

Ne vous imaginez pas que la répression tourne au massacre en Russie. Nous ne connaissons ni Staline ni Pol Pot ici, et la majorité de la population ignore même l'existence de prisonniers politiques. En même temps, le système est programmé pour répondre à celles et ceux qui tentent de mener une politique oppositionnelle. Le FSB, le « Centre-E » et le ministère public se servent de la législation « anti-extrémiste » pour remplir leurs rapports annuels. La lutte contre des criminels dangereux est difficile, il est plus aisé de cibler et de poursuivre un militant pour insulte, d'entrer dans une bibliothèque pour y chercher des « livres interdits » ou d'arrêter un skinhead qui a posté une vidéo néo-nazie sur Internet. Tous ces faits sont de peu d'importance ou ont été montés de toutes pièces. Quoi qu'il en soit, les institutions déclarent mener une guerre contre cette menace qu'est l'extrémisme (parfois mâtiné de terrorisme pour le spectacle).

L'HYSTÉRIE ANTI-EXTRÉMISTE

Cette « guerre » est conduite avec l'élégance d'un éléphant dans un magasin de porcelaine. Le déferlement des scandales liés à la « lutte contre l'extrémisme » est permanent : des textes de la littérature classique considérés comme « extrémistes », des affaires de drogue montées contre des militants, des méthodes d'expertise de peu de valeur pour prouver que telle brochure « attise les troubles sociaux ».

Cette hystérie semble aujourd'hui s'amplifier de façon incontrôlable. Des avocats se sont apparemment rendus compte que vous pouviez prétendre que votre adversaire était un extrémiste et que ce serait votre victoire. Ainsi, les orthodoxes intégristes poursuivent déjà en justice celles et ceux dont ils considèrent qu'ils ne respectent pas assez le christianisme. Et ils se servent de la loi « de lutte contre les activités extrémistes » pour le faire. Cela ravit les institutions, surtout le « Centre-E » : plus l'hystérie monte, plus les primes et l'avancement de leurs membres sont garantis.

La chasse aux « mauvaises pensées » suit donc son cours et, tandis que l'on entend des voix s'élever pour défendre la liberté de pensée et de parole, le hurlement des conservateurs, soutenu par les médias gouvernementaux, se fait de plus en plus fort. L'avenir est incertain, mais il reste un espoir : contrairement aux membres du KGB de l'ère soviétique, ceux du FSB et du « Centre-E » ne travaillent pas « pour des idées ». Rien ne les rassemble si ce n'est gagner de l'argent. Toutes les luttes pour susciter une « idée nationale » ont échoué, faute d'existence réelle. Mais, comme l'histoire nous l'a appris, ceux qui sont armés d'idées gagnent toujours face à ceux qui sont seulement motivés par l'appât du gain. Et celles et ceux qui s'opposent actuellement au régime russe ne manquent pas d'idées ardentes difficiles à éteindre, même avec tout le pouvoir de l'État.

Andreï Koutouzov

À LIRE



Le KGB au pouvoir. Le système Poutine
Thierry Wolton
Buchet Castel
2008



L'URSS A PROMIS L'ÉGALITÉ DE TOUS LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES. DANS LES FAITS, LES TRAVAILLEURS ONT TOUJOURS ÉTÉ PLUS ÉGAUX! UNE MEMBRE DES FÉMINISTES RADICALES DE MOSCOU NOUS RACONTE L'HISTOIRE PEU CONNUE DES MOUVEMENTS FÉMINISTES RUSSES DU DÉBUT DE L'UNION SOVIÉTIQUE À LA RUSSIE ACTUELLE.

TRAVAILLEURS, TRAVAILLEUSES...

TRADUCTION DU RUSSE : AUDHAM ET DIANA

1. Contraction des mots « égale » et « droit ».
2. Avant, les femmes n'avaient pas de passeport, elles dépendaient de celui de leur mari ou de leur père, et avaient besoin d'une autorisation écrite de ces derniers pour se déplacer.
3. L'ouvrage est paru en France en 1980. *Femmes et Russie 1980*, collectif de rédaction de l'Almanach, Éditions des Femmes.
4. Système clandestin de circulation d'écrits dissidents (souvent manuscrits ou dactylographiés.)

LES MOUVEMENTS DE FEMMES en Russie naissent dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Dans un contexte révolutionnaire, les Ravnopravki¹ (ainsi se sont appelées les premières féministes russes) réussirent à faire rapidement avancer les droits des femmes. À l'automne 1917, les femmes ont obtenu le droit d'avoir leur propre passeport² et davantage de droits patrimoniaux. Ensuite, les femmes ont eu le droit de vote, et ce à différents niveaux du pouvoir : des conseils municipaux jusqu'à l'Assemblée constituante. En 1917-1918, des décrets furent votés, garantissant l'égalité hommes-femmes : concernant les droits des parents par rapport à leurs enfants, le divorce, le choix du lieu de vie, etc. Ainsi, le gouvernement soviétique héritera de beaucoup de lois progressistes.

LA MENACE DU « FÉMINISME BOURGEOIS »

Si, au début, les intérêts du parti et des féministes allaient de pair, ils ont rapidement divergé. Déjà, la « question des femmes » ne concernait que les travailleuses et les paysannes, les femmes de la classe moyenne étaient exclues du processus. Puis les organisations de femmes et les journaux féministes furent tout simplement interdits. Selon l'une des résolutions du Parti communiste, « les penchants féministes [...] peuvent favoriser la création de sociétés particulières, qui éloignent les travailleuses de la lutte des classes ». Ainsi les femmes portaient sur leurs épaules deux charges : celle des travailleuses, servant le collectif, et celle de mères des futurs travailleurs. Les années du règne de Staline verront la destruction de tout ce pour quoi les Ravnopravki se sont battues, notamment avec une politique nataliste. En 1936, l'avortement est de nouveau interdit (avant d'être à nouveau autorisé en 1955). Dans les années 1960, on déclare « la question des femmes résolue en URSS ». Alors que les féministes à l'Ouest se battaient pour le partage des obligations familiales, ici régnait toujours le patriarcat. Et les concepts de « mouvement de femmes », de « droits des femmes », d'« intérêts et cultures des femmes » étaient systématiquement discrédités.

En 1979, entraîné par le souffle de la dissidence, l'almanach *Femmes et Russie*³ paraît à Leningrad (Saint-Péters-

bourg). Sous forme de samizdat⁴, il n'est tiré qu'à dix exemplaires. L'almanach relatait les réalités de la vie des femmes en URSS : les difficultés d'inscription des enfants à la crèche, le mauvais système de santé, la situation des mères célibataires et le mépris ambiant à l'égard des femmes. Les auteures⁵ de cet almanach furent expulsées du pays. En 1980, toujours à Leningrad, un club indépendant de femmes est créé, ainsi qu'un journal éponyme, *Maria*. En 1982, le pouvoir fait disparaître le club, une partie des membres quittent le pays, une autre partie perdant leur emploi, et Natalia Maltseva et Natalia Lazareva sont arrêtées. Cette dernière écopera de cinq ans de prison.

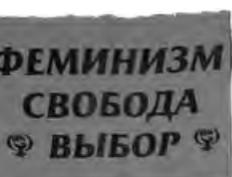
Les luttes féministes étaient considérées comme des préoccupations bourgeoises. Défendre le féminisme était toujours sévèrement réprimé, alors que le mot « féminisme » n'était pas connu des femmes ordinaires.

1986-1995 : PREMIÈRE VAGUE FÉMINISTE

Pendant la perestroïka, politiques et médias parlèrent du retour des femmes à « leurs missions premières ». Une concurrence aiguë dans toutes les sphères de la vie aboutira à une exclusion des femmes des structures du pouvoir. Les allocations familiales furent réduites et le système d'encadrement des enfants se dégrada. Parallèlement, le terme de « chef de famille », oublié durant l'époque soviétique, réapparut dans la presse.

De 1985 à 1995, un grand nombre d'organisations citoyennes se créèrent, dont des organisations de femmes. Elles furent essentiellement actives entre 1991 et 1995. Un Forum des femmes fut organisé⁶ deux fois, en 1991 et en 1992, malgré les menaces du KGB. Deux cents activistes furent présentes au premier forum, en provenance de quarante-huit villes russes. Le document final du forum prend acte pour la première fois, en Russie, de l'existence de discriminations selon les sexes.

En 1993, pour la première fois aussi, les femmes représentent une force politique indépendante aux élections. Des membres du parti Les Femmes de Russie entrent à la Douma. Durant leur courte présence dans cette institution, elles ont présenté un projet de loi contre les violences conjugales, rejeté des pro-



5. Il s'agissait de Tatiana Mamonova, Tatiana Goritcheva, Ioulia Voznesenskaïa et Natalia Malakhovskaïa.

6. Le forum fut créé à l'initiative du conseil des femmes de l'institut nucléaire de la ville de Doubna.



jets de loi discriminants, etc. Mais, lors des élections de 1995, le parti ne gagna aucun siège. Dans un contexte de crise et avec la première guerre en Tchétchénie, les organisations féministes se concentrèrent sur des problèmes d'urgence sociale : moins sur le sexisme et plus sur les droits humains en général.

L'ÉGLISE ORTHODOXE CONTRE LES FEMMES

Avec Poutine, les attaques sur les droits des femmes fusent, et cela dans un climat nationaliste, patriarcal, et marqué par le fondamentaliste religieux.

En 2011, sous la houlette de l'Église, on limita le droit à l'avortement⁷. En 2012, toujours sous la pression de l'Église, un projet « concernant l'égalité des droits et de la liberté entre hommes et femmes » est abandonné. En juin 2011, à Moscou, un sommet mondial sur « La famille et l'avenir de l'humanité » fut organisé à l'initiative de l'Église. Les participants constatèrent « avec angoisse » l'expansion de « l'épidémie des MST et du sida, à cause de la mentalité de la contraception », et un retour « des dérives sociales » comme le refus du mariage.

Jusqu'à aujourd'hui, en Russie, aucune loi contre les violences conjugales n'a été adoptée, en dépit du fait que l'on dénombre entre 12 000 et 14 000 femmes tuées chaque année lors de violences conjugales⁸. À poste équivalent, le salaire des femmes représente à peine 60 % de celui des hommes. Depuis 2000, une liste stipule l'interdiction aux femmes de 456 professions dans 38 secteurs de l'industrie. Dans le monde du travail, le harcèlement sexuel est répandu, et parfois banalisé. Au sein de la société et des tribunaux, il est communément admis que les violences sexuelles relèvent de la responsabilité de la femme. La politique gouvernementale, lorsqu'elle concerne les femmes, est surtout axée sur l'encouragement des naissances pour pallier les problèmes démographiques. Avec l'Église et les médias, une forme de « terreur morale » règne dans la société. Pour le pouvoir, c'est l'occasion de faire diversion

par rapport à sa politique antisociale et, pour les nationalistes, l'occasion de glorifier la nation, qui serait menacée d'extinction. Sur ces questions, ni la gauche, ni les libéraux ne s'opposent à eux de façon significative.

LES NOUVELLES FÉMINISTES

Au début des années 2000, des communautés féministes apparaissent sur Internet et rassemblent parfois plus de mille participantes. Là, les femmes peuvent parler de leur propre expérience, de la violence, partager la littérature féministe, faire circuler des infos, etc. À la fin des années 2000, un nouveau mouvement féministe est né. Étrangement, il n'y a ni lien ni référence avec le mouvement de femmes de la *perestroïka* (beaucoup ignorent même son existence).

Les féministes de la « première vague » ont été formées à l'époque soviétique, elles s'opposaient aux politiques du parti. Les nouvelles féministes ont elles grandi dans un contexte différent, celui du capitalisme marchand.

Les militantes actuelles viennent de deux chemins différents. Certains groupes sont issus du développement personnel : prendre acte et partager l'expérience de la discrimination et de la violence. D'autres sont issus de petites organisations de gauche (quittées à cause du sexisme de leurs camarades) : elles font du *street art* (pochoirs, tags, etc.), diffusent des tracts et organisent des manifestations. Les militantes de ces deux tendances sont adeptes de la non-mixité⁹. Hélas, le mouvement est affaibli par des divisions internes.

Le mouvement « anti-Poutine » de 2011 a encouragé des militantes à rejoindre les manifestations sous le drapeau violet du féminisme. Depuis peu, le mouvement féministe ne cesse d'attirer de nouvelles participantes. Cela donne l'espoir qu'un jour nous pourrions enfin agir toutes ensemble et utiliser pleinement la force de l'autonomie politique des femmes.

Elena Maximova

7. L'avortement est toujours libre et gratuit jusqu'aux douze premières semaines.

Dépasser ce délai, l'avortement n'est permis que dans deux cas : pour raisons médicales ou pour une grossesse faisant suite à un viol. À titre de comparaison : en 1996, l'IVG était possible jusqu'à la vingt-deuxième semaine pour treize cas spécifiques.

8. Ces chiffres viennent des centres de crise (il n'existe pas de statistiques officielles, cela n'intéresse apparemment pas le gouvernement).

9. C'est-à-dire de l'organisation autonome des femmes entre elles.

Redonnons à l'action des Pussy Riot son caractère féministe

INSPIRÉ PAR le « Riot grrrl »¹, le groupe Pussy Riot a mené une série d'agit-prop filmées et diffusées sous forme de clips sur Internet. Elles sont devenues mondialement célèbres suite à leur prière punk dans la cathédrale du Christ-Sauveur, à Moscou, en février 2012. L'action visait à dénoncer le sexisme dans la religion orthodoxe et les liens entre le pouvoir et l'Église. Cette action féministe a été la plus médiatisée de ces dernières années, surtout grâce aux réactions disproportionnées du pouvoir. Nadejda Tolokonnikova et Maria Alekhina ont été condamnées à deux ans de colonie pénitentiaire, Ekaterina Samutsevich a été placée en liberté conditionnelle en appel. La société russe se divise sur le sujet. Des orthodoxes soutiennent le verdict sévère, d'autres sont prêts à pardonner « les petites sottes inconscientes »

(sous réserve de repentance). Les libéraux, sans partager leurs idées, considèrent leur arrestation comme une attaque contre la liberté d'expression. Leurs soutiens politiques viennent du petit monde des LGBT² et du milieu libertaire. Certain-e-s, enfin, ont du mal à voir du féminisme dans cette action. Voilà pourquoi les Pussy Riot sont devenues les otages de leur situation de prisonnières. Au tribunal, les avocat-e-s parlaient en leur nom, rappelant qu'elles n'avaient fait que prier « la Sainte Vierge d'être délivrées de Poutine ». Ils et elles ont conseillé de ne pas parler de féminisme pour ne pas compliquer l'affaire. Les médias ont classé l'action dans le paquet des protestations « anti-Poutine ». Le pouvoir l'a décrite comme étant contre la foi intime des croyants,



DESSINS PARU DANS LE JOURNAL VOLIA.

dissimulant ainsi son caractère politique. Bref, dans l'actuelle Russie, peu de personnes étaient en mesure d'accepter le caractère féministe de cette action. Diana Sakaeva

1. Groupes punk féministes des années 1980, formés en réaction au sexisme dans le milieu punk.

2. Lesbiennes, gays, bisexuel-le-s et transgenres.

LES LUTTES DANS LE CHAMP ENVIRONNEMENTAL MARQUENT L'HISTOIRE DU LAC BAÏKAL, QUI A ÉTÉ UNE CAUSE ET UN PRÉTEXTE À DES INITIATIVES EN MARGE OU EN RÉSISTANCE AU POUVOIR CENTRAL DU TEMPS DE L'URSS, COMME SOUS POUTINE.

LE LAC BAÏKAL

UN ESPACE DE RÉSISTANCE



dite « fondamentale » est donc à l'origine même de la création de ces espaces de protection développés par la VOOP¹.

La VOOP (*Vserossijskoe Obscestvo Ohrany Prirody*), société panrusse de protection de la nature, se constitue en 1924. Elle est constituée entre autres de biologistes, botanistes, pédologues et géographes, qui se chargent de développer le réseau des *zapovedniki*. En 1932, elle assure sur le terrain la gestion de soixantedix *zapovedniki*, soit environ 6 millions d'hectares. On compte sur les rives du lac Baïkal trois de ces *zapovedniki* qui représentent environ douze mille kilomètres carrés, et dont l'ouverture s'étale entre 1916, sous Nicolas II, et 1986. Dans ces trois réserves, la VOOP est présente – surtout dans la réserve de Bargouzine, et elle est surtout active jusque dans les années 1953. Souvent éloignés, les *zapovedniki* sont des zones où une indépendance peut être conservée, celle-ci sera significative dans la vigueur des attaques lancées par médias interposés à Khrouchtchev, puis Brejnev, à propos du lac Baïkal.

1966 : CONQUÊTE DE L'ESPACE MÉDIATIQUE PAR LA BATAILLE CONTRE BTSBK.

Dans les années 1950, dans un contexte d'élaboration de nombreux projets hydroélectriques en URSS (canal mer Blanche-mer Caspienne, canaux le long du Syr-Daria et de l'Amou-Daria, inversion du cours de l'Ob), Sergey Zhuk² propose de faire baisser le niveau du lac Baïkal de quelques mètres à l'aide d'explosifs, pour alimenter les stations hydroélectriques de l'Angara (seul fleuve émissaire du lac). Parallèlement, Khrouchtchev avance, en 1954, un projet esquissé avant la mort de Staline : ouvrir un combinat destiné à la fabrication de cellulose. Ce matériel destiné à l'aviation nécessitait pour sa création une eau peu minéralisée et de grandes ressources en bois. Les deux projets industriels provoquent une vague de soulèvements, et ce jusqu'à Moscou. Les voix des scientifiques des *zapovedniki* sont les premières à s'élever, mais d'autres les rejoignent. À Irkoutsk, ville où ont été exilés tous les dissidents politiques entre 1830 et 1863, les réactions se font vives contre l'arbitraire des projets prévus sur le lac. L'ancien maire de la ville prend appui sur des arguments du limnologue Gregory Ivanovitch pour écrire, en 1958, la lettre « En défense du Baïkal », publiée par la *Literaturnaïa Gazeta* et signée par de nombreuses personnes. Un millier de lettres de soutien sont envoyées au journal. Entre 1962 et 1964, les publications se multiplient dans un autre journal, *Oktiabr'*, pour souligner l'absurdité du projet d'une usine dont la production polluante est devenue obsolète, et un essai de Vladimir Chivilin³ paraît. En 1964, Krouchtchev prend des mesures pour faire taire cette presse insolente, et le projet d'explosion est finalement abandonné au profit de la construction de l'usine, qui s'ouvre en 1966. Cette controverse marque la naissance de l'écologie politique en URSS, mais elle fut essentiellement l'œuvre de scientifiques qui purent dans un contexte de dégel⁴ s'opposer publiquement à un des derniers projets de l'ère stalinienne.

Audham

SA FORCE SYMBOLIQUE, son potentiel économique et sa richesse en biodiversité donnent au lac Baïkal une grande importance à l'échelle de toute la Russie. À ce titre, de nombreuses luttes environnementales s'y sont déroulées depuis un siècle. Ses rives ont été le premier espace concerné par une quelconque forme de protection. En 1966, l'installation d'une usine de production de cellulose provoque des remous dans toute l'URSS et, plus récemment, en 2006, des manifestations s'y sont déroulées pour contraindre Poutine à dévier un oléoduc prévu par la société pétrolière Transneft.

UNE TOILE DE FOND, LES ESPACES PROTÉGÉS

La nature tend à être considérée en URSS comme un potentiel disponible pour la réalisation du « socialisme ». C'est dans cette perspective qu'en 1921 Lénine signe par décret la création d'une dizaine de *zapovedniki*. Les *zapovedniki*, ou réserves naturelles strictes, sont des espaces interdits à tout-e individu-e, excepté aux scientifiques⁵. L'URSS crée ainsi des espaces qui sont en quelque sorte soustraits à la gestion cen-

trale et gérés par un collectif de scientifiques relativement indépendant. Cela tient à la place extrêmement importante qu'occupe le scientifique dans la société communiste qui se met en place : la recherche fondamentale dans des espaces indépendants de toute influence humaine pourrait permettre une meilleure compréhension de la nature, et ce dans le but de l'utilisation rationnelle de celle-ci. La recherche scientifique

1. Cette protection correspond à la catégorie mise en place par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), créée en 1948.

2. *A little corner of freedom : Russian Nature Protection from Stalin to Gorbachëv*, Douglas R. Weiner, University of California Press, 1999.

3. À la tête de l'institut Guidroproekt et auteur de nombreux projets hydrauliques réalisés par le Goulag.

4. Le dégel est la période post-stalinienne relativement moins répressive.

Les publications se multiplient pour souligner l'absurdité du projet d'une usine dont la production polluante est obsolète.

DERRIÈRE LES SCANDALES ÉCOLOGIQUES SE CACHENT SOUVENT DES AFFAIRES DE CORRUPTION. À L'INSTAR DE LA FORÊT DE KHMKI (AU NORD DE MOSCOU) QUI FUT SACRIFIÉE AUX INTÉRÊTS DES PROCHES DU MAIRE DE MOSCOU, LA CORRUPTION EST AUX RACINES DU DRAME QUE VIT LA RÉGION DE LA VILLE DE SOTCHI, AU SUD DE LA RUSSIE, OÙ LES JEUX OLYMPIQUES D'HIVER 2014 AURONT LIEU.



JO 2014: BLANC COMME NEIGE, VERT COMME DOLLAR

PROTÉGÉ PAR LES MONTAGNES du Caucase du Nord, Sotchi se trouve sur la côte de la mer Noire, ce qui explique son climat tropical humide, singulier pour la Russie. Des siècles durant, mer et montagne créèrent un écosystème unique et une grande variété de flore et faune... Aujourd'hui, des milliers de touristes assiègent chaque été les plages ensoleillées de Sotchi et ses prairies alpines. En hiver, ils sillonnent les pentes enneigées en ski ou en snowboard. La nature du sud était indemne, essentiellement dans la réserve naturelle et biosphérique du Caucase et dans le parc national de Sotchi, à proximité de la ville. Mais quand, en 2007, Sotchi a été déclaré capitale olympique, le destin de la région fut tracé.

Les Jeux olympiques d'hiver font la fierté de Poutine, qui y voit la reconnaissance de sa politique. « Je peux le dire en toute certitude: si nous n'avions pas pu rétablir l'intégrité territoriale du pays, si nous n'avions pas arrêté les conflits dans le Caucase comme il y a cinq-sept ans, si nous n'avions pas changé fondamentalement la situation économique, si nous n'avions pas résolu un certain nombre de problèmes sociaux, alors nous n'aurions jamais obtenu ces Jeux olympiques ». Pas loin de Sotchi, Poutine s'est fait construire une datcha dans le village de montagne de Krasnaïa Poliana, où il fait du ski devant les caméras des journalistes. Suivant son exemple, de plus modestes bureaucrates et des truands construisent en cachette des datchas dans les réserves naturelles. Les plus ambitieux rêvent d'y avoir un hôtel... Le potentiel commercial des terres est énorme.

En novembre 2007, une société d'État, Olimpstroï, a été créée pour gérer la construction des sites olympiques. De nombreux problèmes d'infrastructure devaient être abordés, notamment concernant les télécommunications, les transports, l'énergie et les déchets. Pour protéger les réserves, les écologistes (comme ceux de la Société géographique de Russie et de la Veille écologique du Caucase du Nord) ont exigé que les chantiers soient réduits aux alentours de Krasnaïa Poliana (déjà renommé pour sa station de sport d'hiver et ses infrastructures touristiques). Mais les protestations des écologistes ne parviennent que rarement aux oreilles du

grand public, la ville de Sotchi exerçant un véritable blocus sur ces informations. Les zones tampon des réserves naturelles¹ ont essuyé des chantiers sur toute leur surface.

Le long du littoral, dans la basse vallée d'Imeretinskaïa, le parc olympique, l'un des deux sites principaux des JO, a été construit. Avant, sur cette étroite bande côtière, poussaient des plantes rares², plus d'une centaine d'espèces d'oiseaux migrants y faisaient escale et le sous-sol regorgeait de trésors biologiques. Maintenant, les pelleteuses creusent. Et de là jusqu'au deuxième site olympique, à Krasnaïa Poliana, s'étendent des travaux de construction de chemin de fer combiné avec l'autoroute. Le chantier remplit le lit de la rivière Mzymta. La construction de multiples remontées mécaniques et d'un téléphérique a laissé sur les montagnes des étendues désertiques d'arbres abattus, occasionnant des glissements de terrain.

Les habitant-e-s de Sotchi et des petites villes des alentours qui se sont par malchance retrouvés sur le chemin des Jeux olympiques ont perdu leurs maisons (ce qui implique la perte de leurs principaux revenus venant des chambres d'hôte destinées aux touristes). Des constructeurs ont creusé le sous-sol près du village d'Akhchtyr et ont asséché une source d'eau. Des villages entiers se sont vus privés d'eau potable à cause des travaux. La rivière « olympique » Mzymta, jadis réserve

1. La réserve du Caucase, le parc national de Sotchi et celui de la crête Grushevy ont tous un statut protégé.
2. Sur la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature.

Des villages entiers se sont vus privés d'eau potable à cause des travaux.

d'eau potable pour Sotchi, est désormais pleine de ciment. Avec le prétexte des Jeux olympiques (et un peu de corruption), les autorités de Sotchi ont accordé des permis de construire pour des immeubles, des restaurants et des parkings sur les sites d'anciens parcs et terrains de jeux. Avec les Jeux olympiques, l'emploi s'est fortement développé dans la région. Mais la plupart des postes ont été pris par des travailleurs venus d'ailleurs, recrutés dans toute la Russie. Eux-mêmes se sont retrouvés pris au piège : les grosses entreprises leur avaient promis des ponts d'or, mais elles ont finalement peu donné. Aucun contrat de travail n'ayant été délivré, ce sont les pauvres ouvriers qui trinquent. Alors que les patrons empochent toujours le coût réel des constructions.

À la fin de l'année 2011, la corruption panrusse triomphait : la loi fédérale « sur les territoires naturels particulièrement protégés » a été modifiée. Désormais, les grands travaux dans les réserves naturelles sont légaux s'ils servent « le développement du tourisme éducatif, de la culture physique et du sport ». Le Comité international olympique n'a que faire de la dévastation écologique et de ses conséquences inimaginables, il s'est juste soucié de trouver un arrangement avec les pouvoirs et la mafia locale. Les JO de 2014, avant même d'avoir commencé, sont déjà un véritable désastre pour la région.

Diana Sakaeva

SOCHI
2014



VLAD TUPIKIN A UNE POSITION CONTROVERSÉE AU SEIN DU MOUVEMENT LIBERTAIRE, NOTAMMENT À CAUSE DE SES PIQUES CONTRE ACTION AUTONOME. MAIS IL EST AUSSI L'UN DES RARES ANCIENS DE LA MOUVANCE LIBERTAIRE RUSSE, TOUJOURS SUR LE TERRAIN, À AVOIR CONNU LA PÉRIODE DE CHANGEMENT DE RÉGIME ET LA RECOMPOSITION DU MOUVEMENT LIBERTAIRE.

LES LIBERTAIRES EN RUSSIE

DE LA FIN DE L'URSS À NOS JOURS

DESSIN ISSU DU
CALENDRIER RUSSE 2011
DE DIANA SAKOEVA

LA PREMIÈRE CHOSE qu'il faut dire à propos de l'histoire du mouvement anarchiste en Russie est qu'elle a été largement interrompue dans les années 1920 par les sévères répressions du gouvernement bolchevique et que le mouvement n'a repris qu'au déclin de l'URSS. Enfin, comme tous les autres courants idéologiques.

Au XX^e siècle, quasiment aucun des succès ou des échecs du mouvement libertaire n'eut d'influence sur les rares adeptes du socialisme anti-étatiste en URSS. Tout simplement parce que ce type d'information ne passait jamais le rideau de fer jusqu'au milieu des années 1980. Rien de surprenant donc à ce que les anarchistes se tournent vers l'héritage idéologique des grands anarchistes du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, comme Michel Bakounine, Pierre-Joseph Proudhon, Pierre Kropotkine, Élisée Reclus, Léon Tolstoï, dont les textes publiés avant 1917 étaient en partie disponibles dans les bibliothèques historiques.

Un des premiers groupes anarchistes apparut à Irkoutsk (ville de Sibérie située près du lac Baïkal) en 1981. Il s'agissait de



Les premières années, le débat se bornait à la seule tradition théorique accessible aux citoyen-ne-s soviétiques, c'est-à-dire le marxisme.

quatre ou cinq étudiants en colocation dans une maison en bois. Ensemble, ils créèrent la Fédération des anarcho-communistes d'Irkoutsk. Pendant plusieurs mois, un des créateurs de la fédération, l'étudiant en philologie Igor Podchivalov¹, a publié le journal *Arkhiarius*, un samizdat : chaque numéro était tiré à un seul exemplaire. Ces étudiants furent victimes de répressions peu sévères : personne ne fut arrêté, ils furent juste punis au sein de l'université. Ainsi, Igor Podchivalov ne put défendre sa thèse. Des années durant, il a dû se résigner à travailler comme manœuvre, marin sur le lac Baïkal, gardien, etc. En 1982, à Moscou, un groupe d'étudiants en histoire de l'université pédagogique de Lénine lance des discussions régulières (et évidemment secrètes) sur la situation en URSS et les possibilités révolutionnaires de changement. Les premières années, le débat se bornait à la seule tradition théorique accessible aux citoyen-ne-s soviétiques, c'est-à-dire le marxisme. Nous étudions les classiques et formions nos propres théories. Vers l'été 1985, nous avons assez mûri pour créer un comité clandestin d'organisation que nous allions appeler, un peu présomptueusement, le « Parti marxiste révolutionnaire de l'Union », malgré qu'il n'ait été constitué que de vingt-cinq personnes de la même ville. Quand

l'un d'entre nous a obtenu un emploi à l'usine de construction automobile et a tenté d'y créer une cellule, cela a complètement échoué. Ses camarades d'atelier se plaignaient des supérieurs et des salaires modestes, mais leur horizon était rempli par des valeurs de consommation et non par les grèves, la création de syndicats indépendants ou la révolution.

Durant l'été 1986, par pur miracle, l'un d'entre nous a eu accès au livre *Étatisme et anarchie*, de Bakounine. Ayant vu que les idées de l'anarchiste russe de XIX^e siècle convenaient mieux à nos propres idées que celles de Marx (surtout par rapport à la critique de l'État soviétique, de sa bureaucratie et de ses formes d'exploitation), nous sommes devenus anarchistes.

L'action directe est arrivée peu après. Toujours au cours de l'été 1986, nos camarades, avec les habitant-e-s du quartier Nemetskaïa Sloboda, à Moscou, se sont mis sous des bulldozers et ont ainsi arrêté la démolition massive de bâtiments historiques. À l'automne de la même année, une grève a été victorieuse dans un village où étaient envoyé-e-s pour la récolte des étudiant-e-s de plusieurs départements de notre université (envoyer des citoyen-ne-s pour aider les kolkhozes, fermes collectives, était une pratique ordinaire en URSS). Nous n'avons pas été arrêté-e-s, peut-être parce que la perestroïka commençait et que le pays allait vers plus d'indulgence politique.

Un an plus tard, nous avons eu des contacts avec les opposant-e-s au régime dans environ vingt villes d'URSS et nous avons commencé à éditer la revue *Obschina* (« communauté »), nom du groupe politique que nous avons créé en mai 1987².

1. Né en 1962, mort en 2006.

2. Également homonyme de la première revue anarchiste en langue russe publiée à Genève en 1877 et 1878.



Encore un an plus tard, en août 1988, nous avons organisé à Moscou une conférence des adeptes du socialisme sans État, autogéré, au cours de laquelle nous avons créé la Confédération des anarcho-sindicalistes (CAS)³. Le congrès fondateur eut lieu les 1^{er} et 2 mai 1989.

Après l'apparition de drapeaux rouge et noir dans diverses villes du pays, l'organisation a très vite grossi. L'historien Alexander Chubine parle de mille deux cents participants dans soixante-deux villes d'URSS. Au sein des différentes villes, l'activité du CAS prenait une tournure différente. Là où la majorité des membres de l'organisation était des ouvriers (comme à Baïkalsk, à Omsk et à Seversk), ils tentèrent de constituer un syndicat indépendant. Ils ne réussirent qu'en 1993, quand la Confédération du travail de Sibérie (SKT) fut fondée. Un syndicat étudiant fut créé à Moscou, qui mena une grève victorieuse à l'université pédagogique⁴ contre l'enseignement militaro-médical des étudiant-e-s (qui occupait alors jusqu'à 20 % de leur temps). Suite à une grève de trente-cinq jours organisée par les étudiant-e-s anarchistes au printemps 1990, la lutte fut payante et dépassa toutes les espérances : l'enseignement militaire fut supprimé non seulement à l'université pédagogique de Moscou, mais aussi dans toutes les universités pédagogiques du pays...

CHUTE DU RÉGIME ET DÉBUT DE LA CRISE

Personne ne s'attendait à la chute de l'URSS fin 1991. Des réformes économiques néolibérales de choc ont été mises en place par le premier gouvernement post-soviétique. Au début de l'année 1992, on assista à une vaste catastrophe sociale. L'inflation allait de 10 % à 100 % par mois. On fermait de nombreuses usines, des instituts de recherche, etc. Les salaires étaient versés avec jusqu'à dix-huit mois de retard. La situation jeta plusieurs millions de personnes à la rue. Cela empira bientôt tellement que les gens, occupés à la lutte quotidienne pour la survie, ne pouvaient plus consacrer de temps aux activités militantes.

En 1993, à Moscou, une violente confrontation commença entre les partisans de l'impitoyable pouvoir libéral nouvellement mis en place et ce qui restait de l'ancienne nomenclature soviétique rejointe par les staliniens et quelques démocrates. Ce paysage politique était complété par une vingtaine d'anarchistes à Moscou, encore capables d'action politique.

Durant la petite guerre civile à Moscou de septembre-octobre 1993, les manifestant-e-s furent très sévèrement réprimé-e-s, puis on tira sur la foule. Boris Eltsine fit appel à l'armée contre l'opposition conservatrice à l'intérieur du Parlement. Le nouveau Président renforçait ainsi, par le sang et la peur, l'apathie politique de la majorité de la population. Même si les personnes arrêtées durant ces quelques jours, des opposant-e-s au régime,

furent amnistiées et libérées, les initiatives militantes mirent du temps à réapparaître dans les mois qui suivirent.

LE MOUVEMENT S'ORGANISE DANS UN CLIMAT VIOLENT

Dans ce contexte, les anarchistes des années 1990 militaient dans la contre-culture, dans quelques squats et dans les luttes écologistes radicales. La principale structure porteuse du mouvement anarchiste post-soviétique dans les années 1994-2000 était le mouvement anarcho-écologique Les Gardiens de l'arc-en-ciel. Une autre impulsion fut donnée par l'apparition au début des années 2000 de l'organisation anarcho-communiste Action autonome, toujours en activité.

Les années 2000 furent marquées par de nouveaux problèmes. Le mouvement fit face à une vague d'assassinats perpétrés par des néonazis. En Russie, les néonazis tuent des immigré-e-s, des personnes d'apparence non slave, mais également des antifascistes (plus de dix depuis 2005). Le mouvement a aussi subi la répression de l'État : plus de dix anarchistes et antifascistes étaient encore emprisonnés avant la nouvelle vague de répression de 2012.

Durant l'hiver 1999-2000, les anarchistes furent les premier-e-s à élever la voix contre la guerre en Tchétchénie. Le jour de l'assaut barbare de l'armée contre Grozny en décembre 1999, les seules personnes protestant dans les rues marchaient sous le drapeau noir. Quelques mois après, le Comité d'action antimilitariste (KAD) se créa grâce aux anarchistes. Avec la participation de libéraux, de groupes communistes, des réunions publiques contre la guerre en Tchétchénie furent organisées toutes les semaines, d'abord à Moscou, puis à Saint-Pétersbourg.

Au début des années 2000, des anarchistes (principalement) commencèrent à mettre en place une force d'action à partir de groupes d'antifascistes de la culture *underground*. Cela permit de s'opposer aux groupes néonazis dans la rue (à cette époque, les néonazis tuaient une centaine de personnes par an, même selon les statistiques officielles, toujours en dessous de la réalité). En 2006, pendant le G8 de Saint-Pétersbourg, les anarchistes sont parvenu-e-s à mobiliser autant de personnes que le Parti communiste lors des manifestations, presque cinq cent mille personnes.

Les anarchistes furent parmi les premier-e-s du paysage politique post-soviétique à prendre la défense des réfugié-e-s. En 2007, un camp No Border en Ukraine accueillit plus de quatre cents personnes venues d'Ukraine, de Russie, de Biélorussie et de toute l'Europe. Peu après les manifestations, le plus terrible camp pour étranger-e-s, situé près d'Uzhgorod, fut fermé. Dans celui-ci se trouvaient cinq cents personnes qui ne recevaient qu'un litre d'eau par personne tous les trois jours. ■■■

3. Elle n'a reçu ce nom qu'en janvier 1989.

4. En Russie, l'université pédagogique est destinée à la formation des professeur-e-s dans toutes les disciplines.

À CONSULTER

L'organisation communiste libertaire **Action autonome** compte des groupes locaux dans quinze villes de Russie et de Biélorussie. Elle édite un journal qui sort en moyenne une fois par an. avtonom.org/fr

L'auteur de cet article participe à la revue **Volia** (qui signifie à la fois volonté et désir), on peut retrouver les numéros récents sur son blog, en russe : tupikin.livejournal.com

■■■ Les anarchistes ont également été parmi les premier-e-s à soulever la question des droits des femmes. Le 8 mars 2004, des festivals féministes ont été organisés à Moscou. Deux ans plus tard, le 8 mars 2006, cinq anarcho-féministes, dans la neige jusqu'aux genoux, ont manifesté sur le toit d'un centre commercial près de la place Rouge. Elles hissaient une banderole en forme de string rose et portaient une cagoule également rose (reprise six ans plus tard par les Pussy Riot).

DIVISION ET RÉPRESSION

En 2007, durant la période de colère provoquée par l'interdiction de la Gay Pride à Moscou (en 2012, la justice a interdit la Gay Pride à Moscou pour les cent prochaines années), les anarchistes ont organisé une manifestation illégale sous les drapeaux noirs et arc-en-ciel, pour une libération sociale et sexuelle de toutes et tous.

Ces idées sont mal acceptées dans la société en général, mais elles le sont aussi au sein du mouvement anarchiste. À la fin des années 2000, certains groupes antifascistes ont interdit à leurs membres d'afficher leur homosexualité. En 2011-2012, plusieurs femmes ont quitté Action autonome à cause du machisme ambiant. Celui-ci est à la fois très répandu

concurrent et les conflits se renforcèrent entre les différents groupes anarchistes : moins de réunions communes, des groupes agissant de manière autonome sans communiquer... Durant l'été 2010, la répression a fortement affaibli le mouvement libertaire. Quatre cents anarchistes et antifascistes de Moscou ont manifesté illégalement dans les rues de Khimki⁵ contre la politique antiécologiste et antisociale des administrations. L'action se termina à la mairie, dont les murs furent tagués et quelques vitres cassées. Les jours suivants, la répression commença. Dans la région de Moscou, à Kostroma et à Nijni-Novgorod, une grande partie des activistes furent tabassé-e-s et arrêté-e-s. À ce moment-là, plus d'une centaine de militant-e-s ont fui l'ouest de la Russie. Un an après, malgré l'apaisement des tensions, ils et elles ne sont pas tous revenu-e-s. D'autres sont resté-e-s, mais ont arrêté toute activité militante. Du coup, au cours des protestations de l'hiver 2011, le mouvement anarchiste s'est retrouvé affaibli, divisé, dans ses idées comme dans ses pratiques.

À l'automne 2012, les leaders libéraux des nouveaux mouvements contestataires, rejoints par les staliniens et les nationalistes, ont refusé l'idée d'une offensive contre le régime. Ils ont simplement célébré le soulèvement de décembre 2011, ce qui ressemble davantage à des funérailles qu'à un anniversaire. Les anarchistes semblent revenir sur eux-mêmes. Le mouvement n'est pas massif, il y a de nouveaux prisonniers politiques⁶, peu de journaux libertaires, peu de théoriciens, et aucune tradition de réflexion stratégique et de planification des activités. Des organisations existent, mais elles réunissent à peine plus de 10 % des militant-e-s. En revanche, la reprise du mouvement est animée par une fougue juvénile inépuisable, faite de sourires et de joyeux délire dans les têtes. Voilà pourquoi on ne s'ennuie jamais avec les anarchistes. Peut-être que cette énergie insouciant est la force du mouvement, cela dit on aimerait bien voir aussi autre chose...

Bon voilà, j'ai essayé de vous dépendre le passé, le futur, lui, n'est pas encore écrit...

Vlad Tupikin

5. Forêt et ville près de Moscou où une mobilisation écologique dure depuis des années contre la construction d'une autoroute. Voir le site khimkibattle.org

6. Quatre d'entre eux au moins sont en prison à Moscou, avec le risque d'être envoyés dans des camps de travail, et une autre anarchiste de Moscou a été arrêtée.

Au cours des protestations de l'hiver 2011, le mouvement anarchiste s'est retrouvé affaibli, divisé, dans ses idées comme dans ses pratiques.

parmi les militants et a largement dépassé les limites. Peut-être cela vient-il de l'arrivée dans le milieu antifasciste de nombreux jeunes hommes issus du punk hardcore. En 2008-2010, ces jeunes militants ont amené avec eux les vieilles coutumes, dont le sexisme et l'homophobie (ce qui correspond au climat général en Russie). Aussi, en 2008-2009, le mouvement anarchiste de la Russie européenne traversa une autre crise. La



LE MOUVEMENT libertaire russe, bien que comptant peu de personnes, a des outils pour défendre ses camarades en difficulté suite à la répression ou aux violences d'extrême droite. On compte deux acteurs principaux : ABC et Direct Help. La Croix noire

L'entraide des libertaires face à la répression

anarchiste, ou Anarchist Black Cross (ABC), date de 1905. Elle est réapparue en Russie en 1980 pour faire face à la répression qui s'intensifiait. Formée de groupes autonomes dans diverses villes russes, l'ABC mène des campagnes d'informations sur la répression des libertaires, organise des caisses de solidarité pour payer les frais d'avocat et soutient les anarchistes enfermés-e-s. Le but du système pénitentiaire étant d'isoler l'individu-e, l'ABC encourage

les militant-e-s à maintenir une correspondance avec les prisonnier-e-s politiques. Elle organise des séminaires et édite des brochures sur la sécurité personnelle afin de préparer les militant-e-s aux réalités de l'État policier. L'initiative Direct Help est spécifiquement destinée aux militant-e-s antifascistes et antiracistes... pour le reste, elle a les mêmes pratiques que l'ABC.

avtonom.org/abc
myspace.com/directhelp



ALEXANDER BIKBOV, SOCIOLOGUE QUI A ÉTUDIÉ LE MOUVEMENT «ANTI-POUTINE» DE 2011 À 2012, EXPLIQUE COMMENT L'EXPRESSION «RÉVOLTE DE LA CLASSE MOYENNE», UTILISÉE PAR LES MÉDIAS DOMINANTS, EST ASSEZ ÉLOIGNÉE DE LA RÉALITÉ.

LE MOUVEMENT «ANTI-POUTINE»

UNE MOBILISATION MASSIVE contre la fraude électorale et plus généralement contre le pouvoir malhonnête en Russie a commencé inopinément, le soir des élections parlementaires, le 4 décembre 2011. Une sortie dans les rues de dizaines de milliers de protestataires semblait exceptionnelle dans le paysage, plutôt dévasté ces vingt dernières années, où les actions de rue comptaient au maximum quelques centaines de participant-e-s. Elle fut vite baptisée «révolte de la classe moyenne» par des médias fétichisant la présence de manifestant-e-s jeunes et aisé-e-s, Ipad en mains. Pourtant, la recherche que le groupe NII Meetings a conduit durant les manifestations a révélé que très peu de participant-e-s correspondent à cette étiquette, l'ensemble a révélé une variété importante d'âges et de conditions sociales. Qui proteste alors dans les rues des grandes villes russes ? Quels nouveaux sens politiques et sociaux ont-ils apporté ?

Une composante sociale commune à la plupart des manifestant-e-s (60-70 %) est le niveau d'études supérieures et, souvent, l'engouement pour les formations et la culture. Cela se traduit dans une opposition guidant le mouvement : citoyen-ne-s cultivé-e-s contre un pouvoir grossier. Le mouvement a un fort côté d'autocontrôle de la violence, ce qui révèle parfois un côté quasi réactionnaire, et ces nouveaux protestataires adressent une critique féroce de la révolution aux militant-e-s de gauche, avec une allusion constante au sang et aux désordres. Les diplômé-e-s en colère ont exigé une société et un pouvoir plus honnêtes, mais également une mobilisation qui puisse rentrer complètement dans le cadre légal.

Une autre composante est une expérience de la gestion de sa propre vie et de celles des autres. Cela se révèle dans diverses formes, à commencer par une recherche d'insertion professionnelle, l'exercice problématique des libertés académiques dans les universités russes bureaucratées, ou encore la gestion de sa propre entreprise. Enfin, l'expérience des formes de lutte dites «souples» contre les injustices comme le volontariat, contre la commercialisation sauvage du centre-ville historique ou encore de charité individuelle pour les orphelin-e-s. Ces individu-e-s autonomes ont perçu comme une humiliation la prétention de Poutine et de ses proches à décider à leur place de la succession du pouvoir, des marges de la liberté d'expression et d'autres paramètres clés de la vie sociale. D'où l'autre motif fort de la mobilisation : «restitution de la dignité humaine».

DÉSILLUSIONS ET ESPOIR

En décembre, la protestation de masse semblait pouvoir bousculer le système institutionnel. Le résultat s'est avéré plus modeste. Mais cela a également transmis de nouvelles formes de solidarité et d'appropriation de l'espace urbain, par exemple lors des campements de rue, homologues aux mouvements des Indignados et des Occupy. Dix mois plus tard, on ne peut qualifier ce mouvement ni comme une mobilisation des défavorisé-e-s, ni comme une agitation sociale révolutionnaire. Si des forces très hétérogènes se croisent dans le mouvement, sa représentation symbolique tend vers la bourgeoisie libérale, avec des revendications comme la sou-

veraineté des lois, la légalisation de l'opposition et de la compétition électorale et la démission du président usurpateur. Mais l'erreur serait de n'y voir qu'une protestation stricte-ment politique, voire électorale. Sa principale composante est justement le manque d'expérience politique et associative de la plupart de ses acteurs et actrices. Dans l'espace extrêmement figé que fut la représentation institutionnelle et le vide des débats publics, toutes et tous se méfiaient des élections ou d'autres choses politiques, avant ce 4 décembre, convaincu-e-s que «tout cela ne s'améliorerait jamais». En d'autres termes, il s'agit d'un début de conscientisation, où les préférences pour des partis politiques sont encore très floues, et où les gens revendiquent plus une stabilité digne qu'un changement radical du système. Ainsi les manifestations fonctionnent pour la plupart comme un espace de l'autoreprésentation et d'une recherche individuelle ou collective de soi, au-delà du contexte institutionnel.

1. Toujours selon les données de NII Meetings.

DESSINS PARU DANS LE JOURNAL VOLIA.



Partie de la fraude électorale, la mobilisation peut-elle arriver sur le terrain social ? Les grandes manifestations, dont les coordinateurs évitaient soigneusement les slogans sociaux, ont assuré un voisinage tacite des porteurs de sensibilités socialement opposées¹. Il ne s'agit pas uniquement d'une présence réciproquement tolérée de l'extrême gauche et de l'extrême droite, mais également de participant-e-s «apolitiques» qui ont révélé, dans des entretiens sociologiques, des visions conflictuelles sur l'assistance sociale, l'immigration ou l'enseignement public. De décembre à mai, le mouvement n'a généré aucun agenda social reconnu. C'est maintenant qu'on le voit apparaître, avec l'arrivé d'universitaires, de scientifiques, d'éducateurs et d'éducatrices au sein du mouvement, qui portent un discours critique assez semblable aux revendications sociales que l'on retrouve en Europe.

Alexander Bikbov

EN FÉVRIER 2011, UNE RENCONTRE DES LUTTES FÉMINISTES S'EST TENUE À KAOLACK, AU SÉNÉGAL. CETTE RENCONTRE FUT L'OCCASION DE PARTAGER VÉCUS, EXPÉRIENCES, ET DE SE RENFORCER, ENTRE FÉMINISTES, DANS LES LUTTES MENÉES CONTRE DE MULTIPLES OPPRESSIONS. DES MEMBRES DE L'ÉMISSION RADIOPHONIQUE DÉGÉNÉRÉE DE GRENOBLE ONT INTERVIEWÉ AWA THIAM, UNE MILITANTE FRANCO-SÉNÉGALAISE

Luttes féministes en Afrique



PROPOS RECUEILLIS
PAR L'ÉMISSION RADIO-
PHONIQUE DÉGÉNÉRÉE
EN OCTOBRE 2011, MIS
EN FORME PAR BARAKA.

DégénéréE : Awa Thiam, tu fais partie de plusieurs associations. En France, tu fais partie du CADTM et de Survie, est-ce que tu peux nous en parler ?

Awa Thiam : Je suis d'origine sénégalaise, j'habite en France depuis quelques années.

Vu ce qui se passe dans le monde, je me suis sentie obligée de faire quelque chose. Je me suis investie au niveau du CADTM, qui est le Comité pour l'annulation de la dette des pays du Tiers Monde. Aujourd'hui, il deviendrait d'ailleurs plutôt le Comité pour l'annulation de la dette du monde entier, parce que les pays du Nord sont maintenant aussi endettés.

Je participe également à Survie, association qui lutte contre les relations mafieuses que la France, depuis les indépendances, depuis les pseudo-indépendances, a tissées avec les gouvernements africains...

Des relations qui concernent aussi bien la présence militaire ou l'installation de dictatures.

Au Sénégal tu fais partie d'un réseau très intéressant qui s'appelle le RADI.

Oui, au Sénégal, j'ai rejoint deux associations qui avaient déjà été créées sur place. Bien que je sois plus présente en France, j'ai senti la nécessité de lutter avec les femmes du continent. Le RADI est le Réseau africain pour le développement intégré, il regroupe plus de deux mille femmes. Beaucoup d'associations ont rejoint ce réseau pour réfléchir à ce qu'on doit faire pour sortir les femmes des situations dans lesquelles elles se trouvent actuellement, et puis en même temps chercher des voies de développement. Indépendamment du fait que nous sommes, comme toutes les femmes du monde, obligées de lutter contre le patriarcat et le capitalisme, nous devons aussi lutter contre le racisme. Nous avons donc aussi des luttes qui nous sont spécifiques et, si nous ne faisons rien, personne ne nous aidera à nous en sortir.

En février 2011, tu as participé à des rencontres à Kaolack, juste avant le Forum social mondial de Dakar.

Oui, ces rencontres se sont tenues les 3 et 4 février à Kaolack, le Forum social

mondial de Dakar débutait le 6 février. Nous avons réalisé ce forum des luttes féministes pour pouvoir apporter à Dakar le résultat de notre travail et de notre rencontre. Plus de six cents femmes du continent africain sont venues à Kaolack, ainsi que des femmes du monde entier (Amériques, Asie, Europe).

Je n'avais jamais eu l'occasion d'échanger avec des femmes d'Afrique de l'Est. J'ai compris que nous avions les mêmes problèmes, surtout celui de l'acquisition des terres. C'est un problème récurrent en Afrique pour toutes les femmes.

C'était vraiment formidable, c'était un véritable creuset de toutes ces luttes féminines, de toutes ces femmes qui sont venues dans l'espoir d'en rencontrer d'autres, mais aussi de rapporter leurs expériences et de se ressourcer avec les expériences des autres.

Certaines d'entre nous ont eu la chance d'y participer. Ce qui nous a frappées, c'est la grande diversité de femmes, de milieu urbain ou de milieu rural... C'est différent de ce

Déclaration finale du Forum des luttes féministes africaines

NOUS, FEMMES des mouvements sociaux réunies à Kaolack le 4 février 2011 à l'occasion du Forum des luttes féministes africaines,

Constatant les effets dévastateurs des crises financières, économiques, sociales, écologiques et migratoires sur la vie des femmes,

Constatant que les femmes sont les premières touchées par les impacts de ces crises,

Constatant que le système capitaliste est incapable de garantir les droits humains fondamentaux,

Conscientes que les trois systèmes d'oppression que sont le patriarcat, le capitalisme et le racisme ont des racines communes et se renforcent mutuellement et que seule une lutte articulée contre eux permettra de rétablir la justice sociale et la prise en compte effective des droits humains fondamentaux,

Dénonçons la féminisation de la pauvreté,

Dénonçons la violence faite aux femmes et aux filles sous toutes ses formes,

Dénonçons avec force les responsabilités des institutions financières internationales, des institutions financières régionales et autres cartels financiers,

Dénonçons les responsabilités des gouvernements au service du capital,

Dénonçons les responsabilités des multinationales,

Dénonçons le « système dette » qui pille les peuples de leurs ressources naturelles, humaines, matérielles

et culturelles, qui entrave toute souveraineté et tout développement endogène des peuples et étouffe toute dynamique d'émancipation des femmes,

Dénonçons les politiques migratoires qui violent les droits humains et en particulier ceux des migrantes,

Fortes des luttes féministes, de la solidarité entre les peuples et des mobilisations populaires,

Nous proposons un changement radical comprenant :

- Un système économique et financier au service des peuples et non du profit,
- Un mode de gouvernement démocratique assurant les droits politiques, civils, économiques, sociaux et culturels ainsi que ceux de la Nature, garantissant l'intégrité physique, morale et corporelle des femmes et luttant contre toutes les formes de discriminations sexistes,
- L'abolition immédiate et inconditionnelle de la dette illégitime et odieuse avec réparation pour toutes ses conséquences sur la dignité humaine et plus spécifiquement sur celle des femmes,
- L'abolition des frontières et la libre circulation des personnes.

Nous, féministes en recherche de convergences, nous engageons à renforcer les synergies d'action avec les autres mouvements sociaux qui partagent nos objectifs et appelons à nous rejoindre dans cette lutte au Forum social mondial de Dakar et au-delà.



que nous pouvons connaître des luttes féministes en France. Ici, dans les conférences féministes ou autres, ce sont souvent des personnes issues des classes moyennes ou aisées qui s'expriment. Il n'y a pas de diversité sociale comme celle que nous avons expérimentée à Kaolack.

Cette formidable participation des femmes rurales m'a beaucoup marquée et m'a beaucoup plu. Ce qui était frappant, c'était la pertinence de toutes ces femmes qui avaient une vision pour l'avenir. Elles se sont posé des questions car elles ne comprenaient pas pourquoi elles se retrouvaient toujours dans ces situations. Des femmes ont trouvé les réponses

féminines de se rencontrer. Nous avons pu dégager des plates-formes communes de réflexion et de lutte.

Quels ont été les thèmes abordés durant ces rencontres ?

Nous avons abordé beaucoup de thèmes, le problème de la terre, celui de la parité (sur le plan économique, politique, sur celui de l'éducation). Nous avons mené nos débats autour

Dans les discriminations que subissent les femmes, une question importante est celle des revenus et de l'accès aux ressources.

Oui, parce que comme, la plupart du temps, ce sont les hommes qui ont été favorisés, ce sont eux qui ont reçu l'éducation, qui ont été formés professionnellement, c'est plus facile pour eux de trouver un emploi. C'est un phénomène plus fort en Afrique mais présent dans tous les pays du monde. Les bonnes places sont pour les hommes. À compétences égales, c'est l'homme qui gagne plus.

Sans formation, sans profession, on cherche à faire des petits jobs informels pour gagner un peu de sous pour nourrir sa famille. Du coup, il est difficile d'avoir des revenus fixes.

Je vais parler pour le Sénégal que je connais, mais c'est la même chose partout. Si vous avez les moyens, vous pouvez acheter une maison mais, si vous ne les avez pas, ■■■■

« Le patriarcat a fait que c'est toujours l'homme qui a eu droit aux terres »

toutes seules. D'autres ne les avaient pas mais, pendant les deux jours que nous avons passés à Kaolack, elles ont fait le lien avec les raisons qui font qu'elles vivent ces situations, les raisons qui font que la situation est comme elle est en Afrique, et pas autrement. C'était très important. Le forum de Kaolack a permis aux femmes de tisser des liens, aux associations

de quatre ateliers : la situation des luttes de femmes au Nord et au Sud ; l'impact de la dette sur la vie des femmes africaines ; la diversité des féminismes (car nous avons des problèmes communs mais aussi des spécificités) ; le droit des femmes et l'accès à la justice, dans lequel nous avons abordé la défense des femmes face aux violences qu'elles subissent.

Témoignage de Charlotte – Guinée

Je suis de l'Association nationale des guides de Guinée et j'évolue dans de nombreux groupes féminins, notamment le Réseau national des jeunes filles leaders de Guinée, et dans d'autres associations de la société civile. La lutte pour la femme est quelque chose qui m'intéresse parce qu'aujourd'hui nous avons compris que pour l'évolution, pour le développement d'un pays, il faut d'abord l'avancement des femmes, et comment ? En les impliquant dans la lutte de la société, dans le développement de la communauté. Donc je me suis engagée à participer à ce forum social mondial parce que je sais que je suis une femme qui doit lever le ton, une femme qui doit défendre les causes des femmes. Il faut donc que je m'intéresse à ce qui est mondial, à toute rencontre qui défend les intérêts de la femme.

Pourquoi la femme n'aime pas l'évolution de son amie femme ? Elle préfère entendre la voix des hommes et coopérer avec des hommes plutôt qu'avec d'autres femmes. La femme est l'ennemie de son amie femme. Pour pallier cela, il faut que nous nous acceptions l'une l'autre

et que nous nous donnions la main pour pouvoir travailler car, en nous initiant, en nous acceptant, nous pouvons aller de l'avant. Une jeune femme formée, une jeune femme éduquée, c'est une nation qui est formée, une nation qui est développée. L'évolution des femmes doit préoccuper tout un chacun. Il faut reconnaître que la tradition pèse encore sur la femme. Elle est timide, elle voit ses droits, mais ne peut pas les défendre. Elle est toujours en arrière pour attendre et tout confier à Dieu, alors que ce n'est pas Dieu qui fera tout, il faut bel et bien qu'elle se batte, qu'elle batte sa poitrine, qu'elle se lève pour crier ses droits et défendre sa cause. Pour mieux participer à la sensibilisation des femmes et à leur évolution, il faut mieux passer par les mouvements associatifs, par les groupements. Ça peut aider la femme à sortir de l'ordinaire. C'est dans les groupements que les femmes acceptent de s'unir et décident de prendre les devants. Seule, on ne peut rien faire. Seule dans ta case, tu ne peux rien faire, il faut sortir, s'unir à d'autres, communiquer, partager des expériences, et surtout défendre ses causes.

■■■ vous n'avez pas accès au logement. C'est difficile pour les hommes, mais c'est encore plus difficile pour les femmes d'y accéder. Tout ce qui concerne le foncier est difficile pour les femmes africaines, nous n'avons pas de droit à la terre. Pour nous, dès le début, l'éducation est difficile, exercer une activité qui donne des revenus est difficile. Il est donc difficile pour nous d'avoir ce que les revenus te permettent d'obtenir. C'est d'ailleurs le problème qui se pose avec les femmes qui aimeraient accéder à un lopin de terre pour cultiver ou une parcelle pour se loger'. Le patriarcat a fait que c'est toujours l'homme qui a eu droit aux terres, mais on assiste maintenant à un nouveau phénomène : l'accaparement des terres par les multinationales. Les femmes ne perdent pas une terre agricole directement mais, lorsque le père de famille perd sa terre, c'est toute la famille qui en pâtit. Il y a quand même des avancées, les femmes s'organisent. Elles ont réussi à monter des structures, des unités de production. Mais c'est souvent dans le domaine de la transformation des denrées alimentaires et tout le monde sait que, l'agriculture africaine n'étant pas subventionnée (ce que je ne souhaite pas), elle ne peut faire face à l'agriculture des pays du Nord, subventionnée à coups de millions. Les femmes se rassemblent à dix, à vingt, à trente, créent une unité de production, fabriquent, transforment, mais le problème qui

1. Lire le témoignage de Marie-Claire.

se pose est un problème de moyens... Le consommateur préfère acheter une boîte de conserve de haricots verts ou de maïs qui vient du Nord plutôt que de la semoule ou des céréales conditionnées par les femmes du village. Un autre problème se présente à elles également, c'est celui du microcrédit. On leur a fait miroiter des facilités de crédit, mais elles se sont retrouvées dans des situations dramatiques avec les problèmes de remboursement. Certaines, c'est un cas extrême, se sont suicidées.

C'est intéressant car, lorsqu'on parle de microcrédit en Occident, on pourrait croire que ça a sauvé les femmes d'Inde, d'Afrique, et il est important de dire que ce n'est pas le cas.

Oui, j'en suis désolée, mais ça n'est pas le cas. Si le capital prêté appartenait aux Africains ou même, sur le plan local, à un groupe d'Africains qui aurait mis un petit capital de côté pour aider, ce serait bien. Mais derrière se dissimulent de grands groupes financiers. Dès qu'ils ont vu qu'en Afrique les femmes n'avaient d'yeux que pour ça, tous les grands groupes financiers sont venus prêter de l'argent, et aujourd'hui on ne sait pas exactement qui se cache derrière ces microcrédits. Parfois, lorsque vous n'avez pas les moyens de rembourser, des vigiles ou des milices débarquent chez vous : quatre grands gaillards arrivent, costume-cravate, dans un quatre-quatre. Certaines femmes se cachent, quittent leurs villes ou leurs villages pour aller se cacher

parce qu'elles n'ont pas de quoi rembourser. Je pense qu'il faut tirer le signal d'alarme, le microcrédit ne résout pas les problèmes des femmes en Afrique. Il a endetté beaucoup de femmes qui se retrouvent aujourd'hui avec des problèmes vraiment énormes. Elles sont obligées d'emprunter ailleurs pour rembourser un prêt, ce qui fait que ces femmes-là sont toujours dans le circuit du prêt *revolving*. On emprunte ici pour payer ailleurs, il y a les intérêts de ce prêt qui court, de celui-là, de celui-là... Au bout d'un moment, elles ne savent plus où donner de la tête. Ce qui est vraiment bizarre, c'est que le mot microcrédit est arrivé en Afrique avec une autre expression : activités génératrices de revenus (AGR). Mais avant ça, les femmes avaient déjà des activités génératrices de revenus. D'accord, elles sont dans le secteur informel mais, que ce soit une activité rémunérée ou pas, la femme africaine travaille toute la journée. Elle ne se repose pas. Les femmes sont dans tous les secteurs, que ce soit la vente, la petite pêche artisanale, partout. Lorsque leurs hommes ne trouvent pas de boulot, elles ne peuvent pas regarder leurs enfants et rester les bras croisés. Sur les marchés africains, il y a toujours beaucoup plus de femmes, elles vendent des petits trucs, des légumes, pour pouvoir nourrir la famille. On voit clairement que les femmes font face à des problèmes globaux liés au capitalisme mondial qui conduit à des déséquilibres, à une exploitation des ressources et des populations, et encore plus des femmes. Face à cela, quelles formes d'échanges et de solidarité peut-il y avoir entre nos mouvements féministes, en Afrique, en Europe, en France, pour qu'ils se renforcent ? Il faut décloisonner nos luttes. Tout ce qui concerne les effets néfastes du capitalisme ou du patriarcat est commun à toutes les femmes du monde. Pour le racisme, c'est autre chose, mais ces trois se renforcent, s'appuient les uns sur les autres. Nous avons du commun, il faut une certaine solidarité internationale. Nous, les Africains, n'avons pas remporté seuls la guerre contre l'esclavage et contre la colonisation, nous ne remporterons pas seuls la guerre contre le néocolonialisme. La guerre contre le capitalisme ou le patriarcat ne sera pas menée par ■

Témoignage de Marie-Claire – Burkina Faso

« On a trop de difficultés au Burkina Faso, difficultés à propos de nos parcelles, du droit au logement. Nous n'avons pas de logement, pas à manger. Nous subissons des coupures d'eau et d'électricité. Mais comme nous le voyons au forum, dans la vie, l'essentiel c'est de lutter. Si tu luttas, la lutte paye, mais il faut lutter. Pourquoi ? En 1999, on nous a dit, si vous ne payez pas vos droits de logement, nous récupérerons vos parcelles. Certain-e-s ont vendu leurs manteaux, d'autres ont détolé leurs cases, d'autres ont ramassé de la terre et du sable pour pouvoir cotiser. Moi-même, j'ai ramassé du sable pour pouvoir cotiser. Ça a duré comme ça de 1999 à 2009,

et puis nous nous sommes réunies en une coordination des associations pour aller récupérer les droits de nos parcelles. Nous sommes allées à cinq cents personnes barrer la route nationale. Rien n'a changé, alors nous sommes allées bloquer la grande porte de la mairie... Personne ne rentre, personne ne sort. Madame le maire a été obligée de nous recevoir, il y avait les médias. Elle a commencé à nous délivrer nos parcelles, mais à l'hivernage les autorités ont arrêté de le faire. Nous sommes retournées à la mairie avec nos marmites, nos seaux, nos fourneaux, nos pilons... Madame le maire a dû reculer face à notre détermination. »



JAPON
TOUJOURS CONTRE LE NUCLÉAIRE
 SOUS LE NOM de la Révolution des hortensias, le mouvement antinucléaire continue au Japon. La grande manifestation antinucléaire du 29 juillet 2012 a été un succès. Entre 10 000 (selon la police) et 200 000 personnes (selon les organisateurs) se sont rassemblées pour encercler le Parlement à Tokyo afin de réclamer l'arrêt définitif du nucléaire. Depuis le redémarrage effectif de la centrale d'Ohi, le mouvement s'essouffle un peu.

PAYS BASQUE
LA CHAISE RADICALE

DEPUIS QUE L'ORGANISATION ARMÉE, ETA, a déposé les armes, le processus de paix au Pays Basque n'est que le fait des nationalistes. La répression n'a guère faibli. Un seul exemple pour comprendre l'ampleur du phénomène: des militants – pas forcément nationalistes d'ailleurs – sont poursuivis devant la Cour de sûreté de l'État pour l'entartage de la présidente de la communauté de Navarre. Banal. Sauf que sont requis à leur encontre quatre et six ans de prison. Au cœur de l'été, les militant-e-s basques se sont, malgré tout, mobilisé-e-s pour la libération d'un prisonnier gravement malade. Un mouvement venu des prisons où des détenu-e-s étaient en grève de la faim. Comme à l'accoutumée, l'Audience nationale espagnole a interdit les manifestations à l'extérieur, amalgamées à du soutien au terrorisme. Et ce dans un contexte où aucun attentat n'a eu lieu depuis 2009. Face à la répression, la gauche basque est toujours contrainte d'inventer des stratégies de contournement, avant que les loups s'adaptent. Ainsi, fin août, c'est à l'aide d'une chaise portant le nom de losu Uribetxebarria, prisonnier malade, que la revendication a été portée. Accompagnée de la déclaration des droits de l'homme, la chaise a sillonné les rues de Donostia (Saint-Sébastien) en franchissant les menaces et contrôles d'identité pour parvenir jusqu'à l'hôpital où le prisonnier était détenu. Depuis, losu a été libéré, mais comme on dit, la lutte continue!

CHIAPAS
REGAIN DE TENSION ET TORTURE CARCÉRALE

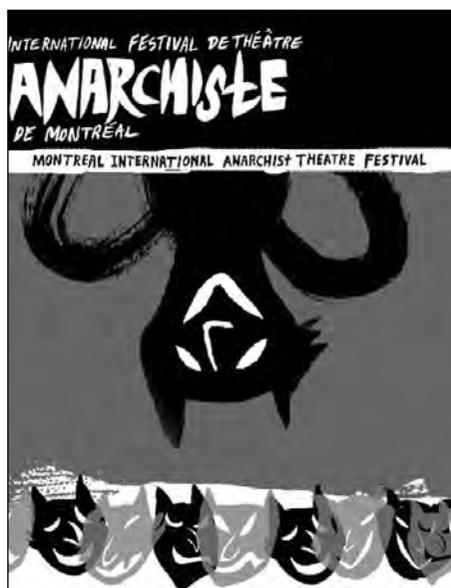
LE 6 SEPTEMBRE DERNIER, la communauté Comandante Abel, municipalité autonome rebelle zapatiste «La Dignité» (dépendant du caracol de Roberto Barrios) a été le théâtre d'un renouveau de la sale guerre que l'État mexicain livre aux zapatistes : les paramilitaires de Paz y Justicia se sont réappropriés par des forces des terres récupérées et occupées par des paysan-ne-s bases d'appui de l'EZLN. Le 8 septembre, ce sont soixante-treize familles de ces BAEZLN qui sont parties se réfugier dans la montagne. Sur place, la configuration est proche de celle du massacre d'Acteal : en 1997, quarante-cinq indigènes avaient été assassiné-e-s par des paramilitaires du même acabit – organisés, formés, armés, financés par l'État. Notons aussi que l'emblématique prisonnier politique Alberto Patishtán, enfermé depuis douze ans, voit sa condamnation réexaminée par la plus haute instance juridique du pays, en vue de l'éventuelle annulation de celle-ci, et donc de sa libération. Mais ce n'est hélas pas un geste désintéressé, charitable ou politique : une tumeur au cerveau vient d'être diagnostiquée à Alberto, il a déjà pratiquement perdu la vue – et, au Mexique comme ailleurs, il est préférable, pour le pouvoir, de ne pas être trop mal en point en prison, pour ne pas attirer l'attention et, surtout, en cas de fin tragique, pour ne pas faire monter les statistiques des mort-e-s en prison.



MEXIQUE
RÉSISTANCE À UN COULOIR ÉOLIEN

DANS L'ISTHME DE TEHUANTEPEC, État de Oaxaca, les communautés indiennes s'opposent avec détermination à l'implantation d'un gigantesque parc éolien sur leur territoire. Il s'agit d'une pièce clé du Système d'interconnexion électrique des pays d'Amérique centrale (SIEAC) du plan Puebla-Panamá, qui compte avec des financements de la Banque mondiale et du FMI. Une « sale guerre » a commencé avec les populations locales. Les entreprises qui ont répondu à l'appel d'offres pour réaliser le parc éolien se sont alliées avec la centrale syndicale CTM pour diviser la communauté, recruter les ouvriers et pénétrer de force sur les territoires disputés. Dans un communiqué récent, la communauté Ikoote de San Dionisio del Mar alerte les organisations et personnes solidaires à travers le monde sur les conséquences possibles des agressions qu'elle subit. Elle réaffirme face aux entreprises et au gouvernement qu'elle ne cédera pas aux menaces et qu'elle continuera de défendre son territoire, quelles qu'en soient les conséquences.

Plus d'infos : lavoiedujaguar.net



QUÉBEC
FESTIVAL INTERNATIONAL DE THÉÂTRE ANARCHISTE
 Le 8^e Festival international de théâtre anarchiste de Montréal (FITAM), seul festival au monde dédié au théâtre anarchiste, recherche des participants et participantes pour un événement théâtral les 21 et 22 mai 2013. Date limite d'inscription : le 20 janvier 2013. Le FITAM est aussi à la recherche de pièces de théâtre écrites en français ou en anglais, mais aussi de monologues et d'actes muets d'inspiration anarchiste.
 Plus d'infos : anarchiste-theatrefestival.com/fr

ANGLETERRE
BIBLIOTHÈQUE SQUATTÉE À LONDRES

LES COUPES BUDGÉTAIRES sévissent outre-Manche : des bibliothèques ferment, comme en avril dernier dans le quartier de Friern Barnet, au nord de Londres, malgré les protestations des habitant-e-s. En septembre, des squatteur et squatteuses ont réoccupé le bâtiment promis aux promoteurs, et, grâce à des dons de livres, ont relancé un service de prêt, de facto autogéré – une initiative largement soutenue dans le quartier, contrairement au projet municipal de remplacer l'ancienne bibliothèque par un service bénévole, logé ailleurs. Aucune expulsion n'étant en vue, l'heure est aux discussions entre la mairie, les occupant-e-s et les gens du quartier sur le devenir de leur bibliothèque. L'ancien service sera-t-il rétabli, avec ses employé-e-s municipaux-ales ? Remplacé par une bibliothèque bénévole dans les mêmes locaux, autogérée par les habitant-e-s ? Ou par un service municipal au rabais, dans un autre local, tenu par des bénévoles encadré-e-s par la mairie au lieu de salarié-e-s ? Des questions politiques non encore tranchées...

entretien L'OUVRAGE **COMMUNISME : UN MANIFESTE**, PARU RÉCEMMENT, EST AUTANT UNE ANALYSE POLITIQUE DU MONDE COMME IL VA QU'UNE PROPOSITION POUR S'ORGANISER ET LUTTER CONTRE LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE. NOUS AVONS RENCONTRÉ LÉNA ET JOSEP, DEUX DES NOMBREUX AUTEUR-E-S DE CE MANUSCRIT.



MANIFESTEMENT COMMUNISTE

Propos recueillis et mis en forme par **Gildas**.

Avant d'entamer l'échange autour de ce Manifeste communiste, pouvez-vous présenter ce Collectif pour l'intervention qui signe l'ouvrage ?

Léna : C'est un collectif d'amis qui se sont réunis pour écrire ce texte. Ils avaient en commun l'appartenance à des luttes qu'on peut qualifier « d'autonomes » dans le sens où elles étaient à l'écart des syndicats et groupes représentatifs. Mais nous nous trouvons confrontés à des impasses dans les milieux politiques auxquels nous appartenions. Il y avait donc quelque chose à renouveler dans la manière de s'organiser.

Vous débutez l'ouvrage en abordant le système capitaliste, que vous réduisez étonnamment à son aspect économique.

J. : Nous ne voulons pas éclairer ce qu'est le capitalisme par une nouvelle théorie de l'économie politique. Il s'agit plutôt de poser un fait important. Le capitalisme a été tellement naturalisé comme un décor, comme seule forme d'organisation du social, qu'il fallait dire qu'il est avant tout une politique, très

volontariste. Que l'économie est la politique qui gouverne les conduites des humains, qui fait résonner des gestes, des affects, des intelligences... Cette politique est menée par des gens concrets, qui sont dans des endroits identifiables. Nous les nommons militants de l'économie. Ce sont des humains qui interviennent pour garantir que ce qui se présente comme un système tienne - que ce soit les patrons, les propagandistes des médias, les gouvernants qui fabriquent le cadre à partir duquel tout cela s'impose par la gestion ou la contrainte. De l'autre côté, il existe des forces adverses qui ne veulent ni de l'exploitation capitaliste ni de sa gestion par les institutions étatiques. Ces forces adverses, il faut les redéfinir. C'est nous et c'est d'autres. Et c'est ce rapport entre nous et ces autres qui doit aussi être redéfini : travailler ce rapport est, à proprement parler, proposer une forme d'organisation.

Vous réemployez aussi la séparation ami/ennemi. Est-ce que les ennemis sont réductibles à ces militants de l'économie ?

J. : On peut se contenter de dire que ce sont les militants de l'économie. Toutefois, dans l'ouvrage, nous faisons une distinction qui peut paraître ambiguë, en parlant des sujets de l'économie. Les militants de l'économie sont clairement identifiables, comme on le disait plus haut. Les sujets de l'économie sont ceux qui par leurs conduites font vivre la machine économique de façon productive. Et ceux-là, c'est aussi nous de différentes manières. Ce n'est pas une question de morale. L'économie est un système de production de subjectivité, et pas uniquement de marchandises. Elle fabrique aussi nos liens et nos modes de vie. C'est à cet endroit qu'il faut refabriquer une ligne de partage entre ami et ennemi. Et s'interroger

sur ce qu'être dans un camp suppose. Qu'est-ce que cela signifie d'être ami ? Qu'est-ce que la fabrication de l'amitié pour ceux qui sont dans un rapport antagoniste à l'égard du capital ?

À l'intérieur du camp ami, il y a de la différence. Nous pensons que cette différence ne doit pas être écrasée par une conception du communisme dans laquelle nous nous reconnaissons pourtant.

L. : Si on prend les choses sous l'angle du féminisme, on ne peut pas réduire les ennemis aux seuls militants de l'économie. Néanmoins, cela nous donne à comprendre ce qu'il faut trouver pour pouvoir lutter. À partir de rapports d'antagonisme, construire des abstractions comme un « ennemi » permet de trouver comment agir. Dans le mouvement féministe, il est important de trouver quel est l'ennemi ou quelle est l'abstraction qui va nous permettre d'entrer en lutte. Dans le livre, nous nous concentrons sur les militants de l'économie parce que nous sommes confrontés à un pouvoir capable négocier sur le féminisme par une pseudo-égalité des chances alors qu'il ne peut pas négocier la fin de l'économie.

Est-ce que cela explique aussi l'abandon de la séparation bourgeois/prolétaire que l'on aurait pu s'attendre à retrouver dans un manifeste communiste ?

J. : Nous ne disons pas que cette séparation n'est plus opérante ou qu'elle n'existe pas. La lutte des classes est active et se réactive partout aujourd'hui, que ce soit dans les pays arabes ou aux États-Unis. La question n'est pas de savoir si ce concept est désactivé mais plutôt s'il est central. Faut-il continuer à réinventer une figure unificatrice, qu'on a appelée prolétariat ou classe ouvrière, et qu'on a essayé de prolonger avec la figure du précaire ? Nous voulons quitter cette fiction d'une figure unificatrice,



bien qu'il faille trouver une forme pour unifier les antagonismes qui surgissent dans la confrontation avec le capital.

L. : L'idée de prolétariat est aussi trop limitée car ce que le capital nous fait subir ne peut pas être réduit à un rapport de production. Quand il n'y a plus de poissons dans la rivière à côté de chez moi, c'est un milieu vivant et ma manière de vivre qui sont exploités.

C'est pourquoi vous parlez de vies mutilées ?

J. : La question a été de savoir quels sont les nouveaux dispositifs d'exploitation du capital. Le capitalisme ne se contente plus d'exploiter la force de travail, mais aussi de capturer les formes relationnelles de tout être sur cette Terre... À commencer par les humains, mais pas seulement. Pensons simplement à l'exemple de la brevetisation du vivant...

On passe alors de «l'exploitation du travail vivant à l'exploitation de la vie», comme vous le dites dans le livre.

J. : Oui, il y a des dispositifs très formalisés pour exploiter la vie par des formes d'évaluation, de calculs permanents... Si on prend l'exemple du contrôle des semences agricoles, des semences fabriquées dans des labos et devenues brevetables ont été introduites. Cela s'est fait aux dépens de tout un tas d'autres semences qui avaient leur mode d'existence dans des rapports temporels autres que la temporalité capitaliste, dans des relations humaines complexes avec un milieu. À chaque fois, le capital s'appuie sur les formes relationnelles, puis il les dévaste. La dite «révolution verte» est exemplaire à ce titre.

L. : On pourrait croire à une contradiction quand on dit à la fois que le capital mute les relations et qu'il s'en nourrit. En fait, le capital stimule les relations et les médiatise par l'argent. Ainsi, il va tenter de transformer toutes les inventions collectives en innovations «marchandisables».

À ce sujet, vous dites une chose surprenante. Pour continuer à exister – malgré les destructions massives –, «le capital a besoin de solliciter les promesses du communisme». Pouvez-vous expliquer ce paradoxe ?

J. : En fait, le capitalisme nous garantit beaucoup de choses : le logement pour nombre d'entre nous, la consommation qui nous met dans un rapport

passionné aux objets... Il permet de s'inscrire dans un projet permanent, de se sentir compétent, capable, d'avoir des liens et un emploi du temps.

L. : L'économie, pour continuer à exister, stimule l'interdépendance entre les humains, et stimule la force vitale de n'importe quel champ de blé qui pousse pour pouvoir faire du fric dessus. Or, cette interdépendance et cette force vitale peuvent exister sans le capitalisme, mais le capitalisme ne peut pas vivre sans.

J. : Toutes ces formes de coopération, d'interdépendance, d'invention collective et de savoirs partagés pourraient servir à définir le communisme. Mais lui n'a pas besoin d'accumulation du capital ou de propriété privée pour tisser l'existence d'un monde. En ce sens, le capital sollicite des formes de vie communistes

charge antagoniste.

L. : Nous avons voulu assumer l'héritage de l'autonomie ouvrière tout en redéfinissant ce qu'il faut entendre par «autonomie». Il nous semblait important de conserver l'idée d'antagonisme apparue dans ces années-là. Il ne s'agissait plus de définir une classe productive mais une classe politique. Dès lors, être autonome du capital signifie être dans un antagonisme irréductible. Ainsi, lorsque l'on dit que la politique du communisme c'est l'autonomie, il s'agit d'affirmer qu'en tant que communistes ce à quoi nous tenons d'abord, c'est à ce que les conditions d'existence de la politique soient possibles. Le capitalisme comme politique a annihilé toute politique. Alors que pour nous il faut faire vivre la politique, comme confrontation, opposition entre

« Pour le capitalisme, l'autonomie consisterait à tenir debout tout seul. Nous, nous disons que l'autonomie c'est tenir debout, mais pas tout seul. »

pour, au bout, les défaire. Il est en ce sens un véritable appareil de capture.

Le communisme est associé chez vous à ce que vous nommez l'autonomie.

J. : Ce mot d'autonomie est polysémique. On peut parler d'autonomie ouvrière, en référence à la figure du prolétaire se niant en tant que force productive dans les années 1970. Aussi, le capitalisme se ressource dans les confrontations qui lui sont opposées. Les Trente Glorieuses ont ainsi été cette période d'intégration des aspirations de la classe ouvrière à la consommation, à la «promotion sociale» par l'intégration de l'antagonisme entre le travail et le capital. Le capitalisme a trouvé alors de nouvelles opportunités de développement dans les aspirations mêmes de la classe ouvrière à une répartition de la richesse. On peut dire que les années 1990 ont constitué l'âge du capital au cours duquel il a pu faire croire à la fiction de son autonomie à l'égard du conflit ouvrier. Il semblait ne plus avoir besoin d'intégrer ce qui s'opposait à lui, aussi parce que plus rien ne s'opposait à lui. Il n'y avait pas d'autres formes de vie possibles que l'être économique. Le capitalisme pouvait se vanter d'avoir réalisé son utopie. Il nous fallait alors reformuler le concept d'autonomie, réactiver sa

des points de vue, recomposition d'un champ politique sans la centralité d'un quelconque sujet politique.

Si on décline cette idée à un niveau individuel, l'autonomie d'un sujet n'est plus son libre arbitre. Au contraire, les conditions d'existence d'un sujet correspondent à l'ensemble des interdépendances avec des êtres et des choses qui composent son milieu matériel et social. Parmi ces choses avec lesquelles nous sommes en interdépendance, une bonne partie ne peut pas faire de politique, parce que ce sont des animaux, par exemple. Il est donc important que nous, en tant que sujets politiques, défendions nos milieux de vie et la continuation de la vie sur terre.

En parlant d'autonomie comme une interdépendance, vous vous démarquez aussi de l'individualisme loué par le capitalisme.

L. : Pour le capitalisme, l'autonomie consisterait à tenir debout tout seul. Nous, nous disons que l'autonomie c'est tenir debout, mais pas tout seul. Déléguer ce qui nous fait tenir debout, c'est être dans la fiction que l'on peut tenir debout tout seul.

J. : En effet, derrière l'idée d'autonomie, il y a d'abord celle de ne plus déléguer aux institutions ou à des marchandises les médiations qui nous font ■■■

À LIRE

Collectif pour l'intervention

communisme :
un manifeste

NOUS

Communisme : un manifeste
Collectif pour l'intervention, Nous, 2012, 96 p.



■ tenir ensemble. Ceci se pose aussi bien pour la transmission des savoirs que pour le soin, le transport, la production de nourriture, d'énergie, etc.

Est-ce que l'autonomie peut exister dans le monde capitaliste ?

L. : Il n'y a pas de possibilité d'être en dehors du monde dans lequel on vit. Mais il existe des dehors dans le dedans.

J. : Il y a des dehors dans le dedans, sinon on serait dans une totalisation qui ne nous permettrait rien du tout. C'est l'une des impasses de l'ultra gauche qui pense qu'il n'existe que du dedans du capital. Il existe un dehors, qui est l'ensemble des formes de vie collective qui s'extraient, même partiellement, du monde réglé par la gestion étatique du capital. Il s'avère souvent que ces formes de vie deviennent de plus en plus irréductibles à la valorisation marchande. Pour nous, des formes d'autonomie peuvent émerger et il en existe ici et maintenant. Il faut alors leur donner une puissance offensive.

Justement, l'ouvrage offre une vision optimiste. Vous faites de ces lieux d'autonomie les points d'ancrage d'une nouvelle résistance, alors qu'on pourrait y voir les derniers bastions pas encore colonisés par le capitalisme ?

L. : C'est les deux à la fois. C'est pour ça qu'il nous paraît important que les lieux s'assument comme politiques. Ils doivent *a minima* résister tout en assumant l'antagonisme politique qui existe entre eux et le capitalisme.

J. : En effet, on pourrait nous accuser de faire l'apologie des alternatives. Il ne s'agit pas de cela. Il s'agit de trouver des formes de coappartenance politique, de reconstituer des formes d'amicalité politiques. La politique est simultanément réactivation de la division, d'une ligne de partage entre amis et ennemis, mais aussi recomposition permanente du camp des amis.

Ainsi, vous semblez abandonner le monde du travail. Vous dites : «L'usine n'est plus le cadre essentiel des luttes politiques».

L. : Cet endroit est toujours pertinent pour les luttes, mais il n'est plus central. L'invention d'un nouveau type d'organisation politique que l'on appelle de nos vœux devrait s'appuyer sur la conflictualité qui existe dans les rapports de production, mais aussi sur les expériences d'autonomie matérielle, qui sont des espaces précieux de réappropriation et d'invention collective. Elle devrait aussi être inspirée par des collectivités qui ont la volonté de résister à la lecture dans la langue du capital des rapports humains qui les constituent, et à leur traduction en argent. Nous les nommons «corps opaques» dans le sens où leurs rationalités ne sont pas réductibles à la rationalité économique : les corps opaques sont tous les collectifs ou les personnes que les capitalistes traitent de fous. Dès lors, la conflictualité à l'égard du capital a bien d'autres formes que celles que l'on rencontre dans le monde du travail.

Oui, mais le cadre du travail reste central, si l'on observe les derniers grands mouvements sociaux que sont les retraites ou le CPE ?

J. : Nous étions présents dans ces luttes, et c'est toujours une joie de voir émerger des forces hostiles à la gouvernance du capital. Mais devons-nous attendre éternellement le prochain mouvement social ? Lors des mobilisations pour les retraites en 2010, il ne s'est finalement pas passé grand-chose, sauf une énième vérification que ces mobilisations sont entièrement entre les mains des syndicats jaunes. Allons-nous indéfiniment nous dire que, si l'on veut cent cinquante mille personnes dans la rue, il faut attendre un appel syndical

autour du travail ? Les assemblées grecques, américaines et espagnoles sont des exemples de contournement des partis et des syndicats. Mais comment en préserver la continuité ? Comment potentialiser leur antagonisme ?

L. : Le mouvement des retraites est resté dans le jeu des revendications audibles par le capital, et donc potentiellement intégrables. À l'inverse, un autre mouvement – nettement moins fort – comme la grève des chômeurs qui a eu lieu en 2010 jouait le jeu de la revendication – c'est-à-dire de l'explicite –, mais avec des revendications irréalisables pour les autorités. Même l'intitulé «grève des chômeurs» constituait un paradoxe inassimilable pour les institutions. De cette manière, il affirmait une opacité tout en cherchant la visibilité. Ainsi était affirmée une rationalité irréductible au capitalisme, même si ce mouvement était composé de tendances diverses.

Ces propos rejoignent votre critique du mouvementisme...

J. : Attention, il ne s'agit pas d'un mépris des mouvements sociaux. Nous ne souhaitons pas disqualifier ces mobilisations. Cependant, la question n'est pas forcément celle de la critique mais plutôt de savoir dans quelle impasse cela nous emmène. Pas question de dire, comme on entend parfois, «ce sont des crétins enrôlés pour un jour par les syndicats», mais plutôt d'interroger ce qu'on peut faire dedans. Et là nous y trouvons des impasses, y compris dans la logique «radicale» qui consiste à s'y greffer, puis à radicaliser les manifs... Même si ça peut être estimable, il y a un côté avant-gardiste peu intéressant, parfaitement éphémère.

À cette impasse du mouvementisme, vous rajoutez celle de la spécialisation militante.

L. : Cette spécialisation militante, nous l'avons constatée dans le mouvement radical, notamment après le CPE qui a été suivi d'un affaiblissement des grands mouvements. Nombre d'entre nous sont engagés dans des luttes qu'on appelle spécifiques, comme le nucléaire ou le soutien aux sans-papiers, avec l'idée qu'ils seraient des lieux d'ancrage privilégiés pour déployer des analyses plus globales du capitalisme. Mais bien souvent, ces analyses, nous les gardons trop pour nous, par crainte de diviser des collectifs de lutte qu'on met beaucoup d'énergie à maintenir en vie. Du coup, nous en restons aux revendications spécifiques, et la puissance de critique globale n'apparaît pas. C'est pour cela que nous cherchons à trouver une forme de coordination, ou de synthèse de tous ces ancrages spécifiques. Nous voulons attaquer le capital en tant que tel, mais justement pour cela, nous restons persuadés qu'il est important de ne pas abandonner ces luttes comme lieux de confrontation dans le réel des situations.

D'ailleurs, vous dites qu'«une solution est de s'appuyer sur les expériences communautaires qui ont pu naître, ou se renforcer, à l'occasion d'un conflit».

Et qu'«il s'agit alors de maintenir autant que possible la communauté de lutte».

J. : Il s'agit de se détacher des formes de clôture identitaire qui se produisent dans la radicalisation des luttes. Des communautés politiques seulement affinitaires produisent des logiques autoréférentielles qui rendent impossibles la composition politique. En proposant dans le manifeste la création de comités, nous souhaitons réintroduire un travail de coappartenance politique là où il y a souvent de la méfiance... Nous voulons inscrire les luttes dans la continuité, tout en échappant aux logiques de camaraderie dans laquelle on se raconte toujours les mêmes histoires, de préférence celles qui s'en prennent à ceux qui seraient les plus proches de nous politiquement. La caricature a été l'histoire de la «désidentification» politique, où plus on se prétendait inassignable pour le pouvoir, plus on s'affirmait finalement comme groupuscule anarcho-autonome hyperidentifié. La question de la visibilité, pour nous, doit être conciliée avec des formes d'opacité à l'égard de la transparence voulue par le capital et l'État, mais surtout avec des formes égalitaires dans le rassemblement politique. C'est pour

cette raison que nous continuons à croire en l'assemblée comme levier politique.

L. : Jusqu'à maintenant, dans les groupes politiques – des syndicats aux groupes radicaux –, il semble qu'il fallait choisir entre, d'un côté, une politique formée sur une idée commune, une volonté commune, une structure commune à défendre et, de l'autre, une politique basée sur une communauté d'amitié, sur l'épreuve de la camaraderie, sur l'espoir dans l'émergence d'un mouvement spontané. C'est un choix absurde. C'est choisir entre la coquille vide et le mollusque ! Nous, ce qu'on veut, c'est un organisme vivant, articulé avec un squelette...

Cet organisme vivant, c'est ce que vous nommez comité. Pouvez-vous nous en dire plus ?

L. : Cela reste un chantier ouvert, mais il nous semble important d'assumer une dose de formalisme et de visibilité. Quelles sont les règles du jeu entre nous ? Sur quoi sommes-nous d'accord et pas d'accord ? L'idée est de rendre possible un travail critique au sein des collectifs et entre eux. En outre, cela demande aussi une grande attention à la vie du collectif, et aux rapports de domination en leur sein.

J. : Le collectif qui se constitue aujourd'hui comme comité regroupe des personnes qui ont des interventions politiques diverses. Ainsi, la question des formes d'autosubsistance est posée par certains à la campagne, lorsque d'autres sont investis dans les mouvements de chômeurs et précaires qui posent la question de la précarité dans des politiques d'austérité, et d'autres sont très investis dans les luttes antinucléaires... La question est de savoir comment donner une existence commune à ces choses-là. La question est aussi de donner une spécificité politique aux comités. Elle doit se trouver dans le fait de défendre partout une politique communiste et une intervention politique qui visent le capitalisme en tant que tel, et non tel ou tel champ spécifique de la gestion étatico-capitaliste.

Vous terminez le manifeste en abordant ce que vous appelez «horizons post-capitalistes». Pourquoi parler d'héritage toxique à la fin et non au début de l'ouvrage dans votre critique du capitalisme ?

L. : L'idée était de se positionner à l'encontre des formes de

révolutionnarisme qui nous content des lendemains qui chantent, où il suffirait de se débarrasser du capitalisme. Or si on prend au sérieux notre position de révolutionnaires, il faut imaginer dès maintenant ce qui serait matériellement possible, pour ne pas se raconter trop d'histoires. Les structures qui ont été fabriquées dans un monde capitaliste comme les centrales nucléaires existeront même après le capitalisme. Dans ce dernier chapitre, nous tentons d'imaginer – même si le futur nous dément toujours – comment faire quand on hérite de ces éléments toxiques pour les démanteler sans avoir à reconduire le monde qui va avec. Nous essayons de regarder en face les coûts que pourrait avoir un horizon post-capitaliste.

Bien loin de l'apocalypse, vous mettez d'ailleurs en avant la joie de vivre.

L. : Nous avons eu de nombreux débats sur cette expression de «joie de vivre». Cette idée vient en balance avec celle de vie mutilée. Nous pensons que là où l'on peut se dégager des médiations du capital, il est possible de défaire la mutilation des relations humaines.

J. : En tout cas, il ne s'agit pas d'une injonction à être joyeux. La joie de vivre serait plutôt une forme d'attention envers les autres et à l'égard de lieux où nos relations s'instaurent, où cette attention se déploie. C'est cela aussi qu'évoque l'autonomie dont nous parlons. Pour reprendre le texte du manifeste, on pourra dire : «Le communisme, c'est la confiance accordée à ce que les êtres sont et à ce que leurs relations peuvent être». ■

**ILLUSTRATIONS
ISSUES DE
L'EXCELLENT
OUVRAGE DIX JOURS
QUI N'ÉBRANLÈRENT
PAS LE MONDE, 2011,
ÉD. PAPIER
GACHETTE**





L'UTOBUS

UNE MÉDIATHÈQUE SOCIALE ITINÉRANTE

L'UTOBUS EST UNE MÉDIATHÈQUE SOCIALE ITINÉRANTE QUI EXISTE DEPUIS UN AN ET DEMI. CETTE EXPÉRIENCE SINGULIÈRE EN MILIEU RURAL SE VEUT UN OUTIL POUR CRÉER DU LIEN ET OCCUPER L'ESPACE TOUT EN DIFFUSANT DES IDÉES ET DES PRATIQUES LIBERTAIRES.

LE PAYS DU ROYANS est un canton rural à la frontière entre les départements de la Drôme et de l'Isère. C'est là que le collectif libertaire La Rue Râle, affilié à la Fédération anarchiste (FA), est actif depuis six ans et y organise régulièrement divers événements (projections, rencontres, concerts ou pièces de théâtre) dans une démarche d'éducation populaire. Sur ce petit bout de territoire, éloigné des grands axes de circulation et des grands pôles économiques, leurs stratégies de lutte en tant que groupe militant se sont donc adaptées aux spécificités du territoire. En cherchant toujours à rester en lien, à composer et à construire avec les autres et à s'intégrer dans le tissu social local, les membres du collectif ont su prendre en compte les caractéristiques de cet environnement rural pour affirmer et affiner leurs positionnements politiques et militants. C'est donc dans cette logique que, depuis un peu plus d'un an, ils et elles ont monté une médiathèque sociale itinérante – une sorte de bibliobus militant qui parcourt le canton pour diffuser des brochures, des livres et des films politiques.

UNE BIBLIOTHÈQUE ITINÉRANTE

Cette envie de monter une bibliothèque itinérante qui se déplacerait de village en village avait germé depuis plusieurs années. Mais c'est à la fin de l'année 2010 que le projet se concrétise. Le groupe lance un appel à dons pour constituer un fond d'ouvrages, prend contact avec différentes éditions libertaires en expliquant la démarche et passe une annonce dans *Le Monde libertaire*. Les réponses sont de suite très nombreuses, enthousiastes, et le nombre de livres reçus devient vite conséquent. Par ce biais, environ 80 % du fond sera constitué. C'est la FA de Chambéry qui complète alors le stock en prêtant aussi quelques ouvrages. Pour ce qui est du véhicule, il sera mis à la disposition du projet par un des membres du collectif, artisan, qui acquiert alors un petit camion pour son activité professionnelle. Il reste à l'aménager de façon pratique pour pouvoir monter et démonter facilement les bibliothèques. Des meubles amovibles sont donc construits sur mesure. Des affiches militantes collées à l'intérieur du camion ainsi qu'un grand drap noir peint permettront de finaliser la décoration. En tout, ce ne sont qu'une centaine d'euros qui seront versés au projet. L'Utoabus est né. C'est six mois plus tard, en juin 2011, que la petite

médiathèque itinérante effectue sa première sortie. Il y a alors entre 400 et 500 livres disponibles. Depuis, leur nombre n'a cessé d'augmenter pour atteindre 700 ouvrages et une centaine de films en DVD. Des ouvrages qui sont classés par thèmes ou catégories : racisme, religion, luttes sociales, féminisme, enfermement, économie, art, poésie, écologie, romans, littérature enfantine ou BD... Sont également disponibles des émissions de radio de Radio libertaire ou de France culture.

L'Utoabus sort une fois par mois, de façon régulière, sur le lieu de distribution de paniers d'une AMAP locale. Sur le canton, il a aussi été invité, tout au long de l'année, lors de différentes manifestations et est présent lors d'événements organisés par le collectif libertaire.

LE FONCTIONNEMENT

Le projet est ainsi autofinancé mais ne coûte quasiment rien. Comme les ouvrages ont tous été offerts ou prêtés, seuls restent à couvrir les frais kilométriques. Mais ceux-ci sont minimes car l'Utoabus, en intervenant sur le canton, ne parcourt jamais de longues distances. Ces quelques frais de fonctionnement sont pour l'instant couverts par le groupe La Rue Râle. Les Rencontres libertaires qu'il organise chaque année sont souvent l'occasion de rassembler quelques deniers en soutien au projet. En pratique, le prêt de documents est gratuit (un chèque de caution de 20 ou 30 euros est demandé). Une caisse à prix libre existe. Sans être toutefois mise en avant, elle permet cependant à celles et ceux qui le souhaitent de soutenir l'initiative. Un petit cahier explicatif vise à rendre les gens autonomes dans la démarche d'emprunt.

Après un peu plus d'un an de fonctionnement, le bilan est très positif. Entre trente et quarante personnes empruntent régulièrement des ouvrages. Les déplacements de l'Utoabus sont autant de possibilités de rencontres et d'échanges.

De plus, la gratuité et la démarche de prêt créent des rapports intéressants entre les gens. Les membres du collectif constatent que ce principe de médiathèque modifie sensiblement les relations et la nature des échanges. Contrairement à une table de presse où le rapport de consommation entre vendeur-euse et acheteur-euse peut parfois être difficile à dépasser, dans l'Utoabus, les gens s'assoient, feuilletent et prennent le temps. L'ambiance





est différente, moins austère, plus conviviale. Du coup, la médiathèque comme vecteur d'idées et de pratiques trouve sa place dans le paysage local. Porté par cette dynamique, le collectif La Rue Râle pense déjà à ouvrir le projet pour permettre à d'autres personnes de s'y associer. L'idée est, à terme, de faire vivre l'Utobus de façon autonome, comme un projet dissocié et indépendant des autres activités du groupe. Car l'initiative commence à s'étendre, au fur et à mesure que le réseau de personnes grossit. Par exemple, il y a déjà deux points de dépôt possibles dans deux villages différents pour les retours de livres. Le premier dans une boulangerie et le second dans un cabinet médical, preuves s'il en est de la réalité d'une implantation locale, au-delà des cercles militants.

Si cette expérience s'assure ainsi une certaine respectabilité, une vraie reconnaissance, et tisse sa toile sans pour autant renier ses desseins subversifs, c'est qu'elle s'appuie et vient compléter un travail de terrain, amorcé depuis plusieurs années. Elle semble donc réussir là où peut-être trop de groupes politiques se cassent les dents : faire vivre et cohabiter des pratiques libertaires dans un tissu social diversifié, oser se confronter et sortir des ghettos militants, savoir analyser, percevoir et prendre en considération les réalités spécifiques de l'environnement dans lequel on évolue. S'inscrire durablement sur un territoire, agir là où l'on habite, là où l'on vit, là où l'on travaille. Des pratiques et des modes d'action qui font certes souvent le choix de ne pas se confronter directement avec le système dominant mais qui agissent sur d'autres ressorts. Des dynamiques de rencontres essentielles à la construction d'alternatives solides. Et qui permettent d'entrevoir les prémices d'une autre société.

Rafito

Un éditeur indépendant

En collaboration avec la librairie Quilombo.
www.librairie-quilombo.org

REPAS

LE RÉSEAU REPAS (Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires), qui a vu le jour en 1995, regroupe des « entreprises aux statuts très variés, aux métiers différents, aux histoires particulières, [où] s'expérimentent [...] de nouveaux rapports au travail, de nouvelles relations producteurs-consommateurs et des présences engagées sur les territoires ». « Autogestion, solidarité, mutualisation, fonctionnements collectifs, coopération, égalité entre les individus, forment les bases de pratiques diversifiées qui s'incarnent dans chaque structure avec des variations [...] mais toujours dans un écart revendiqué face aux modèles classiques de l'entreprise capitaliste. » Il s'est donné comme but premier de « répondre au besoin de ces



entreprises, de mieux se connaître mutuellement et d'échanger sur leurs pratiques ». De toutes les régions, elles se consacrent aussi bien à l'agro-écologie qu'à la fabrication de meubles en bois, aux formations en éco-construction qu'à la phyto-épuration ou au maraîchage en traction animale. La maison d'édition a été mise en place en 2003, pour répondre au besoin de la transmission. Le réseau est organisé juridiquement en association loi 1901 et un comité de pilotage gère la maison d'édition. Cette dernière a une seule collection, « Pratiques utopiques », mais contribue aussi à diffuser les Presses de l'économie sociale. Les douze titres de la collection « Pratiques utopiques » sont en partie réalisés par une coopérative indépendante, La Navette, pour un tirage oscillant entre 1 000 et 2 000 exemplaires par ouvrage. Si les livres publiés sont choisis par le comité de pilotage, ce dernier est de plus en plus sollicité par l'extérieur. Ici, « il ne s'agit pas de mettre chaque témoignage sous la coupe de quelque catéchisme [...], mais de mettre en valeur la liberté de réponse et l'originalité des réactions et des constructions mises en œuvre par des acteurs différents. Oui, des alternatives sont possibles, y compris dans le champ pourtant fortement modélisé de l'économie ». Les derniers livres publiés ont pour titre *Une fabrique de libertés* (qui revient sur les vingt ans d'existence du lycée autogéré de Paris) ou *Pour quelques hectares de moins* (« aventure vigneronne collective qui recherche des voies autres pour vivre la vigne et le vin en liberté »). Le reste de la collection évoque des manières de faire ensemble plus ou moins connues et recèle de témoignages concrets sur la reconstruction d'un village ardéchois ou l'autogestion d'une scierie.

Repas

4, allée Séverine 26000 Valence
<http://editionsrepas.free.fr>

NOUVEAUTÉS



Nicolas Lambert
Dessins Otto T
L'Échappée, 128 p.

AVENIR RADIEUX UNE FISSION FRANÇAISE

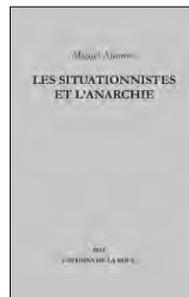
TEXTE DE LA PIÈCE de théâtre éponyme, cet ouvrage est le deuxième volet de la trilogie **Bleu, blanc, rouge, l'a-démocratie**, qui a débuté par une analyse de la Françafrique au travers du groupe Elf, se poursuit avec ce travail sur la nucléarisation de la France et se terminera prochainement par une analyse du système des ventes d'armes. Toute l'histoire du nucléaire français s'éclaire ici. De la bombe à la gestion des déchets en passant par l'édition du programme électronucléaire et les conflits avec l'Iran (où l'on apprend beaucoup sur les attentats de 1985-1986), tout est passé au crible et bien mis en scène. Le gros travail de documentation s'accorde bien avec une analyse de terrain au travers de la représentation de la mascarade du débat public sur l'EPR de Penly au printemps 2010.



Andrea Dworkin
(trad. Michèle Briand
et Martin Dufresne)
Les Éditions
du remue-ménage
268 p.

LES FEMMES DE DROITE

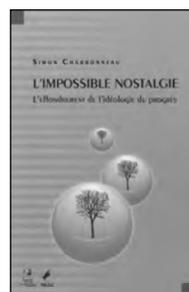
ANDREA DWORKIN, activiste états-unienne, cherche ici à répondre à une question : pourquoi des femmes participent à des politiques qui vont à l'encontre de leurs intérêts en tant que classe et en tant qu'individu-e-s ? Elle nous donne une réponse originale en replaçant la question dans son contexte social, qui a des résonances évidentes avec la France. Elle y décrit la violence du contrôle contre les femmes et les différents usages qui sont faits d'elles dans la libération sexuelle, la pornographie, la reproduction, etc. Elle analyse aussi le rôle et la complicité très active d'institutions diverses qui œuvrent au maintien du patriarcat : État, médecine, etc. L'éclairage de Dworkin ouvre des perspectives quant aux manières d'aborder les femmes de droite. Et une préface de Christine Delphy vient insister sur la pertinence des analyses, loin des autoproclamations « pro-sexe ».



Miguel Amorós
Les Éditions
de la Roue

LES SITUATIONNISTES ET L'ANARCHIE

CE LIVRE DÉCRIT, sur la base de nombreux ouvrages, publications et correspondances, une approche des relations qu'ont entretenues, dans les années 1950-1960, l'**Internationale situationniste** (IS) et les courants ou organisations anarchistes. Si l'action se situe principalement en France, le travail de déploiement de l'IS en Angleterre et aux États-Unis laisse entrevoir toute la complexité critique présente dans ces années d'agitation grandissante. Une époque où le conflit générationnel traverse complètement les sphères libertaires, où les tenants d'une orthodoxie de plus en plus anachronique et autoritaire se défendent avec violence contre le besoin de renouveau théorique et pratique, contre la nécessité d'inscrire une praxis subversive dans son temps. Loin de mystifier l'IS, l'auteur montre également les limites posées par la position avant-gardiste et les errements liés à la personnification dans les mouvements.



Simon
Charbonneau
Sang de la Terre
126 p.

L'IMPOSSIBLE NOSTALGIE L'EFFONDREMENT DE L'IDÉOLOGIE DU PROGRÈS

DEVANT LE CHAMP DE RUINES de la modernité (crise économique, catastrophes écologiques), l'auteur s'inquiète du retour de la nostalgie qui fait dire à chacun que « c'était mieux avant », à l'époque des Trente Glorieuses, de la croissance économique et du plein-emploi. Simon Charbonneau s'inscrit en faux contre cette impression mélancolique. S'appuyant sur les travaux de son père, Bernard, et de Günther Anders, il se livre à une analyse de fond des illusions progressistes : c'est justement le capitalisme, et sa version débridée d'après-guerre, qui nous a emmené-e-s dans l'impasse où nous sommes. Partisan de la décroissance qu'il décline de plusieurs manières (désarmement, déconcentration, détente, décélération, etc.), il en prône une version réaliste et met en garde contre « l'instauration d'un monde totalitaire », qui doit être radicalement combattue.

REVUE

Nous autres

NOUS AUTRES a sorti sa troisième fournée au printemps 2012 et, après les dossiers sur la critique de l'école et de la gratuité, il est ici question d'insurrectionnalisme. La revue publie des textes denses, parfois collectifs ou sous forme d'entretien, peuplés de dessins d'ombres et d'« animales mutantes », de plantes au milieu des ruines. Élaborée entre Montreuil, le Tarn, l'Ariège, Paris et ailleurs, **Nous autres** cherche à s'adresser à la « communauté » de « celles et ceux qui luttent contre les diverses formes de domination ». La critique du volontarisme mystique et avant-gardiste de l'insurrectionnalisme français prend le temps du détour

par des réflexions enthousiasmantes ancrées dans des expériences vécues : à partir d'une autocritique interne des pratiques de « l'organisation informelle » en Espagne (1996-2007) ou dans un entretien percutant sur les stratégies antirépression de deux militantes à Berlin qui s'affrontent aux rhétoriques sexistes et faussement radicales du milieu anticarcéral et autonome.

Apériodique - 70 p. - prix libre.
Nous autres - La Maison de l'arbre - 9 rue François-Debergue - 93100 Montreuil.
nousautres@ptitcanardnoir.org



Lélio de Mûval
Les Âmes d'Atala
2 tomes

L'APOCALYPSE MERVEILLEUSE

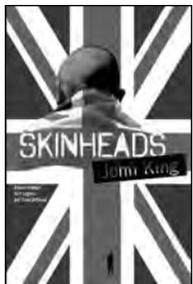
SUITE À UN GIGANTESQUE flot d'excréments débordant des égouts, ayant notamment englouti le gouvernement, les habitant-e-s du nord de la France se regroupent, par quartiers ou communes entières, en secte, en fonction de leurs idéaux politiques. Dans ce contexte, le narrateur, dont on suit ici le journal, est chargé d'enquêter sur un assassinat qui risque de mettre à mal l'entente régnant entre ces différents groupes. Entre anticipation, polar et politique-fiction, ce livre nous fait voyager entre les diverses sectes au fur et à mesure de l'intrigue, qui sont autant d'occasions de porter des regards et des critiques sur les idéologies politiques contemporaines. Se dessine alors l'utopie d'une juxtaposition et d'une cohabitation de différentes expérimentations politiques.



Elsa Osorio
Métaillé
334 p.

LA CAPITANA

CE BEAU ROMAN à l'écriture cinématographique multiplie les allers-retours entre périodes comme entre approches narratives pour retracer en une trentaine de séquences la vie de Micaela Feldman (1902-1992), connue sous le nom de Mika Etchebéhère pour son récit, **Ma guerre d'Espagne à moi** (1975). Elle y raconte comment elle s'est retrouvée à la tête d'une colonne du POUM après la mort de son compagnon, et les combats auxquels elle a participé entre l'été 1936 et le printemps 1937. Si l'Espagne est encore au centre, on retrouve ici Mika tout au long de sa vie... d'abord en Argentine, où elle est née, puis en France et en Allemagne au moment de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, puis à nouveau en France où elle revient après 1945 et où elle finira ses jours. Hommage à une personnalité et à un parcours exceptionnels, ce livre est un bel exemple de la façon dont la (bonne) littérature peut parfois rendre justice aux oublié-e-s de l'histoire.

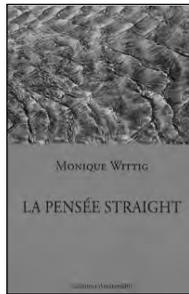


John King
Au diable Vauvert
388 p.

SKINHEADS

L'AUTEUR ANGLAIS John King nous livre un nouveau roman dont les héros sont des prolétaires londoniens. Il y est question de foot, de bière et de bagarre, mais aussi, et surtout, de musique, d'amour et de révolte. Terry, bientôt 50 ans et malade, préfère le cacher à ses proches et redonne vit à un bar. Son neveu Ray est une tête-brûlée qui politise (presque toujours) ses colères par ses lectures. À travers leur parcours, John King trace le portrait d'une culture populaire, sans nier ses côtés nationalistes ou ses dérives racistes. Le roman terminé, on peut heureusement le prolonger en écoutant les titres de ska, de rocksteady, de reggae ou de oï notés au fil des pages !

INCONTOURNABLE



LA PENSÉE STRAIGHT

Monique Wittig
dernière édition : 2007 • Amsterdam

CES ESSAIS DE MONIQUE WITTIG, écrits entre 1978 et 1988, constituent une source d'inspiration et d'outils théoriques permanente. La radicalité des analyses de celle qui fut des premières actions du Mouvement pour la Libération des Femmes n'a d'égal que leur limpidité.

Les conclusions essentielles de ces textes sont que l'hétérosexualité, et les catégories « hommes » et

« femmes » ne sont pas des données naturelles, mais bien un régime politique. Monique Wittig appuie sa démonstration sur la notion de classe, sur la critique de la notion d'« universel », et en passant par des parallèles entre les systèmes patriarcal, capitaliste et raciste. Dans les détails, on retiendra notamment la mise en évidence de l'oppression réelle, matérielle que peuvent exercer des discours (scientifiques, ou de communication de masse), sa mise en garde contre le « principe illogique de l'égalité dans la différence », et sa proposition de revendiquer l'abolition de la déclaration de sexe, puisque c'est une discrimination. Sa définition précise et combative du mot « féministe » donne bien le ton de cet ouvrage : « quelqu'un qui lutte pour les femmes en tant que classe et pour la disparition de cette classe. »

NOUVEAUTÉS



LE RÊVEUR CAPTIF

Barthélémy Schwartz,
L'Apocalypse, 2012, 150 p.

Parmi les quatre premiers albums publiés par la nouvelle maison d'éditions L'Apocalypse, on découvre **Le Rêveur Captif**, de Barthélémy Schwartz. C'est un livre intense et parfois troublant. Drôle aussi, quand il peut l'être. Un livre sur l'enfance, la construction douloureuse, compliquée, heureuse aussi, de l'être. Sur le rêve et le désir d'utopie, sur l'urbanisme de nos vies.

Un livre attachant !

Comme dit Jean-Christophe Menu dans sa préface : « Il s'agit assurément d'un livre qui ne ressemble à aucun autre, œuvre d'un auteur qui, dans la bande dessinée, ne fait que passer. Bien sûr, tout le monde le dira, ce livre n'est pas de la bande dessinée, ou alors ce n'en est plus. Mais alors, qu'est-ce que c'est ? » Après la lecture de **Rêveur Captif**, j'ai été incapable de répondre à ces interrogations. Un livre donc inclassable, hors norme. Cela nous convient tout à fait. A se procurer avant son interdiction par le Ministère de l'intérieur et du Contrôle des esprits !

JEUNESSE



LA PUNAISE

Dedieu et Marais
éditions Sarbacane, 40 p.

UNE FABLE DRÔLE et touchante qui fait mouche ! Comment un petit geste peut faire basculer le monde... Un matin, d'une « pichenette », un enfant envoie une punaise vers une poubelle. Il manque son but. Cela provoque alors un effet boule de neige et, de la classe à la ville, de la ville à la Terre, le petit monde des humain-e-s s'arrête de tourner et s'enferme sur lui-même... Mais si ce geste avait pour conséquence ultime de nous rendre la vie plus agréable ! ? Le graphisme est subtil et drôle, le jeu du noir et blanc est très évocateur jusque dans les petits détails. Parfait pour les plus jeunes !

LES CHEVALS, FANFARE À LA CONQUE

LORSQU'ON REÇOIT un matin un *Colis suspect*, on appréhende ce qu'il va se passer lorsqu'on va l'ouvrir. Soit on se retrouve nez à nez avec une mauvaise surprise et l'on sait que la journée sera très, très longue... Soit c'est carrément l'inverse, on reçoit quelque chose que l'on n'attendait pas du tout. Et grâce à «ça», on a la pêche pendant des heures et des heures. La plupart de vos ami-e-s ne comprennent pas, et du coup, pour paraître un peu moins bête – et un peu moins seul-e accessoirement – on s'empresse de leur expliquer la situation. Et puis avec vos mots, vous n'arrivez pas à exprimer ce que vous avez ressenti à l'écoute du dernier album des *Chevals*. Du coup, vous arrêtez de parler et vous mettez le CD en route... En général, à ce moment-là, ils et elles comprennent tout de suite.

Les Chevals, c'est peut-être le groupe de jazz le plus inventif et le plus percutant de ces dernières années. Car mélanger six cuivres, une guitare électrique, une batterie et des conques marines (vous savez, les coquillages qui «font le bruit de la mer» lorsqu'on les met à l'oreille... eh bien, certain-e-s musicien-ne-s s'en servent comme instruments à vent), il en faut du talent.

Ils se sont formés il y a presque quinze ans maintenant, dans une petite rue de Barcelone. Depuis, ils ont participé à pas mal d'aventures, entre autres avec Fantazio, qu'on ne présente plus, mais aussi avec Loïc Lantoine ou même Lenny Kravitz. Ils ne se sont plus quittés, ou presque. Et ils ont écumé la scène *underground* française tout en assurant un maximum de concerts de soutien. Ils ont également sorti trois albums, dont *Colis Suspect*, sorti en octobre 2011, est le petit dernier.

À l'instar des très grands de la musique, c'est tout un

univers, tout un monde qui s'offre à nous quand on les écoute. Avec *Atchaa*, le sixième morceau de *Colis suspect*, par exemple, on a l'impression de relire un des polars de Chester Himes. On croirait vraiment voir débouler Ed Cercueil et Fossoyeur Jones dans leur vieille Plymouth... Avec *Fitzcarraldino*, le second morceau, la mer, on la voit carrément... on la respire même. Et lorsqu'on habite au milieu de tout ce béton, eh beh ça fait énormément de bien de pouvoir s'échapper de cette manière le temps de quelques minutes. Inutile de raconter une histoire pour tous leurs sons. Il est beaucoup plus intéressant de le faire soi-même, avec «ses» histoires.

Beaucoup de militant-e-s pensent qu'on ne peut être subversif en musique aujourd'hui qu'avec l'aide des mots, avec l'aide de chansons accompagnées d'instruments. Il faudrait les aider à refaire leur culture musicale et ce, en commençant par les emmener voir *Les Chevals* en concert...

Tito



À écouter

Colis suspect

L'autre distribution

2011

DROWNING DOG & MALATESTA

VOILÀ MAINTENANT plus de dix ans que Drowning Dog et Malatesta promènent leur rap anarchiste des États-Unis à l'Europe. Dès 1999, il et elle créent à San Francisco le collectif et label Entartete Kunst («art dégénéré», soit l'expression utilisée par les nazis pour désigner toute forme d'art considérée comme non conforme à leur idéologie), et autofinancent une vingtaine de disques de «musique anarchiste et anti-autoritaire, principalement du rap». Le duo, qui s'est récemment installé en Italie, est maintenant très impliqué dans la scène musicale et militante milanaise et multiplie les collaborations avec des collectifs tels que Microplatform («Internationale de DJs») ou la Plataforma («contre-information multimédia, hip-hop piquetero»). Le groupe joue sur-



tout dans les squats et les centres sociaux autogérés et se promène régulièrement à travers l'Europe. Les textes, basés sur des positions anarchistes, communistes libertaires et féministes, abordent différentes situations du quotidien à travers le prisme des luttes des classes : exploitation salariée, pressions

subies par les femmes, histoire écrite par les dominants... Sur scène, le *flow* à la fois coulant et précis de Drowning Dog s'allie à ses talents de MC particulièrement expressive. DJ Malatesta, derrière ses machines, balance des instrumentaux carrés et efficaces, parsemés de samples évocateurs, tel le *Anger to Action* («de la colère à l'action») de Noam Chomsky qui ponctue le morceau *Antagonista a Vita*. Tout cela se retrouve gravé sur divers disques (*Got no Time*, album CD sorti en 2007, *Mix Tapes and Cotton*, vinyle 7" de 2009, ou encore leur dernier album, *Senza Padroni*), à glaner sur le site Internet ekrecords.info, ou mieux, après une discussion enflammée avec le groupe lors d'un de leurs nombreux concerts.

Chivain

REPRISE

AVOIR 20 ANS DANS LES AURÈS



film français de René Vautier 1972 96 min

DEPUIS LE 3 OCTOBRE 2012, vous pouvez visionner sur vos écrans une version numérique restaurée de ce film. En 1972, dix ans après la fin de la guerre d'Algérie, René Vautier réalise *Avoir 20 ans dans les Aurès* à partir de huit cents heures de témoignages d'appelés du contingent, condensés dans une chronique filmée. Ce film est construit à partir du quotidien de cette guerre, des différents points de vue d'un groupe de tout jeunes soldats dont les capacités d'indignation se confrontent à chaque instant avec la banalité du mal. Cette fiction reflète l'état d'esprit de ces jeunes envoyés en Algérie. L'action du film se déroule fin avril 1961. La guerre d'Algérie dure depuis bientôt sept ans et un certain nombre de ses chefs refuse la nouvelle orientation du gouvernement, accusé de « brader » l'Algérie. Et ces chefs se rangent ouvertement, le 22 avril 1961, aux côtés des ultras de l'Algérie française. C'est le putsch. L'armée hésite – l'armée, c'est avant tout la grande masse des appelés. Et c'est la force d'inertie ou la résistance ouverte de ces appelés qui fera échouer le putsch. Le 26 avril, c'est l'échec du putsch – et les appelés retombent, dans bien des endroits d'Algérie, sous la coupe de ces chefs à qui ils se sont, un moment, victorieusement opposés. Ce film évoque donc cette période et il reçoit le grand prix de la critique internationale au Festival de Cannes en 1972. Il est distribué par la coopérative DHR et vous pouvez contacter Serge au 09 82 25 92 67 ou sur distribution@d-h-r.org pour organiser une projection.

www.avoir20ansdanslesaurès.net

CHRIS MARKER À L'ÉCRAN (FICTIONS)

CHRIS MARKER est le plus fréquent des nombreux pseudonymes d'un grand voyageur, curieux et discret, mort cet été à 91 ans, et qui a réalisé quelques films si impressionnants que lui consacrer ces lignes in memoriam nous a semblé aller de soi. C'est qu'il avait voulu être, précisément, le cinéaste de l'élaboration de la mémoire, mémoire

vitale, singulière et collective, tout à la fois lyrique et politique. Son cinéma a étonné par son écriture personnelle et son engagement lucide, par ses innovations formelles et narratives (réinvention de la voix hors-champ, film essai, roman-photo cinématographique, grande attention aux médias électroniques)

et ses tentatives répétées, obstinées, de création collective (œuvres coréalisées, société de production SLON, hommages à de grands cinéastes). Marker aimait beaucoup les chats : peut-être aussi, comme dit le poète, parce qu'on n'a jamais vu de chat policier. Serge Lorenzo



LES STATUES MEURENT AUSSI

film français (coréalisé avec Alain Resnais) 1953, 30 min
Malgré un prix Jean-Vigo, ce pamphlet sera interdit pendant dix ans, et ses auteurs longtemps bannis. Commandité par le collectif Présence africaine, il prenait trop tôt à partie le colonialisme dans une seconde moitié de film qui s'emballa (boxe, jazz, manifestations réprimées), après un début grandiose, digne du meilleur Malraux, qui se demande pourquoi cet art n'a pas droit de cité au Louvre, mais au musée de l'Homme. Marker pensait que le film décevrait lors de sa redécouverte : il se trompait.



LA JETÉE

film français 1962, 28 min
Un homme meurtri voyage dans le temps pour sauver l'humanité après la 3^e Guerre mondiale, et renonce à son salut pour retrouver son amour. Ce court métrage de science-fiction, fondateur du sous-genre « paradoxes temporels » aujourd'hui si ressassé, est l'un des plus beaux de l'histoire du cinéma. C'est un roman-photo cinématographique, où un plan, seul et inoubliable, nous transporte de la photo au cinéma, de l'absence à la présence, de la mort à la vie.



LE FOND DE L'AIR EST ROUGE

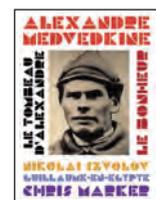
film français 1977, 240 min (deux parties de 120 min)
Les mains fragiles et **Les mains coupées** : voici les titres respectifs des deux parties de ce documentaire couvrant la décennie 1967-1977 en Europe et en Amérique, au Viêt-Nam, en Chine, au Chili, en URSS ou à Cuba. La mort du Che et d'Allende, Mai 68 à Paris, la prise de Saïgon, la Tchécoslovaquie

ou l'Irlande : le bruit et la fureur, l'espoir, l'humour et la rage dans les images inédites et les interviews bouleversantes de cette génération, pour l'un des seuls vrais films d'apprentissage sur ces années, entre énergie adolescente et maturité mélancolique.



SANS SOLEIL

film français 1982, 110 min
Une voix féminine lit en voix hors champ les lettres d'un réalisateur Sandor Krasna, c'est à dire Chris Marker depuis les lieux où il séjourna, dont on découvre des plans de banalité quotidienne finalement envoûtants : le Japon animiste et technologique surtout, mais aussi le Cap-Vert et la Guinée-Bissau, dont l'histoire révolutionnaire commune face à la puissance colonisatrice portugaise laisse émerveillé, puis amer. Une ambition de ne raconter rien d'autre que « les fêtes de quartier », par les souvenir personnels et pour l'histoire des civilisations.



LE TOMBEAU D'ALEXANDRE

film français 1993, 118 min
Le tombeau, c'est celui d'Alexandre Medvedkine le paysan, jeune colonel bolchevik, génial réalisateur de *Le Bonheur* (1934) et concepteur du kino-poezd, le ciné-train qui parcourait les campagnes soviétiques pour filmer le peuple et projeter sous ses yeux ébahis sa propre image, au temps de Vertov et d'Eisenstein. De fait, la vie de Medvedkine, que fait revivre Marker, coïncide avec celle de l'URSS et de son cinéma, de la prise du palais d'Hiver aux grandes purges : de sorte que l'hommage à l'ami mort questionne aussi son attitude face à la révolution, au totalitarisme stalinien et à la chute du mur de Berlin.

INTERVENTIONS GRAPHIQUES

ALBERT FOOLMOON RÉALISE DES DESSINS ET SÉRIGRAPHIES, ENTRE AUTRE POUR LA PRESSE ET LES COLLECTIFS MILITANTS DU NORD, ET ORGANISE LE SALON FAIS-LE TOI-MÊME À LILLE. WWW.ALBERTFOOLMOON.COM

